



AVIS GÉNÉRAL

Les documents faisant partie de l'ordre du jour ci-joint, ont force de la loi, que s'ils ont été entérinés par le Conseil municipal.

Prière de vérifier auprès de l'administration si des modifications et/ou des retraites de sujets ont été effectués.

DIFFUSION EN DIRECT SUR YOUTUBE

Nous encourageons les membres du public de visionner les délibérations du conseil en direct sur la chaîne YouTube de La Nation du confort de leur maison.

Vous pouvez visiter la [chaîne YouTube de La Nation](#) pour visionner les réunions.

En raison de l'espace limité, une inscription pour réserver une place est fortement recommandé afin d'assister à une réunion en présentiel. Si vous voulez réserver un siège, veuillez communiquer avec le bureau de la Greffe au 613-764-5444, poste 242 ou par courriel à janglois-caisse@nationmun.ca.

QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Vous pouvez soumettre vos questions ou commentaires portant sur l'un des sujets à l'ordre du jour en remplissant notre formulaire en ligne avant midi le jour de la réunion : <https://nationmun.ca/conseil-et-employes/conseil/proces-verbaux-et-ordres-du-jour#questions>.



Corporation de la municipalité de La Nation Ordre du jour

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2023-20

Type : Ordinaire

Date : 11 septembre 2023

Heure : 16h30

Endroit : Hôtel de ville, 958 Route 500 West, Casselman, ON

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

16h30 : Huis clos

18h00 : Délégation 211 – Navigation communautaire de l'Est ontarien

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

3. Adoption de l'ordre du jour

4. Déclaration de conflit d'intérêt

5. Session Huis clos

5.1 Procès-verbaux des sessions à huis clos tenues le 20 juillet, le 24 juillet et le 28 août 2023.

5.1.1 Affaires découlant de procès-verbaux précédents

5.2 Nicholas Pigeon, Directeur par intérim de l'eau et des égouts

5.2.1 Rapport WS-08-2023 – Litige avec un contracteur

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

e) les litiges actuels ou éventuels, y compris les questions dont les tribunaux administratifs sont saisis, ayant une incidence sur la municipalité ou le conseil local;

f) les conseils qui sont protégés par le secret professionnel de l'avocat, y compris les communications nécessaires à cette fin;

5.3 Chantal Lauzon, Gérante des ressources humaines

5.3.1 Rapport RH-03-2023 – Avantages sociaux des employés

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local;

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés;

6. Adoption des procès-verbaux des séances précédentes

6.1 Procès-verbal de la réunion de conseil ordinaire tenue le 28 août 2023

7. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

8. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

8.1 Nadia Knebel, Trésorière

8.1.1 Signature et finalisation des États financiers 2022

8.1.2 Rapport F-17-2023 – Auditeurs pour la fin d'année 2023

8.1.3 Rapport F-18-2023 - Options pour l'emprunt – complexe sportif

8.2 Marc Legault, Directeur des travaux publics

8.2.1 Rapport TP-18-2023 – Location d'une chargeuse sur pneus

8.3 Carol Ann Scott, Directrice des loisirs

8.3.1 Rapport RE-16-2023 – Mise à jour au sujet des statistiques pour les centres communautaires, l'Aréna et le Complexe Sportif, *rapport à suivre*

8.4 Mario Villeneuve, Chef pompier

8.4.1 Rapport FD-CR-01-2023 - Plan de travail pour le service d'incendie

8.5 Daniel Boisvenue, Conseiller quartier 5

8.5.1 Pénurie de places dans les garderies

9. Avis de motions proposées

10. Affaires découlant des réunions précédentes

11. Délégations

11.1 Délégation 211 – Navigation communautaire de l'Est ontarien

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement 96-2023 – Nomination d'un trésorier adjoint

12.2 Règlement 98-2023 – Abandon du drain municipal Demers-Cayer

12.3 Règlement 99-2023 – Modification du contrat avec la Police Provinciale de l'Ontario

12.4 Règlement 100-2023 – Emprunt à long-terme pour le Complexe Sportif

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

14. Autres

15. Rapports mensuels divers

15.1 BESO – Flambées en cours

16. Correspondance

16.1 AMO – Watchfile

16.2 Canton de Severn – Motion au sujet de *Climate Emergency Just Transition Transfer*

16.3 Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et des affaires rurales – Lettre au sujet de l'Initiative visant à accroître la capacité de gestion des cadavres d'animaux

16.4 Ministère des Affaires municipales et du Logement –Fonds pour l'accélération de la construction

17. Événements à venir

17.1 14 septembre 2023 – Tournoi de golf annuel – Prescott-Russell Chamber of Commerce

17.2 21 septembre 2023 – Fermeture des bureaux et dépotoirs pour le Tournoi de golf annuel de La Municipalité de La Nation

17.3 24 septembre 2023 – Portes ouvertes, Église St-Bernard à Fournier

17.4 25 septembre 2023 – Réunion de Conseil ordinaire

17.5 30 septembre 2023 – Fête champêtre au parc Jean-Paul Charlebois à St-Bernardin

18. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

19. Ajournement



Corporation de la municipalité de La Nation Procès-verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2023-19

Type : Ordinaire

Date : 28 août 2023

Heure : 16h30

Endroit : Zoom

Président : Danik Forgues, Conseiller quartier 3

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

16h30 : Huis clos

Présence des membres du Conseil

Maire Francis Brière, absence motivée

Conseiller quartier 1, Tim Stewart, oui

Conseiller quartier 2, Alain Mainville, oui

Conseiller quartier 3, Danik Forgues, oui

Conseiller quartier 4, Raymond Lalande, oui

Conseiller quartier 5, Daniel Boisvenue, oui

Conseillère quartier 6, Marjorie Drolet, oui

Présence du personnel municipal

Josée Brizard, DG-Greffière

Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme
Nadia Knebel, Trésorière
Marc Legault, Directeur des travaux publics

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée – La DG-Greffière ouvre l'assemblée en l'absence du Maire Francis Brière

Résolution : 318-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ouverte.

Adoptée

Président de la réunion

Résolution 319-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que Danik Forgues soit nommé Président d'assemblée pour la réunion de Conseil ordinaire du 28 août 2023.

Adoptée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

None

3. Adoption de l'ordre du jour

Résolution : 320-2023

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que l'ordre du jour soit accepté incluant les modifications apportées séance tenante, le cas échéant.

Adoptée

4. Déclaration de conflit d'intérêt

Aucune

5. Session Huis clos

Ajournement pour huis clos

Résolution : 321-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **16h33** pour une session à huis clos conformément aux sections suivantes de la Loi municipale 2001 :

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

c) l'acquisition ou la disposition projetée ou en cours d'un bien-fonds par la municipalité ou le conseil local;

Adoptée

Réouverture après huis clos

Résolution : 322-2023

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit rouverte à **16h50**.

Adoptée

5.1 Guylain Lafèche, Directeur de l'urbanisme

5.1.1 Disposition de terrain

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

c) l'acquisition ou la disposition projetée ou en cours d'un bien-fonds par la municipalité ou le conseil local;

Résolution : 323-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée à huis clos le 28 août 2023 par le Directeur de l'urbanisme dans son rapport PLA-17-2023.

Adoptée

6. Adoption des procès-verbaux des séances précédentes

6.1 Procès-verbal de la réunion de conseil ordinaire tenue le 14 juillet 2023

6.2 Procès-verbal de la réunion publique de zonage tenue le 14 juillet 2023

Résolution : 324-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que les procès-verbaux des assemblées suivantes soient adoptés tels que présentés :

- Procès-verbal de la réunion de conseil ordinaire tenue le 14 juillet 2023
- Procès-verbal de la réunion publique de zonage tenue le 14 juillet 2023

Adoptée

7. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

8. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

8.1 Nadia Knebel, Trésorière

8.1.1 Rapport F-15-2023 – Résultats mi-année

Résolution : 325-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le Conseil reçoive le rapport F-15-2023 tel que présenté à sa réunion du 28 août 2023 par la Trésorière.

Adoptée

8.1.2 Rapport F-16-2023 – Planification budgétaire pour 2024

Résolution : 326-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve les dates de discussion pour la première ébauche budgétaire et la publication de la publicité tels que présentés à sa réunion du 28 août 2023 par la Trésorière dans son rapport F-16-2023.

Adoptée

8.2 Marc Legault, Directeur des travaux publics

8.2.1 Rapport TP-17-2023 – détecteurs de vitesse

Résolution : 327-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée à sa réunion du 28 août 2023 par le Directeur des travaux publics dans son rapport TP-17-2023.

Adoptée

8.3 Todd Bayly, Chef du service du bâtiment

8.3.1 Rapports statistiques sur les permis de construction, avril à juillet 2023

Résolution : 328-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que le Conseil reçoive les rapports statistiques de permis de constructions pour les mois d'avril, mai, juin et juillet 2023.

Adoptée

8.4 Éric Leroux, Surintendant au drainage

8.4.1 Rapport drainage 2023-0705, juillet 2023

Résolution : 329-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil reçoive le rapport 2023-0705 de Leroux Consultant, le Surintendant de drainage, pour le mois de juillet 2023.

Adoptée

8.4.2 Rapport drainage 03-2023 Drain municipal Caledonia Creek

Résolution : 330-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée à sa réunion du 28 août 2023 par le Surintendant de drainage dans son rapport Drainage 03-2023.

Qu'il soit aussi résolu que la Greffière soit autorisée à envoyer un avis aux agences 30 jours avant la nomination d'un ingénieur au drainage.

Adoptée

9. Avis de motions proposées

9.1 Cité de Clarence-Rockland, résolution au sujet d'une étude sur la rivière des Outaouais

Résolution : 331-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que le Conseil de la Municipalité de La Nation appui la résolution de la Cité de Clarence-Rockland au sujet d'une étude sur la rivière des Outaouais pour développer des outils et des pratiques de gestion afin de réduire les inondations de ladite rivière.

Adoptée

10. Affaires découlant des réunions précédentes

11. Délégations

12. Règlements municipaux

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

Résolution : 332-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le conseil approuve les comptes payables jusqu'au 15 septembre 2023.

Pièce justificative 16: **1 115 708.80 \$**

Adoptée

14. Autres

15. Rapports mensuels divers

15.1 BESO – Flambées en cours

16. Correspondance

16.1 AMO – Watchfile

16.2 Municipalité de South Huron et Municipalité de Chatham-Kent

Résolution au sujet de la Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée

16.3 Communiqué de presse, période de mise en nomination pour le Prix JP St. Pierre 2023

Résolution : 333-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que la correspondance telle que décrite à l'ordre du jour du 28 août 2023 soit reçue.

Adoptée

17. Événements à venir

17.1 11 septembre 2023 – réunion de Conseil ordinaire

17.2 24 septembre 2023 – Portes ouvertes, Église St-Bernard à Fournier

17.3 25 septembre 2023 – Réunion de Conseil ordinaire

17.4 30 septembre 2023 – Fête champêtre au parc Jean-Paul Charlebois à St-Bernardin

18. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

Résolution : 334-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le règlement no. 97-2023, pour confirmer les procédures du Conseil à sa réunion ordinaire du 28 août 2023, soit lu et adopté en 1^{re}, 2^e et 3^e lecture.

Adoptée

19. Ajournement

Résolution : 335-2023

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **17h13**.

Adoptée



Corporation de la Municipalité de la Nation

Rapport d'audit final remis au conseil municipal
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022

COMMENCER



BDO



À l'attention du conseil municipal de Corporation de la Municipalité de la Nation

Nous sommes heureux de vous faire part des résultats de notre audit des états financiers consolidés de la Corporation de la Municipalité de la Nation (la municipalité) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

Le rapport final ci-joint présente notre approche à l'égard de votre audit et aborde, entre autres, les risques importants ainsi que la nature, l'étendue et les résultats de nos travaux d'audit. Nous ferons également état des déficiences importantes du contrôle interne que nous aurions relevées au cours de notre audit et confirmerons de nouveau notre indépendance.

Dans le cadre de notre audit, nous avons obtenu certaines déclarations de la direction, soit par la voie d'entretiens ou par écrit. Nous avons recueilli ces déclarations dans les documents de travail de l'audit.

L'environnement commercial a subi des bouleversements qui ont touché tout le monde pendant la pandémie de COVID-19. Les flux de trésorerie, la stratégie et les opérations ont dû être repensés. À titre d'auditeurs, nous nous sommes servis de nos outils d'audit numériques pour garder le contact, que ce soit entre nous, avec la direction ou avec vous.

Nous sommes impatients de discuter de nos conclusions d'audit avec vous. Entre-temps, n'hésitez pas à communiquer avec nous si vous avez des questions ou des préoccupations.

Veuillez agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

BDO Canada s.r.l./S.E.N.C.R.L./LLP

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022



Table des matières

1	Aperçu de l'audit	4
2	Statut de l'audit	5
3	Constatations de l'auditeur	6
4	Questions relatives au contrôle interne	7
5	Écarts ajustés et non ajustés	8
6	Autres communications obligatoires	10
7	Notre méthode d'audit des états financiers	11
8	Notre approche d'audit : répondre aux besoins	13
9	Ensemble d'outils d'audit de BDO	15
10	Ressources recommandées	16
11	Annexes	18

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022



EMSEMBLE D'OUTILS D'AUDIT
NUMÉRIQUES DE BDO

APT Next Gen

Nous utilisons le logiciel et
outil de documentation APT
Next Gen pour sauver du
temps, simplifier nos
processus et réaliser des
audits sans support papier.

**EN SAVOIR
PLUS**

DÉCOUVRIR LA DIFFÉRENCE
NUMÉRIQUE





Aperçu de l'audit

Le seuil de signification préliminaire était de 740 000 \$. Le seuil de signification final demeure inchangé par rapport à notre évaluation préliminaire.

Nous avons pris connaissance d'un cas de fraude ayant une incidence sur la municipalité. Si vous avez eu connaissance de changements apportés aux processus ou d'autres cas de fraudes avérées, suspectées ou alléguées autre que le cas discuté spécifiquement avec la direction, veuillez nous en informer.

Nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes et nous n'avons connaissance d'aucune relation entre Corporation de la Municipalité de la Nation et notre cabinet qui peut raisonnablement être considérée comme susceptible d'avoir des incidences sur notre indépendance.



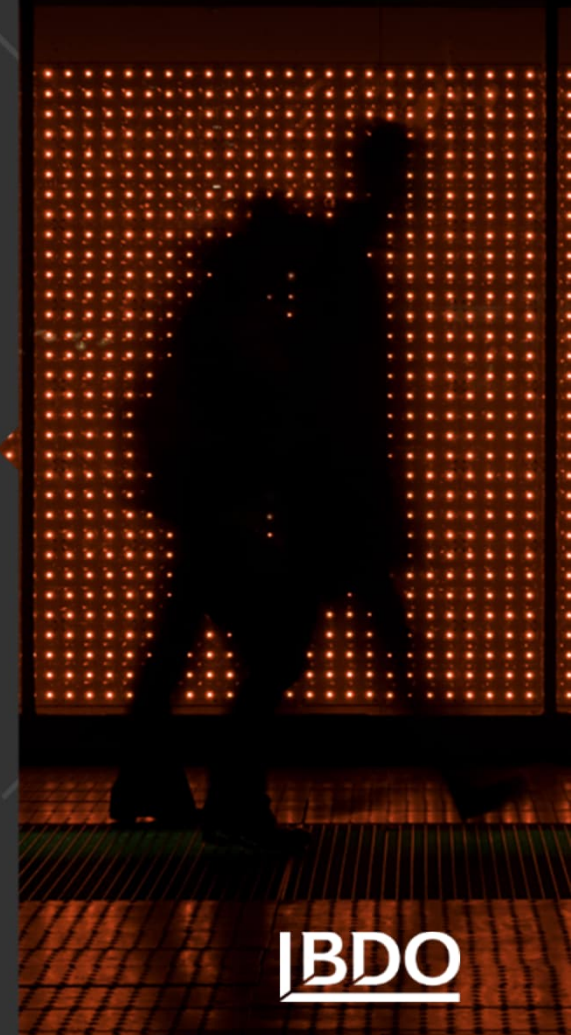
Annik Blanchard, CPA, CA

Adresse électronique :
ablanchard@bdo.ca

Ligne directe : (613) 690-2978

Statut de l'audit

- ▶ Nous avons pratiquement achevé notre audit des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2022.
- ▶ Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada. L'objectif de notre audit est d'obtenir l'assurance raisonnable, mais non absolue, que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives.
- ▶ L'étendue des travaux réalisés était pratiquement identique à ce qui a été décrit dans notre rapport de la planification au conseil municipal daté du 14 février 2023.





Constatations de l'auditeur

Dans le cadre de notre communication continue avec vous, nous sommes tenus de vous faire part de nos points de vue sur les aspects qualitatifs importants des méthodes comptables de la municipalité, y compris les politiques, les estimations comptables et la présentation de l'information des états financiers consolidés. Nous sommes enthousiastes à l'idée d'explorer ces sujets en profondeur et de répondre à vos questions. Voici un résumé des principaux sujets de discussion :

Postes des états financiers	Risques relevés	Constatations de l'auditeur
Comptabilisation des produits	Selon les normes d'audit canadiennes, les audits doivent comporter un risque important en matière de comptabilisation des produits.	Nous avons analysé les politiques de constatation et la façon dont elles sont appliquées dans les opérations quotidiennes de la municipalité. Nous avons examiné les entrées de journal et les ajustements apportés aux revenus fiscaux et aux redevances d'usage et nous avons envoyé des confirmations externes. Aucun problème n'a été soulevé.
Passif concernant les sites contaminés	Risque que le passif lié aux sites contaminés ne soit pas enregistré correctement à la fin de l'exercice.	Nous avons examiné la liste des sites potentiellement contaminés ; retracé aux pièces justificatives ; et nous avons interrogé spécifiquement sur les nouvelles propriétés acquises au cours de l'année et les contaminants potentiels. Nous avons également évalué le processus utilisé par la direction concernant l'identification des passifs potentiels. Aucune incidence de notée.
Dérogation des contrôles par la direction	Le dépassement des contrôles par la direction est un risque standard dans toutes les audits.	Nous avons examiné les entrées de journal tout au long de l'année. Aucun problème n'a été soulevé.
Services aux employés résidents	Risque que les employés résidents manipulent leur propre taux de taxes municipales et redevances des usagers.	Nous avons testé le taux de taxe utilisé et vu la preuve de paiement pour un échantillon d'employé résident dans la municipalité. Aucun problème n'a été soulevé.



Questions relatives au contrôle interne

Au cours de notre audit, nous avons effectué les procédures suivantes relatives à l'environnement de contrôle interne de la municipalité :

- ▶ Documentation des systèmes d'exploitation afin d'évaluer la conception et la mise en œuvre des activités de contrôle pertinentes à l'audit.
- ▶ Discussion sur les risques potentiels liés à l'audit avec la direction et prise en compte de ces risques.

Nous avons tenu compte des procédures pour déterminer l'étendue et la nature des procédures de corroboration requises.



Nous sommes tenus de vous signaler par écrit toute déficience importante dans les contrôles internes que nous avons repérée au cours de l'audit.

Une déficience importante désigne une déficience ou combinaison de déficiences des contrôles internes qui sont suffisamment préoccupantes pour nécessiter l'attention des responsables de la gouvernance.

L'audit exprime une opinion sur les états financiers consolidés de la municipalité. Par conséquent, il ne couvre pas tous les aspects des contrôles internes, mais seulement ceux qui sont pertinents à la préparation des états financiers consolidés et à la conception des procédures d'audit appropriées. Ces travaux n'ont pas été réalisés aux fins d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne.

Nous n'avons pas relevé de déficiences de contrôle qui, à notre avis, sont d'une importance significative qui mérite discussion.



Écarts ajustés et non ajustés

Sommaire des écarts non ajustés

Le tableau suivant est un sommaire des anomalies non corrigées relevées au cours de notre mission d'audit :

	Débit (Crédit)			
	Actifs	Passifs	Excédent accumulé	Surplus
Estimation des réclamations futures - WSIB	- \$	(161,019) \$	161,019 \$	- \$
Pour consolider la Corporation du développement économique de la Nation	81,187	(12,432)	(68,755)	2,439
Total	81,187 \$	(173,451) \$	92,264 \$	2,439 \$
Incidence de la correction d'erreurs de l'exercice précédent	-	-	-	-
Total des écarts non ajustés	81,187 \$	(173,451) \$	92,264 \$	2,439 \$

Corporation de la Municipalité de la Nation

Year End: December 31, 2022

Adjusting journal entries

Date: 01/01/2022 To 12/31/2022

Number	Date	Name	Account No	Reference	Debit	Credit	Recurrence	Misstatement
1	12/31/2022	PAYABLE / ENVIRONMENT	N-1200-1010-1650	HH_PS.02		13,606.90		
1	12/31/2022	CLOSURE & POST CLOSURE COST	N-5800-5000-5300	HH_PS.02	13,606.90			
		Pour ajuster le passif de la fermeture des dépotoirs						
					13,606.90	13,606.90		
Net Income (Loss)			4,853,478.74					

Prepared by	Detail Rev	Gen Rev AJB 07/26/2023	Quality Rev
4th Level Rev	Tax Rev	IS Audit Rev	Other Rev



Autres communications obligatoires

Les normes professionnelles exigent que les auditeurs indépendants communiquent certaines questions liées à l'audit aux responsables de la gouvernance. Outre les points communiqués dans la présente lettre, le tableau ci-joint résume ces communications additionnelles requises.

Question	Réponse de BDO
Incidence potentielle sur les états financiers de tous les risques importants et de toutes les expositions importantes, par exemple un litige en suspens, qui doivent être présentés dans les états financiers.	Aucun risque identifié
Des incertitudes importantes liées à des événements et à des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre son exploitation.	Aucun risque identifié
Les désaccords avec la direction au sujet des questions qui, individuellement ou collectivement, pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers de la municipalité ou le rapport de l'auditeur.	Aucun désaccord identifié
Les questions concernant la non-conformité aux lois et règlements.	Aucune question identifiée
Des opérations importantes avec des parties liées qui ne sont pas dans le cours normal des activités et pour lesquelles la direction fait preuve d'un jugement solide en ce qui concerne l'évaluation ou l'information à présenter.	Aucune transaction de ce type identifiée
Les consultations de la direction auprès d'autres experts-comptables au sujet des questions importantes d'audit et de comptabilité.	Aucune consultation avec d'autres experts-comptables à propos de tels questions
Autres questions	Aucune autre question



Notre méthode d'audit des états financiers : notre processus d'audit

DÉTERMINATION ET ÉVALUATION DES RISQUES

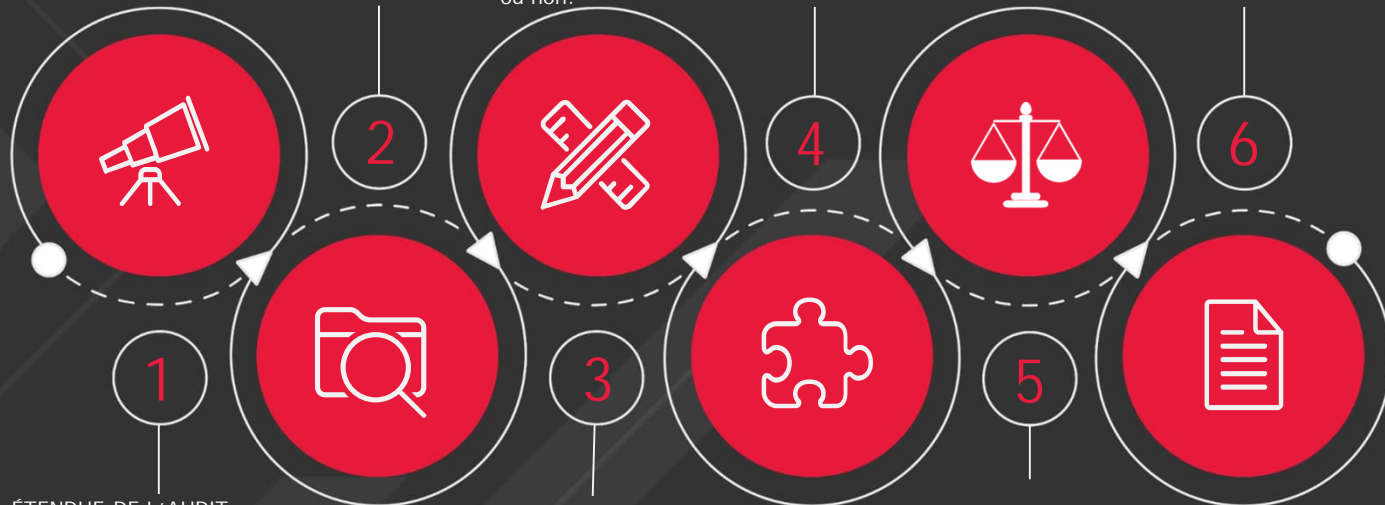
Nous mettons l'accent sur les postes des états financiers susceptibles de contenir des anomalies significatives en raison des risques auxquels vous êtes confrontés.

OBTENTION D'ÉLÉMENTS PROBANTS

Nous mettons en œuvre des procédures d'audit tout en exerçant adéquatement notre esprit critique afin de conclure si les états financiers donnent une image fidèle ou non.

RAPPORT

Nous communiquons notre opinion et les détails des questions sur lesquelles nous sommes tenus de nous prononcer



ÉTENDUE DE L'AUDIT

Nous effectuons un examen préliminaire afin de planifier l'audit, de déterminer le seuil de signification et de délimiter l'étendue de l'audit.

ÉLABORER UN PROCESSUS D'AUDIT

Nous élaborons une stratégie d'audit appropriée nous permettant d'obtenir une assurance suffisante pour rédiger un rapport sur les états financiers.

FORMULATION D'UNE OPINION

Nous déterminons si nous disposons de suffisamment d'éléments probants pour conclure que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives et nous examinons l'incidence des anomalies potentielles relevées.

Nouvelle norme de qualité en matière d'audit



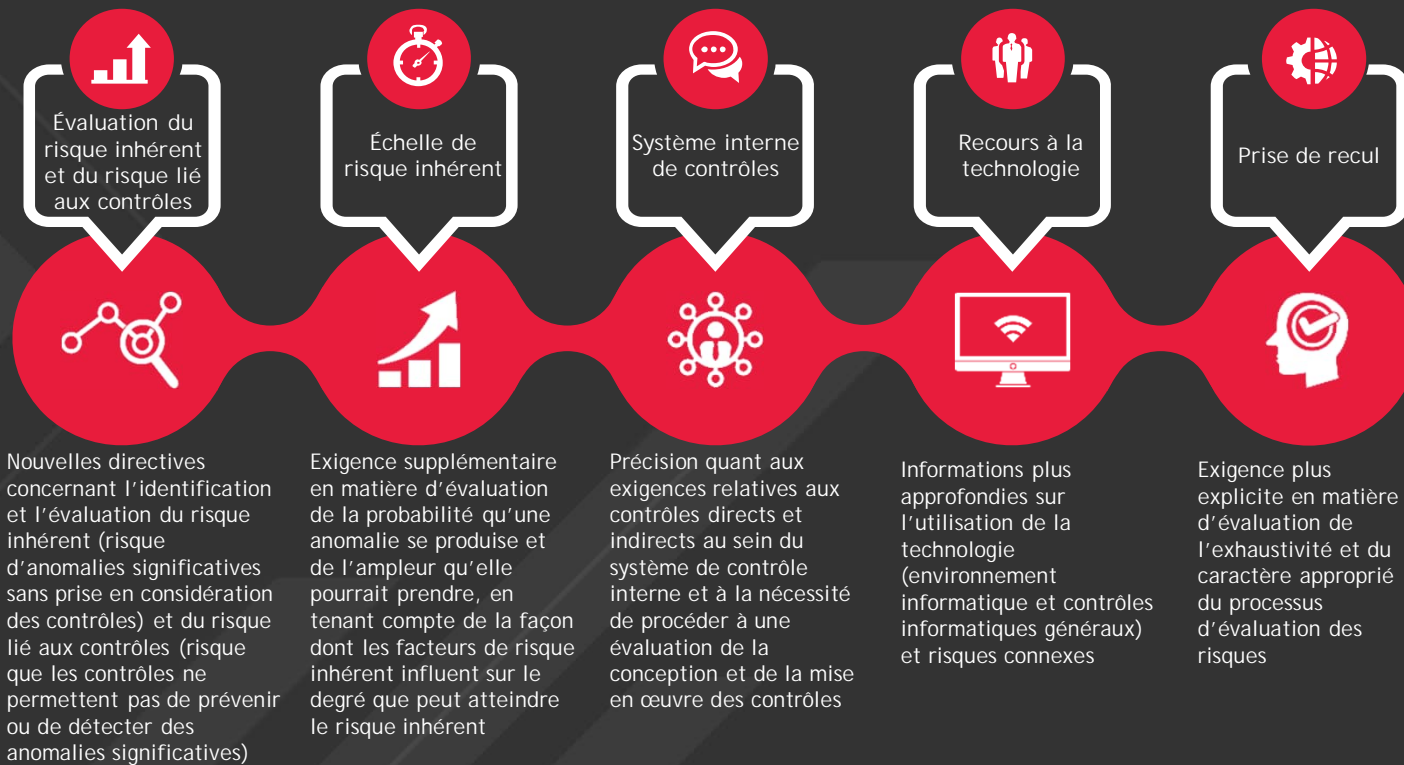
ISQM 1

La qualité d'un audit repose non seulement sur les personnes qui le réalisent, mais aussi sur les systèmes qui le fondent. Les nouvelles règles de cette norme améliorent énormément la qualité de votre audit.

**EN SAVOIR PLUS
SUR LA NORME**

Mise à jour de notre processus d'audit

D'importantes modifications visant principalement l'établissement de procédures d'identification, d'évaluation et de réponse aux risques plus robustes ont été apportées à la Norme canadienne d'audit 315, Identification et évaluation des risques d'anomalies significatives. La norme révisée est en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 15 décembre 2021. Les principales améliorations sont les suivantes :



Notre approche d'audit : répondre aux besoins

La structure du cabinet a été pensée de manière à disposer d'un associé pour six employés. Cela permet une facilité d'accès au personnel expérimenté et à l'associé principal tout au long de votre audit. Notre façon de faire permet à l'équipe d'acquérir une bonne compréhension de votre organisation. Notre processus d'audit se distingue de l'audit classique par le recours à des examens sur le terrain, dans le respect des normes de sécurité liées à la COVID-19. L'avantage de l'examen sur le terrain réside dans le fait que les décideurs finaux sont déjà sur place pour régler tout problème et achever le dossier. Nous offrons une gamme complète de services ainsi que l'expertise d'un cabinet national. Nous ne perdons toutefois pas de vue notre appartenance aux communautés locales. La gamme complète de services que nous proposons est enrichie par une vaste connaissance des divers secteurs acquise en près de 100 ans d'expérience auprès des collectivités locales.



Découvrez comment nous améliorons la qualité des audits



Publication du Rapport sur la qualité des audits

Nos valeurs fondamentales concernent la qualité des audits, les mesures concrètes que nous prenons pour l'appuyer et les avancées que nous avons réalisées pour l'améliorer.

Suivez notre évolution

Ensemble d'outils d'audit de BDO

Nos outils d'audit numériques permettent à nos équipes de mener des audits systématiques fondés sur les risques, autant au Canada qu'à l'échelle internationale, en faisant preuve d'une efficacité maximale et en perturbant le moins possible les activités et le personnel de nos clients.



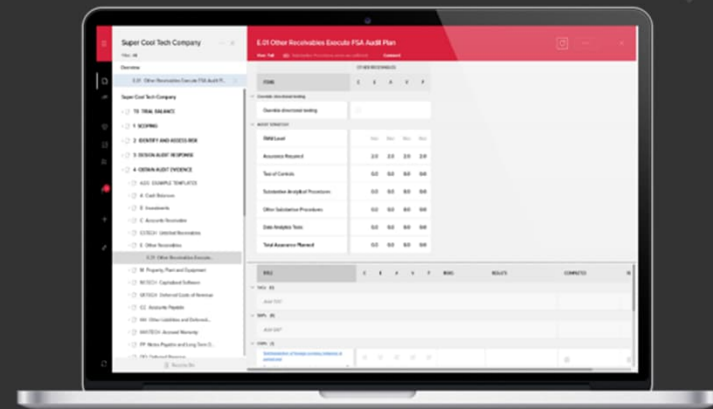
APT Next Gen

Notre logiciel d'audit et outil de documentation, nommé « APT », fait partie intégrante de notre méthodologie d'audit. Nos professionnels utilisent APT pour concevoir et exécuter des procédures d'audit et des tests pertinents fondés sur les risques et reposants sur les Normes canadiennes d'audit (NCA) applicables, ainsi que pour tenir compte des objectifs et des circonstances propres à la mission et au secteur.

APT nous permet de réaliser un audit adapté à votre organisation, qu'il s'agisse d'un audit de petite ou de grande envergure; d'un audit complexe, ou simple.

Cet outil sophistiqué renforce également deux attributs fondamentaux de nos audits : la cohérence et la qualité. Le modèle de qualité que nous avons élaboré mesure nos résultats d'audit à l'aide d'indicateurs de qualité rigoureux et reflète notre indispensable philosophie en matière de qualité. Pour voir la qualité et la cohérence de nos audits à l'œuvre, il suffit de voir comment nos équipes partagent les pratiques d'audit les plus efficaces pour favoriser une amélioration continue.

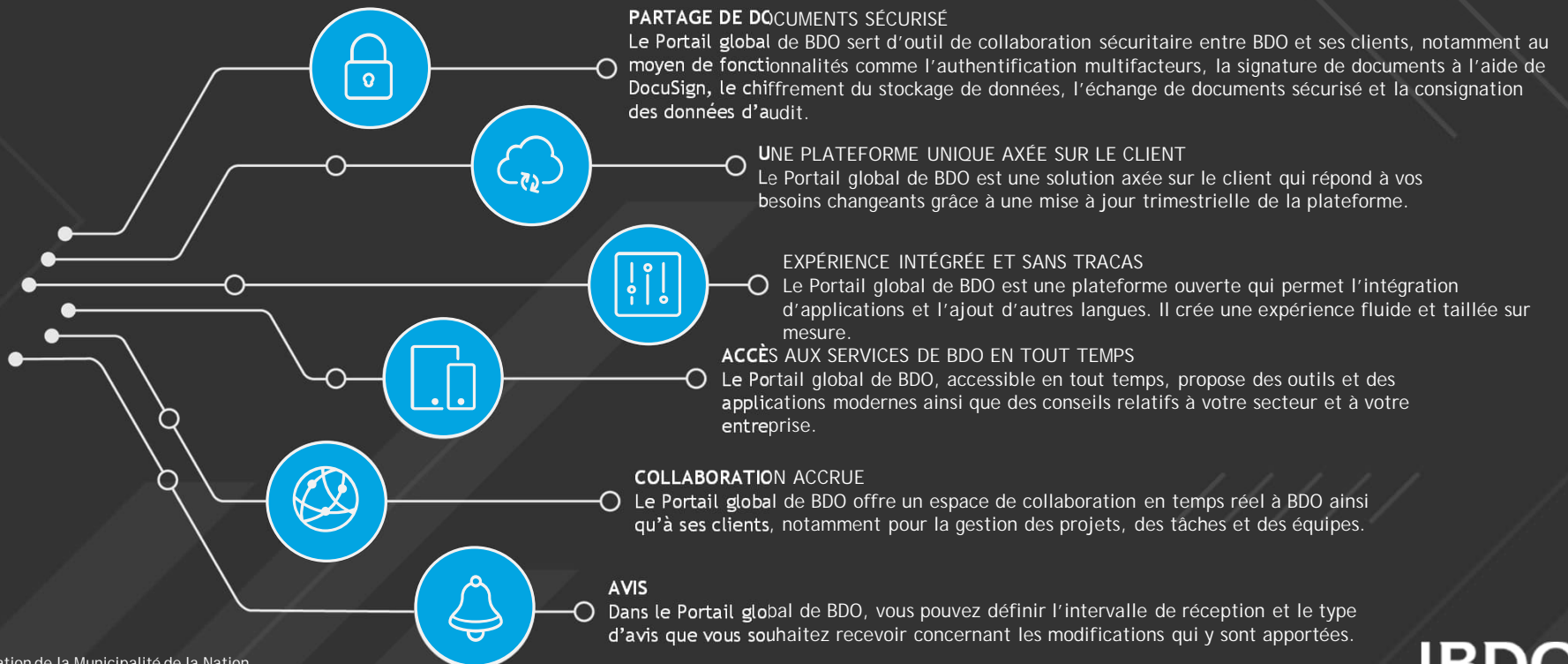
Grâce à une alliance stratégique avec Microsoft et à l'introduction d'une nouvelle technologie, cet outil mondial en infonuagique est désormais en mesure de simplifier et de cibler le processus d'audit de façon encore plus poussée pour les professionnels de BDO et leurs clients.





Portail global de BDO

Le Portail global de BDO améliore votre expérience numérique avec vos conseillers du cabinet. Disponible en tout temps, le Portail vous permet d'accéder à l'entièreté des services, des outils, des applications et des informations pour collaborer aisément avec vos conseillers dans un environnement informatique flexible.





Ressources recommandées

Principaux changements en matière de présentation de l'information financière



Lorsque les normes en matière d'information financière changent, vous devrez peut-être revoir votre façon de présenter les états financiers et de diriger l'organisation.

[VISITEZ NOTRE CENTRE DE CONNAISSANCES](#)

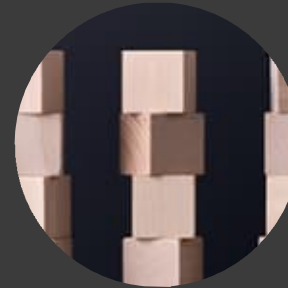
Budget fédéral de 2023



Comprendre les principaux éléments du budget fédéral de 2023 ainsi que l'incidence qu'il aura sur votre entreprise et vous.

[RESTEZ À L'AFFÛT DES NOUVEAUTÉS EN FISCALITÉ](#)

7 étapes à suivre par les entreprises en croissance pour se préparer en vue d'un audit d'états financiers



Se préparer à un audit simplifie le processus, réduit les délais d'exécution et augmente vos probabilités de réussite. Découvrez comment vous préparer à un audit.

[7 ÉTAPES](#)

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations : Une approche pratique à l'égard du chapitre SP 3280



Cette publication décrit une démarche pratique visant l'application du chapitre SP 3280, notamment l'identification, la comptabilisation et l'évaluation d'une obligation, et les différentes options dont peuvent se prévaloir les entités lors de la transition.

[LIRE L'ARTICLE](#)

Pleins feux sur le développement durable

En raison des événements mondiaux en constante évolution, les organisations canadiennes ont dû mettre le développement durable au cœur de leurs priorités. Les dirigeants, les investisseurs et les clients doivent maintenant prendre des mesures relatives aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG »).

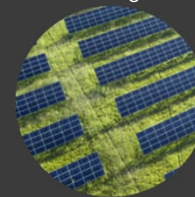
Les organismes de réglementation et d'élaboration de normes apportent leur contribution en soutenant la présentation de l'information financière en matière de développement durable. De plus en plus, les organisations devront aller au-delà de l'information financière et démontrer leur engagement envers le développement durable à l'aide de mesures autres que financières.

5 raisons pour lesquelles les entreprises devraient se soucier des ESG



[VOIR 5 RAISONS](#)

Comment le changement climatique est devenu un problème commercial qui mérite d'être signalé



[LIRE L'ARTICLE](#)

10 questions sur les rapports sur la durabilité



[EXPLOREZ LES QUESTIONS](#)

Virage vert et comptabilité



[EN SAVOIR PLUS](#)

Intégration par les directeurs financiers du développement durable dans la présentation de l'information financière



[RECONSTRUIRE DE MANIÈRE DURABLE](#)

Repenser la durabilité : la feuille de route des ESG



[VOIR LA FEUILLE DE ROUTE](#)



Annexes

- ▶ Annexe A: Lettre de recommandations

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022



Annexe A : Lettre de recommandations



Tél: 613-237-9331
Fax: 613-237-9779
www.bdo.ca
www.bdo.ca
Tél. : 613-237-9331

BDO Canada LLP
180 Kent, Suite 1700
Ottawa (Ontario)
K1P 0B6
BDO Canada LLP

14 août 2023

Corporation de la Municipalité de la Nation
958 route 500 ouest
Casselman (Ontario)
K0A 1M0

À l'attention des membres du conseil

Objet: Lettre de recommandations

Au cours de notre mission d'audit des états financiers consolidés (les « états financiers ») de la Corporation de la Municipalité de la Nation pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, nous avons fait des constatations susceptibles d'intéresser les membres du conseil.

L'objectif d'un audit est d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'anomalies significatives et ne consiste pas à relever les éléments susceptibles d'intéresser la direction aux fins de l'acquittement de ses responsabilités. Par conséquent, un audit ne permet normalement pas de relever tous ces éléments.

Les constatations susceptibles d'intéresser la direction sont inclus à l'annexe 1.

La présente communication est rédigée uniquement pour informer le conseil municipal et ne doit pas servir à d'autres fins. Nous n'assumons aucune responsabilité quant à l'usage du présent document par un tiers.

Nous tenons à vous exprimer notre gratitude pour la coopération et l'assistance apportées par Josée Brizard et Nadia Knebel dans le cadre de l'audit réalisé.

Nous vous prions, mesdames et messieurs, de bien vouloir recevoir l'expression de nos sentiments les meilleurs,

Annik Blanchard, CPA, CA
Associée
BDO Canada s.r.l./LLP
Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés

Annexe 1

CONSTATATION	IMPACT	RECOMMANDATION
Changements à venir au niveau des normes comptables pour le secteur public (NCSP)	Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur a annoncé des modifications ainsi que de nouvelles normes qui entreront en vigueur le 1 ^{er} avril 2022, touchant les chapitres suivants : <i>SP 3450, Instruments financiers, SP 2601, Conversion des devises, SP 3041, Placements de portefeuille, SP 1201, Présentation des états financiers, SP 3050, Prêts, sur la comptabilisation des instruments financiers, SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.</i>	Nous recommandons à l'équipe des finances de la municipalité de passer à travers ses modifications et nouvelles normes afin d'en voir les impacts sur les opérations.
Recommandations découlant de l'audit des systèmes et contrôles informatiques		
Accès privilégié - CityWide, Online Banking et Asyst	BDO a noté que pour CityWide, Online Banking et Asyst, certains utilisateurs administratifs avaient des fonctions qui incluaient le contrôle d'information financière. L'accès au niveau administratif permet aux utilisateurs d'avoir la possibilité de configurer de nouveaux utilisateurs et de configurer l'accès des utilisateurs, ainsi que d'exécuter des fonctions incompatibles au sein du système pour atteindre un objectif personnel.	L'accès administratif ne devrait être accordé qu'au personnel des technologies de l'information qui n'exerce pas de fonctions incompatibles.
<p><u>Réponse de la direction</u> : Quoi qu'il serait idéal que le personnel des TI prenne en charge les configurations et la gestion des usagers pour CityWide, les services bancaires en ligne, et Asyst, ceci n'est, pour l'instant, pas une option envisageable pour La Nation. Le département de TI se résume à une personne faisant principalement des tâches de TI (réseau, ordinateurs, programmation, etc.) et n'ayant aucune notion des besoins des usagers des programmes précédemment cités. Donc, le département des finances aurait à dicter les accès nécessaires et diriger la gestion des usagers. Si tel était le cas, les TI n'auraient dans les faits pas pris cette tâche en charge. De plus, les employés des finances qui gèrent présentement les accès et les employés dans ces applications/programmes, quoi qu'ils exercent des fonctions incompatibles, sont soit tenu par un code d'éthique professionnel et/ou redevable à la haute direction et au Conseil. Nous croyons que ceci réduit les risques de façon significative.</p>		

CONSTATATION	IMPACT	RECOMMANDATION
Vulnérabilité de mots de passe- Asyst, FilmmakerPro et CityWide	BDO a noté que les mots de passe pour l'application CityWide n'ont pas d'exigences de complexités à respecter et que les paramètres de déconnexion/verrouillage sont insatisfaisants pour faire face aux tentatives de force brute. Aussi, BDO a noté qu'il n'y avait pas de paramètres obligatoires pour les applications Asyst, FilmmakerPro et CityWide. Un manque de complexité du mot de passe pourrait entraîner un utilisateur non autorisé à deviner facilement un mot de passe et à accéder aux applications.	Des exigences de complexité des mots de passe doivent être mises en œuvre pour s'assurer que l'accès aux applications est bien sécurisé.
	<u>Réponse de la direction</u> : La municipalité reçoit ce point et n'est pas en désaccord. Cependant, il est bon de noter que les programmes ou applications cités sont des logiciels standards (« off the shelf softwares »). C'est-à-dire que La Nation n'a pas accès à personnaliser les logiciels. Donc, si le logiciel n'a pas d'exigences en termes de paramètres de sécurité quant aux mots de passe, La Nation ne peut pas en ajouter. Ceci dit, La Nation encourage ses employés à avoir des mots de passe sécuritaires (nombre de caractères, majuscules, minuscules, chiffres caractères spéciaux, etc.) mais nous ne pouvons pas faire le suivi des mots de passe de tous afin de s'assurer qu'ils se conforment à ce qui est encouragé (dû à la confidentialité et la sécurité).	

Corporation de la Municipalité de la Nation
958 route 500 Ouest
Casselman (Ontario)
K0A 1M0

Le 11 septembre 2023

BDO Canada s.r.l./LLP
Comptables professionnels agréés
180 Kent Street
Suite 1700
Ottawa (Ontario)
K1P 0B6

La présente lettre d'affirmation vous est fournie dans le cadre de votre audit des états financiers consolidés de Corporation de la Municipalité de la Nation pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022. Votre audit a pour but d'exprimer une opinion indiquant si les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Nous vous confirmons, au mieux de notre connaissance et en toute bonne foi, l'exactitude des déclarations suivantes, qui vous ont été communiquées au cours de votre mission :

États financiers consolidés

- Nous nous sommes acquittés de nos responsabilités, définies dans les termes et conditions énoncés dans la lettre de mission d'audit portant la date du 9 novembre 2021, quant à la préparation et à la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.
- Les hypothèses importantes que nous avons utilisées pour établir les estimations comptables, y compris les estimations en juste valeur, sont raisonnables.
- Les relations et opérations avec des parties liées ont été correctement comptabilisées et ont été communiquées conformément aux exigences des Normes comptables canadiennes pour le secteur public.
- Tous les événements postérieurs à la date des états financiers consolidés pour lesquels les Normes comptables canadiennes pour le secteur public exigent un ajustement ou la fourniture d'informations ont été ajustés ou ont fait l'objet d'informations.
- Les états financiers consolidés de la municipalité ont été préparés selon des méthodes comptables appropriées et appliquées uniformément.
- L'incidence des anomalies non corrigées, considérées individuellement ou collectivement, est non significative par rapport aux états financiers consolidés pris dans leur ensemble. Une liste des anomalies non corrigées est jointe à la lettre d'affirmation.
- Les parties liées de la municipalité sont les membres du conseil municipal de la Municipalité de la Nation, le Conseil de la bibliothèque de la Municipalité de la Nation, la Commission de transport NGPR et la Corporation de développement économique de la Nation.

- Nous avons examiné et approuvé toutes les écritures recommandées par les auditeurs au cours de leur mission.

Informations fournies

- Nous vous avons fourni :
 - un accès à toutes les informations dont nous avons connaissance et qui sont pertinentes pour la préparation des états financiers consolidés, notamment les registres comptables, les pièces justificatives et d'autres éléments d'information;
 - les informations additionnelles que vous nous avez demandées aux fins de l'audit;
 - un accès sans restriction aux personnes au sein de la municipalité auprès de qui il fallait, selon vous, obtenir des éléments probants.
- Nous sommes responsables de la conception, de la mise en œuvre et du fonctionnement des contrôles internes destinés à prévenir, à détecter et à corriger les fraudes et les erreurs et nous vous avons communiqué toutes les déficiences du contrôle interne dont nous sommes au courant.
- Nous avons mis à votre disposition des copies de tous les rapports sur les changements importants et de tous les documents de correspondance entre la municipalité et les organismes de réglementation.
- Toutes les opérations ont été comptabilisées dans les registres comptables et sont reflétées dans les états financiers consolidés.
- Nous vous avons communiqué tous les cas effectifs ou potentiels de non-conformité par rapport aux textes légaux et réglementaires dont les conséquences devraient être prises en compte lors de la préparation des états financiers consolidés.
- Nous vous avons communiqué l'identité des parties liées à la municipalité et toutes les relations et opérations avec des parties liées dont nous sommes au courant.

Fraudes et erreurs

- Nous vous avons communiqué les résultats de notre évaluation du risque que les états financiers consolidés puissent contenir des anomalies significatives résultant de fraudes.
- Nous vous avons communiqué toutes les informations sur les fraudes avérées ou suspectées dont nous avons connaissance, qui concernent la municipalité et impliquent :

- o la direction;
 - o des employés ayant un rôle important dans le contrôle interne;
 - o d'autres personnes dès lors que la fraude pourrait avoir un effet significatif sur les états financiers consolidés.
- Nous vous avons communiqué toutes les informations relatives aux allégations ou aux soupçons de fraudes ayant une incidence sur les états financiers consolidés de la municipalité, portés à notre connaissance par des employés, d'anciens employés, des analystes, des autorités de réglementation ou d'autres personnes.

Existence, exhaustivité et valeur de soldes de postes spécifiques des états financiers consolidés

- Tous les actifs, où qu'ils soient situés, sur lesquels la municipalité a des titres de propriété valables à la fin de l'exercice ont été enregistrés et présentés fidèlement dans les états financiers consolidés.
- Les actifs de la municipalité sont grevés des privilèges, des nantissements ou des charges suivants:
 - La dette à long terme et les emprunts bancaires sont grevés d'une garantie gouvernementale sur l'universalité des biens.
- Tous les instruments financiers ont été comptabilisés et évalués conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les hypothèses importantes utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers sont raisonnables et appropriées dans les circonstances. Nous estimons que les renseignements sont complets et exacts. Il n'existe aucun événement postérieur à la date du bilan nécessitant la modification de l'évaluation et des informations en juste valeur contenues dans les états financiers consolidés.
- En cas de dépréciation de la valeur d'un actif, une provision adéquate a été prévue dans les états financiers consolidés ou vous a été communiquée.
- Les stocks indiqués dans les états financiers consolidés constituent la totalité des stocks à l'égard desquels la municipalité détenait des droits en date du bilan. Les stocks ne comprennent pas les biens consignés à la municipalité, les marchandises facturées à des clients ou les articles dont le passif n'a pas été porté aux registres comptables. Des provisions adéquates ont été prévues pour les stocks désuets, défectueux ou à faible taux de rotation.
- La nature et le montant des apports reçus sous forme d'immobilisations corporelles qui ont été comptabilisés ont été divulgués. Dans les cas où il était impossible de déterminer la juste valeur des apports reçus sous forme d'immobilisations corporelles, les renseignements relatifs à ces apports comptabilisés à une valeur nominale (p. ex. leur âge, leur localisation, leur utilisation actuelle ou potentielle et l'estimation de leur durée de vie utile restante) ont été divulgués.
- Les immobilisations corporelles ont été comptabilisées et évaluées conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

- La municipalité s'est conformée à toutes les dispositions de ses ententes en matière d'emprunt. Aucun paiement n'a été omis au titre du capital ou des intérêts, et il n'y a eu aucun manquement à l'égard des clauses ou des conditions de ces ententes.
- Sauf indication contraire dans les états financiers consolidés, aucun actif n'a été nanti ou cédé en garantie du passif.
- La municipalité n'était assujettie à aucune obligation réelle ou potentielle (y compris celles associées à des garanties ou à des clauses d'indemnisation), à aucune obligation contractuelle inhabituelle ni à aucun engagement substantiel écrit ou verbal découlant d'un cadre autre que le cours normal des activités et qui aurait une incidence importante sur les états financiers consolidés ou la situation financière de la municipalité, à l'exception de ceux mentionnés dans les états financiers consolidés.

Déclarations générales

- La nature de toutes les incertitudes de mesure significatives a été communiquée adéquatement dans les états financiers consolidés, y compris en ce qui concerne toutes les estimations raisonnablement susceptibles d'être modifiées à court terme dans les cas où l'incidence de la modification pourrait être significative par rapport aux états financiers consolidés.
- Il n'y a eu aucun plan ou intention qui pourrait affecter sensiblement la valeur aux livres ou le classement des actifs et passifs.
- Nous vous avons communiqué certaines hypothèses significatives que nous estimons raisonnables et qui reflètent bien notre intention d'adopter une ligne de conduite précise pour le compte de la municipalité ainsi que notre capacité à le faire lorsqu'elle se révèle pertinente pour l'utilisation d'évaluations ou d'informations relatives à la juste valeur dans les états financiers consolidés.
- Il n'y a pas d'éléments de passif direct, ou de passif éventuel (y compris des passifs liés à des garanties ou à des provisions pour indemnisation), d'obligations contractuelles inhabituelles ou d'engagements substantiels, sous forme écrite ou verbale, découlant d'un cadre autre que le cours normal des activités et qui aurait une incidence importante sur les états financiers consolidés ou la situation financière de la municipalité, à l'exception des éléments présentés dans les états financiers consolidés.
- Nous vous avons divulgué le nom de tous les clients et/ou fournisseurs importants de la municipalité qui représentent individuellement un volume important d'affaires avec la municipalité. Nous sommes d'avis que le volume d'affaires (ventes, services, achats, emprunts et prêts) transigé par la municipalité avec n'importe lequel de ces tiers n'est pas d'une importance telle que sa cessation entraînerait des répercussions importantes sur les activités courantes de la municipalité.

Autres déclarations pertinentes

- Nous vous avons fourni tous les renseignements concernant les procès et litiges en cours et potentiels, qu'ils aient fait ou non l'objet de discussions avec un conseiller juridique. Comme il n'existe aucun procès et aucun litige en cours ou potentiel, il n'est pas nécessaire d'en faire mention dans les états financiers.
- Nous confirmons que les secteurs d'exploitation sont désignés et divulgués conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.
- Aucun fait important n'est survenu, autre que ceux présentés dans les états financiers consolidés, qui justifierait le retraitement des états financiers comparatifs.

Veillez agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Signature

Poste

Signature

Poste

Corporation de la Municipalité de la Nation
 Summary of Unadjusted Misstatements
 Saturday, December 31, 2022

Description of Misstatement	Identified Misstatements	Projections of Identified Misstatements	Estimates	Proposed Adjustments			
				Assets Dr(Cr)	Liabilities Dr(Cr)	Opening R/E Dr(Cr)	Income Dr(Cr)
Pour inscrire l'Estimation des réclamations futures liés à WSIB			161,019		(161,019)	161,019	-
Pour consolider la Corporation du développement économique de la Nation	81,187			81,187	(12,432)	(68,755)	2,439
Likely Aggregate Misstatements Before Effect of Previous Year's Errors and Estimates	81,187	-	161,019	81,187	(173,451)	92,264	2,439
Effect of Previous Year's Errors				-	-	-	-
Likely Aggregate Misstatements				81,187	(173,451)	92,264	2,439

Details of why no adjustment has been made to the financial statements for the above items:
Non matériel

Corporation de la Municipalité de la Nation

Year End: December 31, 2022

Adjusting journal entries

Date: 01/01/2022 To 12/31/2022

Number	Date	Name	Account No	Reference	Debit	Credit	Recurrence	Misstatement
1	12/31/2022	PAYABLE / ENVIRONMENT	N-1200-1010-1650	HH_PS.02		13,606.90		
1	12/31/2022	CLOSURE & POST CLOSURE COST	N-5800-5000-5300	HH_PS.02	13,606.90			
Pour ajuster le passif de la fermeture des dépotoirs								
					13,606.90	13,606.90		
Net Income (Loss)			4,853,478.74					

08/27/2023
9:49 AM

Prepared by	Detail Rev	Gen Rev	Quality Rev
4th Level Rev	Tax Rev	AJB 07/26/2023 IS Audit Rev	Other Rev

Corporation de la Municipalité de la Nation

Year End: December 31, 2022

Reclassifying journal entries

Date: 01/01/2022 To 12/31/2022

Number	Date	Name	Account No	Reference	Debit	Credit	Recurrence	Misstatement
R1	12/31/2022	TCA INVENTORY,SEWER	N-1200-0800-0904	U.02	104,822.23			
R1	12/31/2022	TCA INVENTORY,ROADS	N-1200-0800-0907	U.02	38,876.20			
R1	12/31/2022	STORM SEWERS	N-1200-0800-0909	U.02	393,333.90			
R1	12/31/2022	ACCUMULATED AMORTIZATION,SEWER	N-1200-0801-0904	U.02		104,822.23		
R1	12/31/2022	ACCUMULATED AMORTIZATION,ROADS	N-1200-0801-0907	U.02		38,876.20		
R1	12/31/2022	ACCUMULATED AMORTIZATION , STORM SE	N-1200-0801-0909	U.02		393,333.90		
Entrée pour balancer les soldes d'excédent								
R2	12/31/2022	Amortissement - Protection services	1000	U.02	215,198.86			
R2	12/31/2022	Amortissement - Transportation services	1001	U.02	2,228,278.81			
R2	12/31/2022	Amortissement - Recreation and Cultural service	1002	U.02	259,414.87			
R2	12/31/2022	Amortissement - Environmental Services	1003	U.02	1,625,632.90			
R2	12/31/2022	Amortissement - General Government	1004	U.02	132,993.55			
R2	12/31/2022	Amortissement - Planning & Development	1005	U.02	295.45			
R2	12/31/2022	TCA AMORTIZATION EXPENSES / LAND IMF B-7200-8999-9001		U.02		4,461,814.44		
Pour reclasser l'amortissement pour la présentation des états financiers.								
R3	12/31/2022	ACCOUNT RECEIVABLE MISC/ OTHER	N-1200-0010-0499	TB.06		262,500.00		
R3	12/31/2022	PROVINCE ONTARIO GRANT	N-7160-8020-3076	TB.06	262,500.00			
PBC - écriture de journal fournie après la réception de la balance de vérification								
R4	12/31/2022	ACCOUNT RECEIVABLE , ASYST AR MODULI	N-1200-0010-0500	TB.07	966,145.75			
R4	12/31/2022	Province Grant ONTARIO - TCA Gas Tax	N-4000-8020-3075	TB.07		966,145.75		
PBC - écriture de journal fournie après la réception de la balance de vérification								
R5	12/31/2022	Taxes supplémentaires à recevoir	1500	F_M.02	47,726.59			
R5	12/31/2022	ACCOUNT RECEIVABLE MISC/ OTHER	N-1200-0010-0499	F_M.02		47,726.59		
PBC - Pour enregistrer les taxes supplémentaires.								
R6	12/31/2022	Account Payable Pub. Eng. SCHOOL	N-1010-1010-1050	TB.08		1,605,449.76		
R6	12/31/2022	Account Payable Pub. Eng. SCHOOL	N-1010-1010-1050	TB.08		71,350.10		
R6	12/31/2022	Account Payable Pub. Eng. SCHOOL	N-1010-1010-1050	TB.08	34,967.36			
R6	12/31/2022	REQUISITION	N-1010-7011-7016	TB.08	1,605,449.76			
R6	12/31/2022	SUPPL . REQUISITION	N-1010-7012-7016	TB.08	71,350.10			
R6	12/31/2022	WRITE OFF REQUISITION	N-1010-7013-7016	TB.08		34,967.36		
R6	12/31/2022	Account Payable Pub. Fr. SCHOOL	N-1011-1010-1050	TB.08		211,735.21		
R6	12/31/2022	Account Payable Pub. Fr. SCHOOL	N-1011-1010-1050	TB.08		1,292.67		
R6	12/31/2022	Account Payable Pub. Fr. SCHOOL	N-1011-1010-1050	TB.08	2,569.99			
R6	12/31/2022	REQUISITION	N-1011-7011-7016	TB.08	211,735.21			
R6	12/31/2022	SUPPL . REQUISITION	N-1011-7012-7016	TB.08	1,292.67			
R6	12/31/2022	WRITE OFF REQUISITION	N-1011-7013-7016	TB.08		2,569.99		
R6	12/31/2022	Account Payable Sep. Eng. SCHOOL	N-1012-1010-1050	TB.08		298,651.56		
R6	12/31/2022	Account Payable Sep. Eng. SCHOOL	N-1012-1010-1050	TB.08		263.16		
R6	12/31/2022	Account Payable Sep. Eng. SCHOOL	N-1012-1010-1050	TB.08	5,002.25			
R6	12/31/2022	REQUISITION	N-1012-7011-7016	TB.08	298,651.56			
R6	12/31/2022	SUPPL . REQUISITION	N-1012-7012-7016	TB.08	263.16			
R6	12/31/2022	WRITE OFF REQUISITION	N-1012-7013-7016	TB.08		5,002.25		
R6	12/31/2022	Account Payable Sep Fr. SCHOOL	N-1013-1010-1050	TB.08		1,197,261.44		
R6	12/31/2022	Account Payable Sep Fr. SCHOOL	N-1013-1010-1050	TB.08		5,037.83		
R6	12/31/2022	Account Payable Sep Fr. SCHOOL	N-1013-1010-1050	TB.08	7,781.35			
R6	12/31/2022	REQUISITION	N-1013-7011-7016	TB.08	1,197,261.44			
R6	12/31/2022	SUPPL . REQUISITION	N-1013-7012-7016	TB.08	5,037.83			
R6	12/31/2022	WRITE OFF REQUISITION	N-1013-7013-7016	TB.08		7,781.35		
PBC - écriture de journal fournie après la réception de la balance de vérification								
R7	12/31/2022	Account Payable Sep Fr. SCHOOL	N-1013-1010-1050	TB.09		270.03		
R7	12/31/2022	SUPPL . REQUISITION	N-1013-7012-7016	TB.09	270.03			
R7	12/31/2022	ADVERTISING & COMMUNICATION	N-2005-4050-4500	TB.09		1,511.17		

08/27/2023
9:49 AM

Prepared by	Detail Rev	Gen Rev	Quality Rev
4th Level Rev	Tax Rev	AJB 07/26/2023 IS Audit Rev	Other Rev

Corporation de la Municipalité de la Nation

Year End: December 31, 2022

Reclassifying journal entries

Date: 01/01/2022 To 12/31/2022

Number	Date	Name	Account No	Reference	Debit	Credit	Recurrence	Misstatement
R7	12/31/2022	TCA MACHINERY & EQUIPMENT MISC./DIVEI	N-2005-8053-7500	TB.09	1,511.17			
R7	12/31/2022	DISPOSAL & WRITEDOWN / TCA DIVERS	N-2150-8998-9009	TB.09		52,221.49		
R7	12/31/2022	DISPOSAL & WRITEDOWN / TCA DIVERS	N-2150-8998-9009	TB.09		8,152.39		
R7	12/31/2022	DISPOSAL & WRITEDOWN / TCA DIVERS	N-2150-8998-9009	TB.09		1,329.15		
R7	12/31/2022	OTHER REVENUE MISC./DIVERS	N-4000-3036-3500	TB.09		8,047.92		
R7	12/31/2022	FULL TIME SALARY/SALAIRE TEMPS PLEIN	N-4000-8090-4000	TB.09		6,294.84		
R7	12/31/2022	TCA TRANSFER TO INVENTORY / TCA DIVE	N-5510-8997-9009	TB.09	52,221.49			
R7	12/31/2022	TCA TRANSFER TO INVENTORY / TCA DIVE	N-5510-8997-9009	TB.09	8,152.39			
R7	12/31/2022	CONST. REIMBURSEMENT/REMBOURSEMEI	N-5516-3035-3402	TB.09	375.36			
R7	12/31/2022	DEBENTURE INTERST.INTERET	N-5516-7000-7001	TB.09		35,284.06		
R7	12/31/2022	INFRASTRUCTURE WATER / Misc	N-5520-8070-7500	TB.09	8,047.92			
R7	12/31/2022	TCA TRANSFER TO INVENTORY / TCA DIVE	N-5520-8997-9009	TB.09	1,329.15			
R7	12/31/2022	CONST. REIMBURSEMENT/REMBOURSEMEI	N-5541-3035-3402	TB.09		375.36		
R7	12/31/2022	DEBENTURE INTERST.INTERET	N-5561-7000-7001	TB.09	35,284.06			
R7	12/31/2022	FULL TIME SALARY/SALAIRE TEMPS PLEIN	N-7030-8090-4000	TB.09	6,294.84			
R7	12/31/2022	Account Payable Rec & Culture Gagnon Park	N-7053-1009-1500	TB.09	5,940.80			
R7	12/31/2022	TCA OTHER /AUTRES REV MISC./DIVERS	N-7053-8036-3500	TB.09		5,940.80		

PBC - écriture de journal fournie
après la réception de la balance de vérification

9,836,009.00 9,836,009.00

Net Income (Loss) 4,853,478.74

Prepared by	Detail Rev	Gen Rev AJB 07/26/2023	Quality Rev
4th Level Rev	Tax Rev	IS Audit Rev	Other Rev

Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers consolidés / Management's Responsibility for the Consolidated Financial Statements

Les états financiers consolidés présentés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les états financiers consolidés sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil municipal.

Pour évaluer certains faits et opérations, la direction a procédé à des estimations d'après la meilleure appréciation qu'elle avait de la situation et en tenant compte de l'importance relative.

La direction a la responsabilité de maintenir des systèmes de contrôle interne et de comptabilité appropriés qui fournissent une assurance raisonnable que les politiques de la Municipalité sont suivies, que ses opérations sont effectuées conformément aux lois et autorisations appropriées, que ses biens sont convenablement conservés et que les états financiers consolidés reposent sur des registres comptables fiables.

Les pouvoirs et les compétences de la Municipalité sont exercés par le conseil municipal.

Les responsabilités du conseil municipal comprennent la surveillance du processus de présentation et de communication de l'information financière, ce qui englobe notamment la révision et l'approbation des états financiers consolidés.

L'auditeur indépendant, BDO Canada s.r.l./LLP, a audité les états financiers consolidés et a présenté le rapport qui suit.

The accompanying consolidated financial statements are prepared in accordance with Canadian public sector accounting standards.

The consolidated financial statements are the responsibility of management and have been approved by the municipal council.

To assess certain facts and operations, management has made estimates based on its best judgment of the situation and by taking into account materiality.

Management is responsible for maintaining appropriate internal control and accounting systems that provide reasonable assurance that the Municipality's policies are adopted, that its operations are carried out in accordance with the appropriate laws and authorizations, that its assets are adequately safeguarded, and that the consolidated financial statements are based on reliable accounting records.

The Municipality's power and responsibilities are exercised by the municipal council.

The responsibilities of the municipal council include overseeing financial reporting and presentation procedures, which includes reviewing and approving the consolidated financial statements.

The independent auditor, BDO Canada LLP, has audited the consolidated financial statements and presented the following report.

Ottawa (Ontario)
11 septembre 2023

Ottawa, Ontario
September 11, 2023

Nadia Lockhart Knebel, CPA
Trésorière
Treasurer

Corporation de la Municipalité de la Nation
 Corporation of the Nation Municipality
 État consolidé de la situation financière /
 Consolidated Statement of Financial Position

31 décembre / December 31

	2022	2021	
Actifs financiers			Financial assets
Encaisse	\$ 3,716,906	\$ -	Cash
Taxes à recevoir	2,135,266	1,916,428	Taxes receivable
Redevances des usagers à recevoir	864,200	694,957	User charges receivable
Débiteurs	4,488,691	2,257,803	Accounts receivable
Stocks détenus pour revente	22,618	10,995	Inventory for resale
Dépôt à terme (Note 2)	451,000	3,500,000	Term deposit (Note 2)
Débiteurs à long terme (Note 3)	2,978,821	3,320,723	Long-term receivables (Note 3)
	14,657,502	11,700,906	
Passifs			Liabilities
Découvert bancaire	-	2,136,967	Bank indebtedness
Emprunts temporaires (Note 1)	25,359,648	4,582,381	Temporary loans (Note 1)
Créiteurs et frais courus (Note 4)	4,135,524	5,165,156	Accounts payable and accrued liabilities (Note 4)
Autres éléments de passif à court terme	693,102	605,174	Other current liabilities
Revenus reportés (Note 5)	1,661,409	1,356,693	Deferred revenue (Note 5)
Emprunts à long terme nets (Note 6)	8,105,075	8,925,723	Net long-term liabilities (Note 6)
	39,954,758	22,772,094	
Dette nette	(25,297,256)	(11,071,188)	Net debt
Actifs non financiers			Non-financial assets
Immobilisations corporelles (Note 8)	143,454,995	124,772,398	Tangible capital assets (Note 8)
Frais payés d'avance	25,213	19,356	Prepaid expenses
Stocks	616,103	222,808	Inventory
	144,096,311	125,014,562	
Excédent accumulé (Note 12)	\$ 118,799,055	\$ 113,943,374	Accumulated surplus (Note 12)

Obligations contractuelles (Note 14)

Contractual obligations (Note 14)

Au nom du conseil municipal:

On behalf of the municipal council:

_____ Maire / Mayor

_____ Greffière / Clerk

Corporation de la Municipalité de la Nation
Corporation of the Nation Municipality

États financiers consolidés /
Consolidated Financial Statements

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 /
For the year ended December 31, 2022

Corporation de la Municipalité de la Nation
Corporation of the Nation Municipality

Table des matières / Index

Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers consolidés / Management's Responsibility for the Consolidated Financial Statements	2
Rapport de l'auditeur indépendant / Independent Auditor's Report	3 - 5
États financiers consolidés / Consolidated Financial Statements	
État consolidé de la situation financière / Consolidated Statement of Financial Position	6
État consolidé des résultats / Consolidated Statement of Operations	7
État consolidé de la variation de la dette nette / Consolidated Statement of Changes in Net Debt	8
État consolidé des flux de trésorerie / Consolidated Statement of Cash Flows	9
Sommaire des méthodes comptables / Summary of Accounting Policies	10 - 12
Notes aux états financiers consolidés / Notes to the Consolidated Financial Statements	13 - 30

Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers consolidés / Management's Responsibility for the Consolidated Financial Statements

Les états financiers consolidés présentés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les états financiers consolidés sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil municipal.

Pour évaluer certains faits et opérations, la direction a procédé à des estimations d'après la meilleure appréciation qu'elle avait de la situation et en tenant compte de l'importance relative.

La direction a la responsabilité de maintenir des systèmes de contrôle interne et de comptabilité appropriés qui fournissent une assurance raisonnable que les politiques de la Municipalité sont suivies, que ses opérations sont effectuées conformément aux lois et autorisations appropriées, que ses biens sont convenablement conservés et que les états financiers consolidés reposent sur des registres comptables fiables.

Les pouvoirs et les compétences de la Municipalité sont exercés par le conseil municipal.

Les responsabilités du conseil municipal comprennent la surveillance du processus de présentation et de communication de l'information financière, ce qui englobe notamment la révision et l'approbation des états financiers consolidés.

L'auditeur indépendant, BDO Canada s.r.l./LLP, a audité les états financiers consolidés et a présenté le rapport qui suit.

Ottawa (Ontario)
Date du rapport

The accompanying consolidated financial statements are prepared in accordance with Canadian public sector accounting standards.

The consolidated financial statements are the responsibility of management and have been approved by the municipal council.

To assess certain facts and operations, management has made estimates based on its best judgment of the situation and by taking into account materiality.

Management is responsible for maintaining appropriate internal control and accounting systems that provide reasonable assurance that the Municipality's policies are adopted, that its operations are carried out in accordance with the appropriate laws and authorizations, that its assets are adequately safeguarded, and that the consolidated financial statements are based on reliable accounting records.

The Municipality's power and responsibilities are exercised by the municipal council.

The responsibilities of the municipal council include overseeing financial reporting and presentation procedures, which includes reviewing and approving the consolidated financial statements.

The independent auditor, BDO Canada LLP, has audited the consolidated financial statements and presented the following report.

Ottawa, Ontario
Report date

Nadia Lockhart Knebel, CPA
Trésorière
Treasurer

Rapport de l'auditeur indépendant / Independent Auditor's Report

Aux membres du conseil municipal, résidents et contribuables de la Corporation de la Municipalité de la Nation

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Corporation de la Municipalité de la Nation (la Municipalité), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2022 et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Municipalité au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation des actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie sur une base consolidée pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

To the members of municipal council, inhabitants and ratepayers of the Corporation of the Nation Municipality

Opinion

We have audited the consolidated financial statements of the Corporation of the Nation Municipality (the Municipality), which comprise the consolidated statement of financial position as at December 31, 2022, and the consolidated statements of operations, changes in net debt and cash flows for the year then ended, and notes to the consolidated financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the accompanying consolidated financial statements present fairly, in all material respects, the consolidated financial position of the Municipality as at December 31, 2022, and the consolidated results its operations, consolidated changes in its net financial assets and its consolidated cash flows for the year then ended in accordance with Canadian public sector accounting standards.

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditor's Responsibilities for the Audit of the Consolidated Financial Statements* section of our report. We are independent of the Municipality in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the consolidated financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Consolidated Financial Statements Management is responsible for the preparation and fair presentation of these consolidated financial statements in accordance with Canadian public sector accounting standards, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the consolidated financial statements, management is responsible for assessing the Municipality's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Municipality or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Rapport de l'auditeur indépendant / Independent Auditor's Report

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

Those charged with governance are responsible for overseeing the Municipality's financial reporting process.

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Consolidated Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the consolidated financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these consolidated financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Municipality's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.

Rapport de l'auditeur indépendant / Independent Auditor's Report

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Municipality's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the consolidated financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Municipality to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the consolidated financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

Ottawa (Ontario)
Date du rapport

Ottawa, Ontario
Report date

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés
Chartered Professional Accountants, Licensed Public Accountants

Corporation de la Municipalité de la Nation
 Corporation of the Nation Municipality
 État consolidé de la situation financière /
 Consolidated Statement of Financial Position

31 décembre / December 31

	2022	2021	
Actifs financiers			Financial assets
Encaisse	\$ 3,716,906	\$ -	Cash
Taxes à recevoir	2,135,266	1,916,428	Taxes receivable
Redevances des usagers à recevoir	864,200	694,957	User charges receivable
Débiteurs	4,488,691	2,257,803	Accounts receivable
Stocks détenus pour revente	22,618	10,995	Inventory for resale
Dépôt à terme (Note 2)	451,000	3,500,000	Term deposit (Note 2)
Débiteurs à long terme (Note 3)	2,978,821	3,320,723	Long-term receivables (Note 3)
	14,657,502	11,700,906	
Passifs			Liabilities
Découvert bancaire	-	2,136,967	Bank indebtedness
Emprunts temporaires (Note 1)	25,359,648	4,582,381	Temporary loans (Note 1)
Créiteurs et frais courus (Note 4)	4,135,524	5,165,156	Accounts payable and accrued liabilities (Note 4)
Autres éléments de passif à court terme	693,102	605,174	Other current liabilities
Revenus reportés (Note 5)	1,661,409	1,356,693	Deferred revenue (Note 5)
Emprunts à long terme nets (Note 6)	8,105,075	8,925,723	Net long-term liabilities (Note 6)
	39,954,758	22,772,094	
Dette nette	(25,297,256)	(11,071,188)	Net debt
Actifs non financiers			Non-financial assets
Immobilisations corporelles (Note 8)	143,454,995	124,772,398	Tangible capital assets (Note 8)
Frais payés d'avance	25,213	19,356	Prepaid expenses
Stocks	616,103	222,808	Inventory
	144,096,311	125,014,562	
Excédent accumulé (Note 12)	\$ 118,799,055	\$ 113,943,374	Accumulated surplus (Note 12)

Obligations contractuelles (Note 14)

Contractual obligations (Note 14)

Au nom du conseil municipal:

On behalf of the municipal council:

_____ Maire / Mayor

_____ Greffière / Clerk

Corporation de la Municipalité de la Nation
Corporation of the Nation Municipality
État consolidé des résultats /
Consolidated Statement of Operations

Pour l'exercice clos le 31 décembre / For the year ended December 31

	2022 Budget	2022 Réel / Actual	2021 Réel / Actual	
(Note 13)				
Revenus				Revenues
Taxes	\$ 12,886,030	\$ 13,075,013	\$ 12,449,859	Taxation
Taxes provenant d'autres gouvernements	90,700	90,867	91,990	Taxation from other governments
Redevances des usagers	5,525,517	6,262,736	5,564,853	User charges
Paiements de transfert				Government transfers
Gouvernement du Canada	-	10,000	8,531	Government of Canada
Province de l'Ontario	818,161	895,584	599,008	Province of Ontario
Autres municipalités	106,000	125,866	68,964	Other municipalities
Autres revenus (Note 7)	1,335,605	867,633	793,553	Other revenues (Note 7)
	<u>20,762,013</u>	<u>21,327,699</u>	<u>19,576,758</u>	
Charges (Note 9)				Expenses (Note 9)
Administration municipale	2,601,424	2,515,215	2,159,040	General government
Sécurité publique	3,462,198	3,256,149	3,271,768	Protection services
Transport routier	6,232,245	5,182,866	5,476,373	Transportation services
Hygiène et écologie	5,779,617	6,330,108	5,423,630	Environmental services
Loisirs et culture	2,516,152	1,916,335	1,609,359	Recreation and cultural services
Urbanisme et aménagement	607,659	1,350,384	686,379	Planning and development
	<u>21,199,295</u>	<u>20,551,057</u>	<u>18,626,549</u>	
Autres				Others
Paiements de transfert liés aux immobilisations corporelles				Government transfers related to tangible capital assets
Gouvernement du Canada	2,913,544	2,317,437	1,532,807	Government of Canada
Province de l'Ontario	1,485,600	735,600	829,881	Province of Ontario
Autres municipalités	435,823	436,011	435,823	Other municipalities
Autres revenus (Note 7)	24,000	414,313	102,988	Other revenues (Note 7)
Revenus de fonds de réserves obligatoires constatés	528,401	175,678	468,139	Obligatory reserve funds revenue recognized
	<u>5,387,368</u>	<u>4,079,039</u>	<u>3,369,638</u>	
Excédent de l'exercice	4,950,086	4,855,681	4,319,847	Annual surplus
Excédent accumulé, au début de l'exercice	113,943,374	113,943,374	109,623,527	Accumulated surplus, beginning of year
Excédent accumulé, à la fin de l'exercice	<u>\$ 118,893,460</u>	<u>\$ 118,799,055</u>	<u>\$ 113,943,374</u>	Accumulated surplus, end of year

Corporation de la Municipalité de la Nation
 Corporation of the Nation Municipality
 État consolidé de la variation de la dette nette /
 Consolidated Statement of Changes in Net Debt

Pour l'exercice clos le 31 décembre / For the year ended December 31

	2022 Budget	2022 Réel/ Actual	2021 Réel/ Actual	
				(Note 13)
Excédent de l'exercice	\$ 4,950,086	\$ 4,855,681	\$ 4,319,847	Annual surplus
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(44,597,995)	(23,804,389)	(18,190,385)	Acquisition of tangible capital assets
Amortissement des immobilisations corporelles	4,461,814	4,461,815	4,587,130	Amortization of tangible capital assets
Perte (gain) sur dispositions d'immobilisations corporelles	-	598,274	(347,557)	Loss (gain) on disposal of tangible capital assets
Produits sur dispositions d'immobilisations corporelles	24,000	61,703	949,515	Proceeds on disposal of tangible capital assets
	<u>(35,162,095)</u>	<u>(13,826,916)</u>	<u>(8,681,450)</u>	
Augmentation des frais payés d'avance	-	(5,857)	(9,460)	Increase in prepaid expenses
Augmentation des stocks	-	(393,295)	(81,369)	Increase in inventory
	<u>-</u>	<u>(399,152)</u>	<u>(90,829)</u>	
Variation nette de la dette nette	(35,162,095)	(14,226,068)	(8,772,279)	Net change in net debt
Dette nette, au début de l'exercice	<u>(11,071,188)</u>	<u>(11,071,188)</u>	<u>(2,298,909)</u>	Net debt, beginning of year
Dette nette, à la fin de l'exercice	<u>\$ (46,233,283)</u>	<u>\$ (25,297,256)</u>	<u>\$ (11,071,188)</u>	Net debt, end of year

Corporation de la Municipalité de la Nation
Corporation of the Nation Municipality
État consolidé des flux de trésorerie /
Consolidated Statement of Cash Flows

Pour l'exercice clos le 31 décembre / For the year ended December 31

	2022	2021	
Trésorerie provenant de (utilisée par)			Cash provided by (used by)
Activités de fonctionnement			Operating transactions
Excédent de l'exercice	\$ 4,855,681	\$ 4,319,847	Annual surplus
Éléments sans incidence sur la trésorerie			Non-cash items
Amortissement des immobilisations corporelles	4,461,815	4,587,130	Amortization of tangible capital assets
Perte (gain) sur dispositions d'immobilisations corporelles	598,274	(347,557)	Loss (gain) on disposal of tangible capital assets
	<u>9,915,770</u>	<u>8,559,420</u>	
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement			Changes in non-cash operating balances
(Augmentation) diminution des taxes à recevoir	(218,838)	233,357	(Increase) decrease in taxes receivable
(Augmentation) diminution des redevances des usagers à recevoir	(169,243)	1,810	(Increase) decrease in user charges receivable
Augmentation des débiteurs	(2,230,888)	(868,011)	Increase in accounts receivable
Augmentation des stocks et des stocks détenus pour revente	(404,918)	(81,194)	Increase in inventory and inventory held for resale
Diminution des débiteurs à long terme	341,902	518,988	Decrease in long-term receivables
Augmentation des frais payés d'avance	(5,857)	(9,460)	Increase in prepaid expenses
(Diminution) augmentation des créditeurs et frais courus	(1,029,632)	1,656,970	(Decrease) increase in accounts payable and accrued liabilities
Augmentation des autres éléments de passif à court terme	87,928	231,696	Increase in other current liabilities
Augmentation (diminution) des revenus reportés	304,716	(54,412)	Increase (decrease) in deferred revenue
	<u>(3,324,830)</u>	<u>1,629,744</u>	
	<u>6,590,940</u>	<u>10,189,164</u>	
Activités d'investissement en immobilisations corporelles			Capital transactions
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(23,804,389)	(18,190,385)	Acquisition of tangible capital assets
Produits sur dispositions d'immobilisations corporelles	61,703	949,515	Proceeds on disposal of tangible capital assets
	<u>(23,742,686)</u>	<u>(17,240,870)</u>	
Activités d'investissements			Investing activities
Encaissement de dépôt à terme	3,049,000	-	Redemption of term deposit
Activités de financement			Financing transactions
Remboursement des emprunts à long terme	(820,648)	(942,860)	Repayment of long-term liabilities
Augmentation des emprunts temporaires	20,777,267	113,993	Increase of temporary loans
	<u>19,956,619</u>	<u>(828,867)</u>	
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse	5,853,873	(7,880,573)	Net increase (decrease) in cash
Encaisse (découvert bancaire), au début de l'exercice	<u>(2,136,967)</u>	<u>5,743,606</u>	Cash (bank indebtedness), beginning of year
Encaisse (découvert bancaire), à la fin de l'exercice	<u>\$ 3,716,906</u>	<u>\$ (2,136,967)</u>	Cash (bank indebtedness), end of year

Le sommaire des méthodes comptables et les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.
The accompanying summary of accounting policies and notes are an integral part of these consolidated financial statements.

Corporation de la Municipalité de la Nation
Corporation of the Nation Municipality
Sommaire des méthodes comptables /
Summary of Accounting Policies

31 décembre 2022 / December 31, 2022

Nature et objectifs de l'entité

La Corporation de la Municipalité de la Nation ("la Municipalité") fut constituée en vertu des lois provinciales et débuta ses activités le 1^{er} janvier 1998. La Municipalité est responsable de fournir des services municipaux tels que les services communautaires et bibliothécaires, les services de protection et d'urgence comprenant les services policiers et d'incendies et les services publics comprenant les services routiers, d'eaux et d'égouts, d'eau potable, de collecte d'ordures et de recyclage.

Référentiel comptable

Les états financiers consolidés ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Principes de consolidation

Ces états financiers consolidés reflètent les actifs, passifs, revenus et charges de tous les comités du Conseil, et les commissions qui sont détenues ou sous le contrôle du Conseil municipal. Tous les actifs, passifs, revenus et charges interfonds furent éliminés lors de la consolidation.

Les entités suivantes ont été consolidées:

Conseil de la bibliothèque publique de la Municipalité de la Nation et La Corporation du développement économique de la Nation.

Stocks

Les stocks de biens détenus pour la revente sont évalués au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût de remplacement.

Les stocks de biens qui ne sont pas détenus à la revente sont inscrits au coût. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Nature and Purposes of the Entity

The Corporation of the Nation Municipality ("the Municipality") was created through provincial legislation and commenced operations on January 1, 1998. The Municipality is responsible for providing municipal services such as community services and libraries, emergency and protective services including police and fire and public works including roads, sewers and wastewater, drinking water, garbage and recycling.

Basis of Accounting

The financial statements have been prepared in accordance with Canadian public sector accounting standards.

Basis of Consolidation

The consolidated financial statements reflect the assets, liabilities, revenues and expenses of all municipal organizations, committees, and boards which are owned or controlled by municipal Council. All interfund assets, liabilities, revenues and expenses have been eliminated on consolidation.

The following entities have been consolidated:

The Nation Municipality Public Library Board and the Corporation of the economic development of the Nation.

Inventory

Inventory of goods held for resale is recorded at the lower of cost and net realizable value. Cost is determined using the replacement cost method.

Inventory of goods not held for resale are recorded at cost. Cost is determined using the first in, first out method.

Corporation de la Municipalité de la Nation
Corporation of the Nation Municipality
Sommaire des méthodes comptables /
Summary of Accounting Policies

31 décembre 2022 / December 31, 2022

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé. Le coût inclus tous les coûts directement reliés à l'acquisition ou à la construction des immobilisations corporelles incluant les coûts de transport, d'installation, de conception et d'ingénierie, légaux et les coûts pour la préparation de chantier. Les immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports sont comptabilisées à leur juste valeur à la date de l'apport avec un montant correspondant inscrit en tant que revenu. L'amortissement est comptabilisé sur une base linéaire selon la durée de vie utile estimative de l'immobilisation corporelle débutant lorsque l'actif est disponible à l'utilisation comme suit :

Améliorations de terrains	20 à 50 ans
Bâtiments	20 et 75 ans
Chemins, trottoirs et ponts	5 à 100 ans
Dépotoirs	10 ans
Équipements, fournitures et machinerie	4 à 20 ans
Infrastructure pour l'eau	20 à 75 ans
Infrastructure pour les égouts	10 à 75 ans
Véhicules	7 à 25 ans

Dépôt à terme

Le dépôt est comptabilisé au moindre du coût et de la valeur marchande.

Revenus reportés

Les revenus grevés d'affectations d'origine externe suite à une loi, un règlement ou une entente et indisponibles pour fin d'utilisation municipale générale sont présentés comme revenus reportés à l'état consolidé de la situation financière. Le revenu est constaté à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel les ressources sont utilisées aux fins prescrites.

Comtés et conseils scolaires

La Municipalité perçoit des revenus de taxes au nom des conseils scolaires et des Comtés Unis de Prescott et Russell. Les taxes, autres revenus, charges, actifs et passifs relatifs aux activités des conseils scolaires et des Comtés Unis de Prescott et Russell ne sont pas présentés dans ces états financiers consolidés.

Tangible Capital Assets

Tangible capital assets are recorded at cost less accumulated amortization. Cost includes all costs directly attributable to acquisition or construction of the tangible capital asset including transportation costs, installation costs, design and engineering fees, legal fees and site preparation costs. Contributed tangible capital assets are recorded at fair value at the time of the donation, with a corresponding amount recorded as revenue. Amortization is recorded on a straight-line basis over the estimated useful life of the tangible capital asset commencing once the asset is available for use as follows :

Land improvements	20 to 50 years
Buildings	20 and 75 years
Roads, sidewalks and bridges	5 to 100 years
Landfills	10 years
Equipment, furniture and machinery	4 to 20 years
Water infrastructure	20 to 75 years
Sewer infrastructure	10 to 75 years
Vehicles	7 to 25 years

Term Deposit

Term deposit is recorded at the lower of cost and market value.

Deferred Revenue

Revenues restricted by legislation, regulation or agreement and not available for general municipal purposes are reported as deferred revenue on the consolidated statement of financial position. The revenue is reported on the consolidated statement of operations in the year in which it is used for the specified purpose.

Counties and School Boards

The Municipality collects taxation revenue on behalf of the school boards and the United Counties of Prescott and Russell. The taxation, other revenues, expenses, assets and liabilities with respect to the operations of the school boards and the United Counties of Prescott and Russell are not reflected in these consolidated financial statements.

Corporation de la Municipalité de la Nation
Corporation of the Nation Municipality
Sommaire des méthodes comptables /
Summary of Accounting Policies

31 décembre 2022 / December 31, 2022

Constatation des produits

Les taxes sont constatées à des montants estimés lorsqu'elles répondent à la définition d'un actif, ont été autorisées et le fait imposable s'est produit. Dans le cas des impôts fonciers, le fait imposable est l'exercice pour lequel les impôts sont levés. Les taxes à recevoir sont constatées au net d'une provision pour les montants non recouvrables anticipés.

Les redevances des usagers incluant l'usage d'eau et des égouts, les frais d'ordures et de recyclage et la location de la glace sont constatés lorsque les services sont rendus. Les frais de connexions pour les égouts et l'eau sont inclus dans les redevances des usagers et sont comptabilisés lorsque la connexion a été établie.

Les paiements de transfert sont constatés dans les états financiers consolidés quand le transfert a été autorisé et qu'il satisfait à tous les critères d'admissibilité, sauf lorsque le transfert comprend des stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les transferts sont constatés comme revenus reportés lorsque les stipulations du transfert créent un passif. Les paiements de transfert sont constatés dans l'état consolidé des résultats lorsque les stipulations du passif sont réglées.

Utilisation d'estimations

Pour préparer les états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction doit établir des estimations et poser des hypothèses qui influent sur le montant des actifs et des passifs à la date de l'état consolidé de la situation financière ainsi que le montant des revenus et charges de l'exercice. Les montants qui contiennent des estimations sont ceux des immobilisations corporelles ainsi que ceux des activités de fermeture et d'après-fermeture des dépotoirs.

Dépotoirs

Les frais courus des activités de fermeture et d'après-fermeture des dépotoirs sont basés sur les dépenses futures estimatives en dollars courants, actualisées, ajustées en fonction de l'inflation estimée, et comptabilisées et imputés aux charges au fur et à mesure que la capacité du dépotoir est utilisée.

Revenue Recognition

Taxes are recorded at estimated amounts when they meet the definition of an asset, have been authorized and the taxable event occurs. For property taxes, the taxable event is the year for which the tax is levied. Taxes receivable are recognized net of an allowance for anticipated uncollectable amounts.

User charges including water and sewer usage, garbage and recycling fees and ice rental are recorded when the services are rendered. Connection charges for sewer and water are included in user charges and are recognized when the connection has been established.

Government transfers are recognized as revenue in the consolidated financial statements when the transfer is authorized and all eligibility criteria are met, except to the extent that transfer stipulations give rise to an obligation that meets the definition of a liability. Transfers are recognized as deferred revenue when transfer stipulations give rise to a liability. Transfer revenue is recognized in the consolidated statement of operations as the stipulation liabilities are settled.

Use of Estimates

The preparation of consolidated financial statements in accordance with Canadian public sector accounting standards requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities at the date of the consolidated statement of financial position, and the reported amounts of revenues and expenses during the reporting period. The amounts that include estimates are those relating to tangible capital assets as well as those relating to the landfill closure and post-closure care.

Landfills

The estimated costs to close and maintain the landfill sites are based on estimated future expenses in current dollars, discounted, adjusted for estimated inflation, and are recognized and charged to expense as the landfill site's capacity is used.

Corporation de la Municipalité de la Nation
Corporation of the Nation Municipality
Notes aux états financiers consolidés /
Notes to the Consolidated Financial Statements

31 décembre 2022 / December 31, 2022

1. Emprunts temporaires

La Municipalité a une marge de crédit opérationnelle autorisée de 5 000 000\$ qui est remboursable sur demande et les intérêts sur cette dette sont calculés au taux préférentiel plus 0,25% et sont payables mensuellement. Cet emprunt est garanti par des garanties gouvernementales. Au 31 décembre 2022, le montant autorisé mais non versé par l'institution financière s'élève à 5 000 000\$.

La Municipalité a un emprunt temporaire autorisé de 11 673 942\$ pour la construction du complexe sportif. Cet emprunt est remboursable sur demande ou peut être converti en emprunt à long-terme avec Ontario Infrastructure and Lands Corporation ("OILC"). Les intérêts sont calculés au taux annuel flottant tel que déterminé par OILC et sont payables mensuellement. Au 31 décembre 2022, le montant versé s'élève à 10 765 838\$.

La Municipalité a des emprunts temporaires autorisés de 12 650 000\$ pour la construction de la conduite d'eau de Cheney à Limoges et de 8 324 704\$ pour la construction de la lagune à Limoges. Ces emprunts sont remboursable sur demande ou peuvent être convertis en emprunt à long-terme avec la Caisse Desjardins Ontario Inc. Les intérêts sont calculés selon le taux directeur et sont payables mensuellement. Au 31 décembre 2022, le montant versé s'élève à 8 663 783\$ pour la conduite d'eau de Cheney à Limoges et de 5 930 027\$ pour la lagune à Limoges.

Le 27 mars 2023, la Municipalité a converti les emprunts temporaires des projets de la conduite d'eau et de la lagune en emprunts à long terme avec la Caisse Desjardins Ontario Inc. Les détails des emprunts se retrouvent ci-dessous.

PR1 - Emprunt , 4,86%, remboursable par versements mensuels de 41 817,71 \$, capital et intérêts, échéant en 2043, renouvelable en 2028. (Eau Limoges) - total emprunté 6 411 038 \$

PR3 - Emprunt , 4,86%, remboursable par versements mensuels de 41 817,71 \$, capital et intérêts, échéant en 2043, renouvelable en 2028. (Eau Limoges) - total emprunté 6 411 038 \$

PR4 - Emprunt , 4,86%, remboursable par versements mensuels de 65 227,47 \$, capital et intérêts, échéant en 2043, renouvelable en 2028. (Égouts Limoges) - total emprunté 9 999 999 \$

PR5 - Emprunt , 4,86%, remboursable par versements mensuels de 2 097,61 \$, capital et intérêts, échéant en 2043, renouvelable en 2028. (Égouts Limoges) - total emprunté 321 583 \$

1. Temporary Loans

The Municipality has an authorized operating line of credit of \$5,000,000 respectively that is due on demand and bear interest at prime rate plus 0.25% calculated and payable monthly. The loan is secured by government guarantees. As at December 31, 2022, the undrawn credit capacity under this facility is \$5,000,000.

The Municipality has an authorized temporary loan of \$11,673,942 for the construction of the sports complex. This loan is repayable on demand or can be converted into a long-term loan with Ontario Infrastructure and Lands Corporation ("OILC"). Interest is calculated at the floating annual rate as determined by OILC and is payable monthly. As of December 31, 2022, the amount paid is \$10,765,838.

The Municipality has authorized temporary loans of \$12,650,000 for the construction of the watermain from Cheney to Limoges and \$8,324,704 for the construction of the lagoon in Limoges. These loans are repayable on demand or can be converted into a long-term loan with the Caisse Desjardins Ontario Inc. Interest is calculated according to the prime rate and is payable monthly. As of December 31, 2022, the amount paid amounts to \$8,663,783 for the water pipe from Cheney to Limoges and \$5,930,027 for the lagoon in Limoges.

On March 27, 2023, the Municipality converted the temporary loans for the watermain and lagoon projects into long-term loans with the Caisse Desjardins Ontario Inc. Loan details can be found below.

PR1 - Loan, 4.86%, repayable in monthly installments of \$41,817.71, principal and interest, maturing in 2043, renewable in 2028. (Limoges Water) - total borrowed \$6,411,038

PR3 - Loan, 4.86%, repayable in monthly installments of \$41,817.71, principal and interest, maturing in 2043, renewable in 2028. (Limoges Water) - total borrowed \$6,411,038

PR4 - Loan, 4.86%, repayable in monthly installments of \$65,227.47, principal and interest, maturing in 2043, renewable in 2028. (Limoges Sewers) - total borrowed \$9,999,999

PR5 - Loan, 4.86%, repayable in monthly installments of \$2,097.61, principal and interest, maturing in 2043, renewable in 2028. (Limoges Sewers) - total borrowed \$321,583

Corporation de la Municipalité de la Nation
 Corporation of the Nation Municipality
 Notes aux états financiers consolidés /
 Notes to the Consolidated Financial Statements

31 décembre 2022 / December 31, 2022

1. Emprunts temporaires (suite)

Les versements de capital des cinq prochains exercices et par la suite pour ces quatre emprunts se chiffrent à:

2023	\$	702,124
2024	\$	737,022
2025	\$	773,654
2026	\$	812,107
2027	\$	852,472
Par la suite / Thereafter	\$	19,226,279

1. Temporary Loans (continued)

Principal payments for the next five years and thereafter for these four loans are as follows:

2. Dépôt à terme

Dépôt à terme, 3,50%, échéant en 2025.

	2022	2021
	\$ 451,000	\$ 3,500,000

2. Term deposit

Term deposit, 3.50%, maturing in 2025.

3. Débiteurs à long terme

Prêts aux contribuables, financés par les emprunts à long terme de la Municipalité, taux d'intérêts variant de 3,04% à 4,46%, remboursables par versements annuels ou semi-annuels de 6 103\$ à 134 073\$, capital et intérêts, renouvelables ou échéants de 2023 à 2031.

Prêts aux contribuables, taux d'intérêts variant de 2,95% à 4,46%, remboursables par versements annuels ou semi-annuels de 414\$ à 13 277\$, capital et intérêts, renouvelables ou échéants de 2023 à 2037.

Les remboursements de capital des cinq prochains exercices et par la suite se chiffrent à:

	2022	2021
	\$ 2,923,276	\$ 3,262,292
	55,545	58,431
	\$ 2,978,821	\$ 3,320,723

3. Long-Term Receivables

Loans to landowners, financed by the Municipality's long-term liabilities, interest rates varying from 3.04% to 4.46%, payable by annual or semi-annual instalments from \$6,103 to \$134,073, principal and interest, renewable or due between 2023 to 2031.

Loans to landowners, interest rates varying from 2.95% to 4.46%, payable by annual or semi-annual instalments from \$414 to \$13,277, principal and interest, renewable or due between 2023 to 2037.

Principal repayments for the next five years and thereafter are as follows:

2023	\$	330,040
2024	\$	342,803
2025	\$	349,970
2026	\$	363,532
2027	\$	377,632
Par la suite / Thereafter	\$	1,214,844

Corporation de la Municipalité de la Nation
Corporation of the Nation Municipality
Notes aux états financiers consolidés /
Notes to the Consolidated Financial Statements

31 décembre 2022 / December 31, 2022

4. Crédoiteurs et frais courus

Les crédoiteurs et frais courus incluent 670 921\$ (2021 - 657 314\$) des dépenses totales estimées à 1 890 452\$ pour les activités de fermeture et d'après-fermeture des dépotoirs (voir détail par site ci-dessous). Les frais courus estimés pour ces dépenses sont reconnus au fur et à mesure que la capacité des dépotoirs est utilisée et les frais courus reconnus représentent la portion des dépenses totales estimées reconnues au 31 décembre 2022, basé sur les capacités cumulatives utilisées à cette date, comparé aux capacités totales estimées des dépotoirs.

Les exigences des activités de fermeture et d'après-fermeture des dépotoirs ont été définies en conformité avec les normes de l'industrie et incluent le recouvrement final et la revégétation des dépotoirs, la surveillance des puits, l'échantillonnage et l'analyse des eaux souterraines et des eaux de surface, la surveillance du niveau des eaux souterraines et la préparation des rapports au Ministère. Les frais courus enregistrés sont basés sur des estimations et des hypothèses en rapport à des événements couvrant une période de plus de 188 ans, tout en utilisant la meilleure information disponible à la direction. Des événements futurs pourraient affecter de façon significative les estimés des dépenses totales, des capacités utilisées ou du total des capacités disponibles et les frais courus estimés, et seraient reconnus de façon prospective comme un changement d'estimation, lorsque cela est applicable.

La capacité disponible estimée des dépotoirs, étant un pourcentage des capacités totales estimées ainsi que l'estimé de la durée de vie restante des dépotoirs sont indiqués ci-dessous. Le nombre d'années estimé de soins d'après-fermeture y est également indiqué.

4. Accounts Payable and Accrued Liabilities

Included in accounts payable and accrued liabilities is \$670,921 (2021 - \$657,314) of the estimated total landfill closure and post-closure care expenses of \$1,890,452 (see detail by site below). The estimated liability for these expenses is recognized as the landfill site's capacity is used and the reported liability represents the portion of the estimated total expenses recognized as at December 31, 2022, based on the cumulative capacity used at that date, compared to the total estimated landfill capacity.

Landfill closure and post-closure care requirements have been defined in accordance with industry standards and include final covering and landscaping of the landfill, the monitoring of well development, groundwater and surface water sampling and analysis, groundwater level monitoring and reporting to the Ministry. The reported liability is based on estimates and assumptions with respect to events extending over a 188 year period using the best information available to management. Future events may result in significant changes to the estimated total expenses, capacity used or total capacity and the estimated liability, and would be recognized prospectively, as a change in estimate, when applicable.

The estimated remaining capacity of the landfill sites, being a percentage of the total estimated capacity and the estimated remaining life of the sites are indicated below. The estimated number of years for post-closure care is also indicated.

	2022	2021	Dépense totale estimée / Total estimated expenses	
	Frais courus / Accrued liabilities	Frais courus / Accrued liabilities		
St-Isidore	\$ 76,908	\$ 76,169	\$ 83,000	St-Isidore
Plantagenet-sud	62,850	60,605	635,800	South Plantagenet
Cambridge	91,548	90,668	100,000	Cambridge
Limoges	313,470	304,604	537,611	Limoges
Caledonia	45,522	45,522	447,041	Caledonia
St-Albert	80,623	79,745	87,000	St-Albert
	<u>\$ 670,921</u>	<u>\$ 657,313</u>	<u>\$ 1,890,452</u>	

Corporation de la Municipalité de la Nation
Corporation of the Nation Municipality
Notes aux états financiers consolidés /
Notes to the Consolidated Financial Statements

31 décembre 2022 / December 31, 2022

4. Créditeurs et frais courus (suite)

	% de capacité disponible / % of remaining capacity	Durée de vie restante / Remaining life	Période d'après- fermeture / Post-closure period
St-Isidore	-	-	16
Plantagenet-sud	82	58	40
Cambridge	-	-	19
Limoges	33	8	40
Caledonia	52	144	40
St-Albert	-	-	16

4. Accounts Payable and Accrued Liabilities
(continued)

St-Isidore
South Plantagenet
Cambridge
Limoges
Caledonia
St-Albert

5. Revenus reportés

	2022	2021
Fonds de réserves obligatoires		
Redevances d'aménagement	\$ 1,071,447	\$ 859,628
Terrains récréatifs	237,843	192,829
Code du bâtiment	263,403	208,041
Autres		
Eau et égouts	20,304	43,339
Subvention de la province l'Ontario		20
Dépôts	42,843	27,267
Dons	25,569	25,569
	<u>\$ 1,661,409</u>	<u>\$ 1,356,693</u>

5. Deferred Revenue

Obligatory Reserve Funds
Development charges
Recreational land
Building Code Act
Other
Water and sewer
Province of Ontario grant
Deposits
Donations

La variation nette, au cours de l'exercice, des revenus reportés avec restriction s'explique comme suit:

The net change during the year in the restricted deferred revenue balance is made up of the following:

	Redevances d'exploitation / Development charges	Terrains récréatifs / Recreational land	Code du bâtiment / Building Code Act	
Revenus reportés, début de l'exercice	\$ 859,628	\$ 192,829	\$ 208,041	Deferred revenue, beginning of year
Fonds avec restrictions reçus au cours de l'exercice	339,806	56,559	55,362	Restricted funds received during the year
Intérêts gagnés	36,665	3,788	-	Interest earned
Revenus constatés au cours de l'exercice	(164,652)	(15,333)	-	Revenue recognized during the year
	<u>\$ 1,071,447</u>	<u>\$ 237,843</u>	<u>\$ 263,403</u>	

Corporation de la Municipalité de la Nation
Corporation of the Nation Municipality
Notes aux états financiers consolidés /
Notes to the Consolidated Financial Statements

31 décembre 2022 / December 31, 2022

6. Emprunts à long terme nets

Le solde des emprunts à long terme inscrit à l'état consolidé de la situation financière est composé des éléments suivants:

	2022	2021
Caisse Desjardins Ontario Inc.		
Emprunt, 3,042%, remboursable par versements annuels de 134 073\$, capital et intérêts, échéant en 2029. (Eau St-Isidore - contribuables)	\$ 790,556	\$ 919,470
Emprunt, 3,877%, remboursable par versements annuels de 6 103\$, capital et intérêts, échéant en 2023. (Parc industriel - contribuables)	5,877	10,886
Emprunt, 3,877%, remboursable par versements annuels de 9 223\$, capital et intérêts, échéant en 2023. (Parc industriel - croissance)	7,364	16,445
Infrastructure Ontario		
Emprunt, 3,53%, remboursable par versements semi-annuels de 43 894\$, capital et intérêts, échéant en 2037. (Casernes de pompiers - Limoges)	989,617	1,041,104
Emprunt, 3,33%, remboursable par versements semi-annuels de 20 196\$, capital et intérêts, échéant en 2032. (Aréna St-Isidore)	326,647	355,441
Emprunt, 4,46%, remboursable par versements semi-annuels de 18 121\$, capital et intérêts, échéant en 2031. (Égouts Forest Park - croissance)	254,084	278,187
Emprunt, 4,46%, remboursable par versements semi-annuels de 42 908\$, capital et intérêts, échéant en 2031. (Égouts Forest Park - contribuables)	601,602	658,670
Emprunt, 4,46%, remboursable par versements semi-annuels de 45 491\$, capital et intérêts, échéant en 2031. (Calypso - croissance)	637,828	698,332

6. Net Long-Term Liabilities

The balance of the long-term liabilities reported on the consolidated statement of financial position is made up of the following:

	2022	2021
Caisse Desjardins Ontario Inc.		
Loan, 3.042%, payable by annual instalments of \$134,073, principal and interest, due in 2029. (St-Isidore water - landowners)	\$ 790,556	\$ 919,470
Loan, 3.877%, payable by annual instalments of \$6,103, principal and interest, due in 2023. (Industrial park - landowners)	5,877	10,886
Loan, 3.877%, payable by annual instalments of \$9,223, principal and interest, due in 2023. (Industrial park - growth)	7,364	16,445
Infrastructure Ontario		
Loan, 3.53%, payable by semi-annual instalments of \$43,894, principal and interest, due in 2037. (Limoges Fire Station)	989,617	1,041,104
Loan, 3.33%, payable by semi-annual instalments of \$20,196, principal and interest, due in 2032. (St-Isidore Arena)	326,647	355,441
Loan, 4.46%, payable by semi-annual instalments of \$18,121, principal and interest, due in 2031. (Forest Park sewer - growth)	254,084	278,187
Loan, 4.46%, payable by semi-annual instalments of \$42,908, principal and interest, due in 2031. (Forest Park sewer - landowners)	601,602	658,670
Loan, 4.46%, payable by semi-annual instalments of \$45,491, principal and interest, due in 2031. (Calypso - growth)	637,828	698,332

Corporation de la Municipalité de la Nation
 Corporation of the Nation Municipality
 Notes aux états financiers consolidés /
 Notes to the Consolidated Financial Statements

31 décembre 2022 / December 31, 2022

6. Emprunts à long terme nets (suite)

Infrastructure Ontario (suite)

Emprunt, 4,17%, remboursable par versements semi-annuels de 119 250\$, capital et intérêts, échéant en 2030. (Eau et égouts Calypso)

\$ 1,608,298

Emprunt, 2,36%, remboursable par versements mensuels de 2 145\$, capital et intérêts, échéant en 2030. (Bâtiment - Dôme de sel)

173,230

Emprunt, 1,95%, remboursable par versements mensuels de 3 433\$, capital et intérêts, échéant en 2025. (Véhicules)

93,889

Emprunt, 3,15%, remboursable par versements semi-annuels de 39 607\$, capital et intérêts, échéant en 2023. (Véhicules)

77,381

Emprunt, 2,62%, remboursé au cours de l'exercice.

-

Emprunt, 2,71%, remboursable par versements mensuels de 15 666 \$, capital et intérêts, échéant en 2039. (Garage municipal et dôme de sel)

2,538,702

\$ 8,105,075

6. Net Long-Term Liabilities (continued)

Infrastructure Ontario (continued)

Loan, 4.17%, payable by semi-annual instalments of \$119,250, principal and interest, due in 2030. (Calypso water and sewers)

\$ 1,774,516

Loan, 2.36%, payable by monthly instalments of \$2,145, principal and interest, due in 2030. (Building - Salt Dome)

196,376

Loan, 1.95%, payable by monthly instalments of \$3,433, principal and interest, due in 2025. (Vehicles)

132,840

Loan, 3.15%, payable by semi-annual instalments of \$39,607, principal and interest, due in 2023. (Vehicles)

152,382

Loan, 2.62%, repaid during the year.

36,674

Loan, 2.71%, payable by semi-annual instalments of \$15,666, principal and interest, due in 2039. (Municipal garage and salt dome)

2,654,400

\$ 8,925,723

Les versements de capital des cinq prochains exercices et par la suite se chiffrent à :

2023	\$	784,664
2024	\$	719,563
2025	\$	718,439
2026	\$	731,475
2027	\$	759,226
Par la suite / Thereafter	\$	4,391,708

Principal payments for the next five years and thereafter are as follows:

Les prêts sont garantis par les immobilisations corporelles.

The loans are guaranteed by the tangible capital assets.

Corporation de la Municipalité de la Nation
 Corporation of the Nation Municipality
 Notes aux états financiers consolidés /
 Notes to the Consolidated Financial Statements

31 décembre 2022 / December 31, 2022

7. Autres revenus

7. Other Revenues

	2022 Budget	2022 Réel/ Actual	2021 Réel/ Actual	
Général				General
Dons	\$ 510,050	\$ 11,155	\$ 34,831	Donations
Licences	459,755	413,666	365,931	Licenses
Intérêts et pénalités sur taxes	305,000	292,893	322,687	Interest and penalties on taxes
Revenus d'intérêts	53,800	138,322	66,737	Interest income
Revenus de location	7,000	11,597	3,367	Rental income
	<u>1,335,605</u>	<u>867,633</u>	<u>793,553</u>	
Liés aux immobilisations corporelles				Related to tangible capital assets
Apports d'immobilisations corporelles	-	3,835	30,147	Contributed tangible capital assets
Dons aux services communautaires	-	323,378	45,000	Donations to community services
Vente de matériaux et équipements	24,000	87,100	27,841	Sale of materials and equipment
	<u>24,000</u>	<u>414,313</u>	<u>102,988</u>	
	<u>\$ 1,359,605</u>	<u>\$ 1,281,946</u>	<u>\$ 896,541</u>	

Corporation de la Municipalité de la Nation
Corporation of the Nation Municipality
Notes aux états financiers consolidés /
Notes to the Consolidated Financial Statements

31 décembre 2022 / December 31, 2022

8. Immobilisations corporelles

8. Tangible Capital Assets

2022

	Terrains / Land	Améliorations de terrains / Land improvements	Bâtiments / Buildings	Chemins, trottoirs et ponts / Roads, sidewalks and bridges	Dépotoirs / Landfills
Coût, au début / Cost, beginning of year	\$ 2,267,998	\$ 3,270,685	\$ 18,369,973	\$ 56,279,842	\$ 878,328
Acquisitions / Acquisitions	3,507	63,728	10,995,147	5,969,316	-
Dispositions / Disposals	-	(24,005)	(64,319)	(348,508)	-
Dépréciation / Writedowns	-	-	(225)	-	-
Coût, à la fin / Cost, end of year	2,271,505	3,310,408	29,300,576	61,900,650	878,328
Amortissement cumulé, au début / Accumulated amortization, beginning of year	-	1,906,151	3,907,622	23,443,789	599,098
Amortissement / Amortization	-	96,582	322,267	1,771,060	18,645
Dispositions / Disposals	-	(23,931)	(48,137)	(305,152)	-
Reclassification / Reclassification	-	(15,768)	90,808	-	-
Amortissement cumulé, à la fin / Accumulated amortization, end of year	-	1,963,034	4,272,560	24,909,697	617,743
Valeur comptable nette, à la fin / Net carrying amount, end of year	\$ 2,271,505	\$ 1,347,374	\$ 25,028,016	\$ 36,990,953	\$ 260,585
	Équipements, fournitures et machinerie / Equipment, furniture and machinery	Infrastructure pour l'eau / Water infrastructure	Infrastructure pour les égouts / Sewer infrastructure	Véhicules / Vehicles	Total / Total
Coût, au début / Cost, beginning of year	\$ 5,579,894	\$ 43,043,908	\$ 46,819,100	\$ 8,317,387	\$ 184,827,115
Acquisitions / Acquisitions	2,102,904	790,481	3,414,052	465,254	23,804,389
Dispositions / Disposals	(80,309)	(659,173)	(12,642)	(527,992)	(1,716,948)
Dépréciation / Writedowns	-	-	(60,149)	-	(60,374)
Coût, à la fin / Cost, end of year	7,602,489	43,175,216	50,160,361	8,254,649	206,854,182
Amortissement cumulé, au début / Accumulated amortization, beginning of year	2,774,041	9,652,384	12,934,851	4,836,781	60,054,717
Amortissement / Amortization	356,753	581,323	816,443	498,742	4,461,815
Dispositions / Disposals	(76,666)	(144,675)	(6,694)	(512,090)	(1,117,345)
Reclassification / Reclassification	(75,040)	-	-	-	-
Amortissement cumulé, à la fin / Accumulated amortization, end of year	2,979,088	10,089,032	13,744,600	4,823,433	63,399,187
Valeur comptable nette, à la fin / Net carrying amount, end of year	\$ 4,623,401	\$ 33,086,184	\$ 36,415,761	\$ 3,431,216	\$ 143,454,995

Corporation de la Municipalité de la Nation
Corporation of the Nation Municipality
Notes aux états financiers consolidés /
Notes to the Consolidated Financial Statements

31 décembre 2022 / December 31, 2022

8. Immobilisations corporelles (suite)

8. Tangible Capital Assets (continued)

2021

	Terrains / Land	Améliorations de terrains / Land improvements	Bâtiments / Buildings	Chemins, trottoirs et ponts / Roads, sidewalks and bridges	Dépotoirs / Landfills
Coût, au début / Cost, beginning of year	\$ 2,682,443	\$ 3,232,214	\$ 15,033,872	\$ 53,546,605	\$ 833,102
Acquisitions / Acquisitions	8,913	45,869	3,347,898	3,165,482	45,226
Dispositions / Disposals	(423,358)	(7,398)	(11,797)	(432,245)	-
Coût, à la fin / Cost, end of year	2,267,998	3,270,685	18,369,973	56,279,842	878,328
Amortissement cumulé, au début / Accumulated amortization, beginning of year	-	1,806,561	3,610,663	21,774,904	573,088
Amortissement / Amortization	-	105,264	300,835	2,048,633	26,010
Dispositions / Disposals	-	(5,674)	(3,876)	(379,748)	-
Amortissement cumulé, à la fin / Accumulated amortization, end of year	-	1,906,151	3,907,622	23,443,789	599,098
Valeur comptable nette, à la fin / Net carrying amount, end of year	\$ 2,267,998	\$ 1,364,534	\$ 14,462,351	\$ 32,836,053	\$ 279,230

	Équipements, fournitures et machinerie / Equipment, furniture and machinery	Infrastructure pour l'eau / Water infrastructure	Infrastructure pour les égouts / Sewer infrastructure	Véhicules / Vehicles	Total / Total
Coût, au début / Cost, beginning of year	\$ 5,086,355	\$ 33,829,307	\$ 46,329,527	\$ 7,540,465	\$ 168,113,890
Acquisitions / Acquisitions	528,229	9,332,538	939,308	776,922	18,190,385
Dispositions / Disposals	(34,690)	(117,937)	(439,535)	-	(1,466,960)
Dépréciation / Writedowns	-	-	(10,200)	-	(10,200)
Coût, à la fin / Cost, end of year	5,579,894	43,043,908	46,819,100	8,317,387	184,827,115
Amortissement cumulé, au début / Accumulated amortization, beginning of year	2,481,487	9,099,658	12,582,205	4,414,223	56,342,789
Amortissement / Amortization	317,958	581,889	783,984	422,558	4,587,130
Dispositions / Disposals	(29,721)	(22,545)	(433,639)	-	(875,203)
Reclassification / Reclassification	4,317	(6,618)	2,301	-	-
Amortissement cumulé, à la fin / Accumulated amortization, end of year	2,774,041	9,652,384	12,934,851	4,836,781	60,054,717
Valeur comptable nette, à la fin / Net carrying amount, end of year	\$ 2,805,853	\$ 33,391,524	\$ 33,884,249	\$ 3,480,606	\$ 124,772,398

Corporation de la Municipalité de la Nation
 Corporation of the Nation Municipality
 Notes aux états financiers consolidés /
 Notes to the Consolidated Financial Statements

31 décembre 2022 / December 31, 2022

8. Immobilisations corporelles (suite)

La valeur comptable des immobilisations corporelles en construction qui ne sont pas sujet à de l'amortissement est de 18 453 612\$ (2021 - 27 960 809\$).

8. Tangible Capital Assets (continued)

The book value of tangible capital assets under construction and not subject to amortization is \$18,453,612 (2021 - \$27,960,809).

9. Charges par nature

Les charges totales présentées à l'état consolidé des résultats pour l'exercice sont les suivantes :

9. Expenses by Object

Total expenses for the year reported on the consolidated statement of operations are as follows:

	2022	2021	
Salaires et avantages sociaux	\$ 6,336,461	\$ 5,972,328	Salaries, wages and benefits
Matériaux	3,323,515	2,565,381	Materials
Intérêts sur la dette à long terme	913,143	332,542	Interest on long-term debt
Services contractuels	4,590,302	5,212,949	Contracted services
Contributions à d'autres organismes	327,547	303,776	Contributions to other organizations
Amortissement des immobilisations corporelles	4,461,815	4,587,130	Amortization of tangible capital assets
Perte (gain) sur dispositions d'immobilisations corporelles	598,274	(347,557)	Loss (gain) on disposal of tangible capital assets
	<u>\$ 20,551,057</u>	<u>\$ 18,626,549</u>	

10. Régime de retraite

La Municipalité fait des cotisations au régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (RREMO), qui est un régime multi-employeurs, pour ses employés à temps plein. Ce régime est un régime de retraite à prestations déterminées qui spécifie la prestation de retraite à recevoir de la part des employés basé sur le nombre d'années de service et la rémunération. Le Conseil d'Administration, qui représente les membres du régime ainsi que les employeurs, est responsable de la gestion du régime de retraite, incluant les investissements des actifs et l'administration d'avantages. RREMO fournit des services de régime de retraite à plus de 525 000 membres actifs et retraités et à 1 000 employeurs.

10. Pension Agreement

The Municipality makes contributions to the Ontario Municipal Employees Retirement Fund ("OMERS"), which is a multi-employer pension plan, on behalf of full-time members of staff. The plan is a defined benefit plan which specifies the amount of the retirement benefits to be received by the employees based on the length of service and rates of pay. The Board of Trustees, representing plan members and employers, is responsible for overseeing the management of the pension plan, including investment of the assets and administration of the benefits. OMERS provides pension services to over 525,000 active and retired members and 1,000 employers.

Corporation de la Municipalité de la Nation
 Corporation of the Nation Municipality
 Notes aux états financiers consolidés /
 Notes to the Consolidated Financial Statements

31 décembre 2022 / December 31, 2022

10. Régime de retraite (suite)

À tous les ans, un actuaire indépendant détermine la position financière du Régime de Retraite Principal RREMO (le Régime) en comparant la valeur actuarielle des actifs investis à la valeur actuelle estimée de tous les avantages que les membres ont gagné à date. L'évaluation actuarielle la plus récente du régime a été faite au 31 décembre 2022. Les résultats de cette évaluation démontraient des passifs actuariels de 130 306\$ millions pour les avantages courus pour les services et des actifs actuariels à cette même date de 123 628\$ millions indiquant un déficit actuariel de 6 678\$ millions. Comme RREMO est un régime multi-employeurs, tout surplus ou déficit du régime est la responsabilité conjointe des organisations municipales de l'Ontario et de ses employés. Par conséquent, la Municipalité ne reconnaît pas sa part de tout surplus ou déficit du RREMO. La contribution de la Municipalité au RREMO pour 2022 est de 403 014\$ (2021 - 377 497\$).

10. Pension Agreement (continued)

Each year an independent actuary determines the funding status of the OMERS Primary Pension Plan ("the Plan") by comparing the actuarial value of invested assets to the estimated present value of all pension benefits that members have earned to date. The most recent actuarial valuation of the Plan was conducted at December 31, 2022. The results of this valuation disclosed total actuarial liabilities of \$130,306 million in respect of benefits accrued for service with actuarial assets at that date of \$123,628 million indicating an actuarial deficit of \$6,678 million. Because OMERS is a multi-employer plan, any pension plan surpluses or deficits are a joint responsibility of Ontario municipal organizations and their employees. As a result, the Municipality does not recognize any share of the OMERS pension surplus or deficit. Contributions made by the Municipality to OMERS for 2022 were \$403,014 (2021 - \$377,497).

11. Opérations des conseils scolaires et des Comtés Unis de Prescott et Russell

Durant l'exercice, les revenus de taxes suivants ont été perçus et remis aux conseils scolaires et aux Comtés Unis de Prescott et Russell:

11. Operations of School Boards and the United Counties of Prescott and Russell

During the year, the following taxation revenues were levied and remitted to the school boards and the United Counties of Prescott and Russell:

	2022	2021	
Conseils scolaires	\$ 3,391,312	\$ 3,307,295	School boards
Comtés	\$ 7,656,053	\$ 7,280,451	Counties

Corporation de la Municipalité de la Nation
 Corporation of the Nation Municipality
 Notes aux états financiers consolidés /
 Notes to the Consolidated Financial Statements

31 décembre 2022 / December 31, 2022

12. Excédent accumulé

12. Accumulated Surplus

	2022	2021	
Réserves			Reserves
Fonds de roulement	\$ 1,530,193	\$ 1,530,193	Working fund
Élections	21,322	46,116	Elections
Bibliothèques	289,837	280,098	Libraries
Panneaux solaires	181,559	114,069	Solar pannels
Rétablissement de la carrière	172,992	113,695	Quarry rehabilitation
Dépenses futures	4,653,628	3,849,557	Future expenses
	<u>6,849,531</u>	<u>5,933,728</u>	
Fonds de réserves			Reserve funds
Adduction d'eau	892,708	682,689	Waterworks
Égouts	3,646,008	3,084,074	Sewer
Dépotoirs	1,675,346	1,430,168	Landfills
Ponceaux	7,782	7,515	Culverts
	<u>6,221,844</u>	<u>5,204,446</u>	
	<u>13,071,375</u>	<u>11,138,174</u>	
Investis en immobilisations corporelles	143,454,995	124,772,398	Invested in tangible capital assets
Immobilisations corporelles non financées	(31,874,595)	(15,646,454)	Unfinanced tangible capital assets
Fermeture et après fermeture des dépotoirs non financées	(670,921)	(657,313)	Unfinanced landfill closure and post-closure
Emprunts à long terme	(8,105,075)	(8,925,723)	Long-term liabilities
Débiteurs à long terme financés par des emprunts à long terme	2,923,276	3,262,292	Long-term receivables financed by long-term liabilities
	<u>105,727,680</u>	<u>102,805,200</u>	
	<u>\$ 118,799,055</u>	<u>\$ 113,943,374</u>	

Corporation de la Municipalité de la Nation
 Corporation of the Nation Municipality
 Notes aux états financiers consolidés /
 Notes to the Consolidated Financial Statements

31 décembre 2022 / December 31, 2022

13. Budget

Le règlement pour le plan financier (budget) adopté par le Conseil municipal n'était pas préparé sur une base conforme avec celle utilisée pour les résultats actuels (Conseil sur la comptabilité dans le secteur public). Le budget était préparé selon une méthode modifiée de la base d'exercice tandis que le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public exige la pleine base d'exercice. De plus, le budget inclut les acquisitions d'immobilisations corporelles dans les charges au lieu d'inclure la charge d'amortissement d'immobilisations corporelles. À cause de ceci, les montants figurant au budget présentés dans les états consolidés des résultats et de la variation des actifs financiers nets représentent le plan financier adopté par le Conseil municipal avec les ajustements suivants:

	2022
Budget pour l'exercice	\$ (35,186,095)
Plus:	
Dépenses en capital	44,597,996
Moins:	
Amortissement des immobilisations corporelles	(4,461,815)
Excédent du budget à l'état consolidé des résultats	\$ 4,950,086

13. Budget

The Financial Plan (Budget) By-Law adopted by municipal Council was not prepared on a basis consistent with that used to report actual results (Public Sector Accounting Board). The budget was prepared on a modified accrual basis while Public Sector Accounting Board requires a full accrual basis. In addition, the budget expensed all tangible capital assets rather than including amortization of tangible capital assets expense. As a result, the budget figures presented in the consolidated statements of operations and changes in net financial assets represent the Financial Plan adopted by municipal Council with adjustments as follows:

Budget for the year	
Add:	
Capital expenses	
Less:	
Amortization of tangible capital assets	
Budget surplus per consolidated statement of operations	

14. Obligations contractuelles

La Municipalité a signé un contrat de 20 ans pour le service d'enfouissement des déchets non dangereux. Un taux de \$54,11 la tonne plus TVH est chargé jusqu'au 1er janvier 2010 et est augmenté ou diminué annuellement selon l'indice du prix à la consommation jusqu'en mai 2023.

La Municipalité a signé un contrat d'exploitation de cinq ans pour la cueillette des déchets ménagers et des produits recyclables qui vient à échéance en mars 2023. Cette entente a été prolongée jusqu'en décembre 2025. La Municipalité s'est engagée à verser la somme de 177,53\$ par maison pour les déchets et le recyclage pour la durée restante du contrat.

La Municipalité a signé un contrat de quatre ans pour la collection et remise d'information sur l'état environnemental des champs d'épuration municipaux, des sites d'élimination des déchets, et de la source d'eau de Limoges. Le projet se terminera en 2023.

14. Contractual Obligations

The Municipality has signed a 20 year contract for disposal services for non-hazardous solid waste. A rate of \$54.11 per ton plus HST is charged annually until January 1st, 2010 and is adjusted annually from then on so that it increases or decreases at the same rate as the Consumer Price Index until May 2023.

The Municipality has signed a five year operating contract for the collection of residential waste and recycling which expires in March 2023. This contract was extended until December 2025. The Municipality has committed to pay \$177.53 per household for waste and recycling for the remainder of the contract.

The Municipality has signed a four year contract for the collection and remittance of information on the environmental condition of Municipal Septic fields, Waste Disposal Sites, and the Limoges Water Source. This commitment extends to 2023.

Corporation de la Municipalité de la Nation
 Corporation of the Nation Municipality
 Notes aux états financiers consolidés /
 Notes to the Consolidated Financial Statements

31 décembre 2022 / December 31, 2022

14. Obligations contractuelles (suite)

En plus des engagements contractuels mentionnés ci-haut, la municipalité a aussi des engagements pour la construction d'immobilisations corporelles variées, l'entretien des propriétés, le recyclage, la surveillance de l'eau et autres.

Les paiements minimaux annuels pour les cinq prochains exercices sont les suivants:

2023	\$ 3,934,374
2024	\$ 1,423,849
2025	\$ 968,822
2026	\$ 81,179
2027	\$ 81,179

14. Contractual obligations (continued)

In addition to the above contractual obligations, the municipality also has contractual obligations for the construction of tangible capital assets, property maintenance, recycling, water monitoring, and others.

The minimum annual payments for the next five years are as follows:

15. Information sectorielle

La Municipalité est une institution gouvernementale diversifiée qui fournit un large éventail de services aux citoyens tel que les services de transport routier, police, incendie, eau et égouts. Des secteurs fonctionnels distincts ont été divulgués séparément dans l'information sectorielle. La nature de ces secteurs et les activités qu'ils englobent sont les suivants :

Services communautaires

Ce secteur fournit des services destinés à améliorer la santé et le développement des citoyens de la municipalité. Des programmes récréationnels et culturels tels que le hockey, les quilles et les leçons de patinage sont offerts dans les arénas et les centres communautaires. De plus, la Municipalité fournit des services de bibliothèque pour aider les citoyens avec leurs besoins d'information.

Services environnementaux

Les services environnementaux fournis par la Municipalité incluent l'élimination des déchets ainsi que la collecte d'ordures et de recyclage pour les citoyens.

Urbanisme et aménagement

Ce département fournit plusieurs services incluant l'urbanisme, la maintenance et l'application des codes de bâtiment et de construction ainsi que l'examen de tous les plans de développement de propriété à travers son processus d'application pour des permis de construction. Ce département fournit aussi la maintenance des drains municipaux, qui assurent le drainage adéquat pour les propriétés agricoles et autres services de drainage où la Municipalité agit comme intermédiaire entre les contribuables et la province.

15. Segmented Information

The Municipality is a diversified municipal government institution that provides a wide range of services to its citizens such as transit, police, fire, water and sewer. Distinguishable functional segments have been separately disclosed in the segmented information. The nature of the segments and the activities they encompass are as follows:

Community Services

This service area provides services meant to improve the health and development of the municipality's citizens. Recreational programs and cultural programs like hockey, bowling and skating lessons are provided at arenas and community centres. Also, the Municipality provides library services to assist with its citizens' informational needs.

Environmental Services

Environmental services consists of providing waste disposal as well as garbage and recycling collection for citizens.

Planning and Development

This department provides a number of services including city planning, maintenance and enforcement of building and construction codes and review of all property development plans through its application process. It also provides maintenance of municipal drains, which ensures proper drainage for agricultural properties and tile drainage, where the Municipality acts as an intermediate between the landowners and the province.

Corporation de la Municipalité de la Nation
Corporation of the Nation Municipality
Notes aux états financiers consolidés /
Notes to the Consolidated Financial Statements

31 décembre 2022 / December 31, 2022

15. Information sectorielle (suite)

Protection des personnes et propriétés

La protection comprend les services de polices et d'incendies. Les services de police assurent la sécurité et la protection des citoyens et de leur propriété. Le département d'incendies est responsable d'offrir les services d'extinctions d'incendies ainsi que de fournir des programmes de prévention, de formation et d'éducation facent aux incendies. Les membres du département d'incendies sont des volontaires.

Services de transport routier

Le département de transport routier est responsable de la construction et de l'entretien du réseau routier de la Municipalité.

Eau et égouts

Ce service fournit l'eau potable de la Municipalité. La Municipalité traite et nettoie les eaux usées et assure que l'infrastructure d'eau et d'égouts rencontre les normes provinciales.

Administration

Cet item est lié aux revenus et charges qui sont directement attribuables aux opérations de la Municipalité et qui ne sont pas inclus dans un secteur spécifique.

15. Segmented Information (continued)

Protection of Persons and Property

Protection is comprised of police services and fire protection. The police services work to ensure the safety and protection of the citizens and their property. The fire department is responsible to provide fire suppression service, fire prevention programs, training and education. The members of the fire department consist of volunteers.

Transportation

Transportation is responsible for the construction and maintenance of the Municipality's road network.

Water and Sewer

This service provides the Municipality's drinking water. The Municipality processes and cleans sewage and ensures the water and sewer system meets all Provincial standards.

General Government

This item relates to the revenues and expenses that relate to the operations of the Municipality itself and cannot be directly attributed to a specific segment.

Corporation de la Municipalité de la Nation
Corporation of the Nation Municipality
Notes aux états financiers consolidés /
Notes to the Consolidated Financial Statements

31 décembre 2022 / December 31, 2022

15. Information sectorielle (suite)

15. Segmented Information (continued)

Pour l'exercice clos le 31 décembre / For the year ended December 31	Services communautaires / Community Services	Services environnementaux / Environmental	Urbanisme et aménagement/ Planning and Development	Protection des personnes et propriétés / Protection of Persons and Property	Services de transport routier / Transportation	Eau et égouts/ Water and Sewer	Administration / General Government	2022 Total
Revenus / Revenues								
Taxes / Taxation	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ 13,165,880	\$ 13,165,880
Redevances des usagers / User charges	441,852	1,052,340	398,276	112,526	34,556	4,051,303	171,883	6,262,736
Paiements de transfert - fédéral / Government transfers - Federal	10,000	-	-	-	2,317,437	-	-	2,327,437
Paiements de transfert - provincial / Government transfers - Provincial	505,867	194,355	139,151	11,974	44,237	-	735,600	1,631,184
Paiements de transfert - autres / Government transfers - other	-	-	-	64,716	487,161	10,000	-	561,877
Permis, licences et amendes / Permits, licenses and fines	27,010	7,810	-	394,874	6,475	609	419,699	856,477
Autres / Other	441,085	9,190	-	-	147,037	-	3,835	601,147
	1,425,814	1,263,695	537,427	584,090	3,036,903	4,061,912	14,496,897	25,406,738
Charges / Expenses								
Salaires et avantages sociaux / Salaries, wages and benefits	813,716	311,993	233,133	795,401	1,800,920	876,735	1,504,563	6,336,461
Matériaux / Materials	484,764	88,495	9,546	305,495	1,398,887	834,121	202,207	3,323,515
Intérêts sur la dette à long terme / Interest on long-term debt	63,944	-	-	36,301	81,083	731,335	480	913,143
Services contractuels / Contracted services	179,960	1,076,674	509,136	1,729,317	(326,303)	785,122	636,396	4,590,302
Contributions à d'autres organismes / Contributions to other organizations	114,536	-	-	174,436	-	-	38,575	327,547
Amortissement des immobilisations corporelles / Amortization of tangible capital assets	259,415	-	295	215,199	2,228,279	1,625,633	132,994	4,461,815
(Gain) perte sur dispositions d'immobilisations corporelles / (Gain) loss on disposal of tangible capital assets	-	-	598,274	-	-	-	-	598,274
	1,916,335	1,477,162	1,350,384	3,256,149	5,182,866	4,852,946	2,515,215	20,551,057
Excédent (déficit) net / Net surplus (deficit)	\$ (490,521)	\$ (213,467)	\$ (812,957)	\$ (2,672,059)	\$ (2,145,963)	\$ (791,034)	\$ 11,981,682	\$ 4,855,681

Corporation de la Municipalité de la Nation
Corporation of the Nation Municipality
Notes aux états financiers consolidés /
Notes to the Consolidated Financial Statements

31 décembre 2022 / December 31, 2022

15. Information sectorielle (suite)

15. Segmented Information (continued)

Pour l'exercice clos le 31 décembre / For the year ended December 31	Services communautaires / Community Services	Services environnementaux / Environmental	Urbanisme et aménagement/ Planning and Development	Protection des personnes et propriétés / Protection of Persons and Property	Services de transport routier / Transportation	Eau et égouts/ Water and Sewer	Administration / General Government	2021 Total
Revenus / Revenues								
Taxes / Taxation	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ 12,541,849	\$ 12,541,849
Redevances des usagers / User charges	261,858	998,202	338,912	114,790	64,057	3,619,845	153,587	5,551,251
Paiements de transfert - fédéral / Government transfers - Federal	-	-	-	196,031	1,345,307	-	-	1,541,338
Paiements de transfert - provincial / Government transfers - Provincial	117,684	127,808	134,738	19,266	39,701	-	989,691	1,428,888
Paiements de transfert - autres / Government transfers - other	-	-	13,602	49,610	445,177	10,000	-	518,389
Permis, licences et amendes / Permits, licenses and fines	7,953	7,730	-	350,082	6,525	1,909	384,524	758,723
Autres /Other	531,157	4,000	-	-	40,654	-	30,147	605,958
	<u>918,652</u>	<u>1,137,740</u>	<u>487,252</u>	<u>729,779</u>	<u>1,941,421</u>	<u>3,631,754</u>	<u>14,099,798</u>	<u>22,946,396</u>
Charges / Expenses								
Salaires et avantages sociaux /Salaries, wages and benefits	690,741	244,537	247,578	886,135	1,766,543	799,571	1,337,223	5,972,328
Matériaux / Materials	400,710	73,568	6,639	256,126	1,100,922	535,094	192,322	2,565,381
Intérêts sur la dette à long terme / Interest on long- term debt	15,370	-	-	38,071	87,419	189,305	2,377	332,542
Services contractuels / Contracted services	131,312	1,191,779	432,162	1,717,486	489,259	762,244	488,707	5,212,949
Contributions à d'autres organismes / Contributions to other organizations	109,780	-	-	169,201	-	-	24,795	303,776
Amortissement des immobilisations corporelles / Amortization of tangible capital assets	248,206	-	-	204,749	2,505,214	1,515,345	113,616	4,587,130
Perte sur dispositions d'immobilisations corporelles / Loss on disposal of tangible capital assets	13,240	-	-	-	(472,984)	112,187	-	(347,557)
	<u>1,609,359</u>	<u>1,509,884</u>	<u>686,379</u>	<u>3,271,768</u>	<u>5,476,373</u>	<u>3,913,746</u>	<u>2,159,040</u>	<u>18,626,549</u>
Excédent (déficit) net / Net surplus (deficit)	\$ (690,707)	\$ (372,144)	\$ (199,127)	\$ (2,541,989)	\$ (3,534,952)	\$ (281,992)	\$ 11,940,758	\$ 4,319,847

Corporation de la Municipalité de la Nation
Corporation of the Nation Municipality
Notes aux états financiers consolidés /
Notes to the Consolidated Financial Statements

31 décembre 2022 / December 31, 2022

16. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à la présentation des états financiers consolidés de l'exercice courant.

16. Comparative figures

Certain figures from the prior year were reclassified so that their presentation would correspond to the presentation in the current year consolidated financial statements.



FINANCE DEPARTMENT REPORT

Numéro de rapport : F-17-2023

Sujet : Auditeurs fin d'année 2023

Préparé par : Nadia Lockhart-Knebel, Trésorière

Révisé par : Josée Brizard, DG-Greffière

Date: le 11 septembre 2023

CONTEXTE:

Le contrat pour l'audit de fin d'année avec nos auditeurs actuels, BDO Canada SRL, a expiré avec l'achèvement de l'audit de l'exercice terminée le 31 décembre 2022. Le présent rapport a pour objet de demander au Conseil d'approuver la prolongation de ce contrat pour une année supplémentaire.

CONSIDÉRATIONS FINANCIÈRES:

Les honoraires d'audit facturés pour l'audit de l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'élevaient à 35 400 \$, à l'exclusion des frais d'administration et de technologie.

Les honoraires proposés pour l'audit de l'exercice clos le 31 décembre 2023 sont de 40 000 \$, plus 2 500 à 4 000 \$ pour l'audit des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et des instruments financiers, tous deux liés aux normes comptables qui entreront en vigueur en 2023 pour La Nation. Ainsi, le total des honoraires d'audit pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 se situerait entre 42 500 et 44 000 \$.

De plus amples détails sont inclus dans la proposition reçue de BDO, qui se trouve à l'annexe A.

AUTRES CONSIDÉRATIONS:

BDO est l'auditeur de la Nation depuis plusieurs années. Un changement d'auditeur entraîne un surcroît de travail important tant pour l'auditeur que pour le personnel de La Nation. Compte tenu des changements importants au personnel au cours de la dernière année et des nouvelles normes comptables qui seront appliquées au cours de l'année à venir, il serait préférable et plus facile de continuer avec BDO pour une année supplémentaire.

PIÈCES JOINTES:

Devis de BDO.

RECOMMANDATION:

Il est recommandé au Conseil d'approuver la prolongation du contrat avec BDO Canada SRL jusqu'à l'audit de l'année se terminant le 31 décembre 2023, aux honoraires d'audit proposés dans la lettre reçue de BDO.

Nadia Lockhart-Knebel, CPA
Trésorière

ANNEXE A



Tel: 613 690 2870
Fax: 613 237 9779
www.bdo.ca

BDO Canada LLP
180 Kent Street, Suite 1700
Ottawa, Ontario K1P 0B6
Canada

Le 27 août 2023

Mme Nadia Knebel, CPA, Trésorière
La Municipalité de La Nation
958 Route 500 Ouest
Casselman, Ontario, K0A 1M0

Chère Nadia

Comme discuté avec vous, il nous fait plaisir de vous faire parvenir notre estimé pour les honoraires pour l'audit de la Corporation de la Municipalité de La Nation pour l'année se terminant le 31 décembre 2023. Nous tenons à cœur notre relation d'affaires avec la Municipalité.

Nous voulons vous rappeler que vous êtes un client important pour le cabinet et que nous allons continuer à nous assurer de rencontrer vos échéanciers ainsi que vos attentes. De plus, vous allez continuer de recevoir, à aucun frais, nos publications et d'être invités à nos séminaires et webinaires.

Les honoraires que nous proposons pour l'audit des états financiers pour l'année se terminant le 31 décembre 2023 sont de 40 000\$. Nos honoraires sont sujets aux frais administratifs et à la TVH.

De plus pour l'année se terminant le 31 décembre 2023 nous devons auditer l'adoption des nouvelles normes selon les normes comptables pour le secteur public, notamment le Chapitre SP 3280 – Mise hors service d'immobilisations, le Chapitre SP 3400 - Revenus et le Chapitre SP 3450 – Instruments financiers. Nous proposons facturer ce travail selon le temps réel passé à nos taux horaires. Nous estimons présentement le travail entre 2 500\$ et 4 000\$.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à me contacter au 613-690-2978.

Sincèrement vôtres,

Annik Blanchard, CPA, CA, Associée
BDO Canada s.r.l. / LLP
Comptables professionnel agréés, experts-comptables autorisés



RAPPORT DU SERVICE DES FINANCES

Numéro du rapport : F-18-2023

Sujet : Options pour l'emprunt complexe sportif

Préparé par : Nadia Lockhart-Knebel, Trésorière

Révisé par : Josée Brizard, Directrice générale-Greffière

Date: le 11 septembre 2023

CONTEXTE:

Ce rapport fait suite au rapport F-12-2023 où il avait été mentionné que l'emprunt pour le complexe sportif devait être fermé soit avec Infrastructure Ontario ou une institution financière. Le présent rapport présente les résultats de la demande de devis pour un taux d'intérêts auprès des institutions financières afin de comparer ce résultat aux options avec Infrastructure Ontario.

RÉSULTATS DE LA DEMANDE DE DEVIS

Une demande de devis pour un taux d'intérêts pour un emprunt de 20 à 25 ans pour le complexe sportif a été envoyée à toutes les institutions financières pour lesquelles nous avons pu trouver un contact. Deux nous ont retourné des questions et une nous a remis un devis. Celui-ci est résumé ci-dessous :

RÉSUMÉ DU DEVIS REÇU DE DESJARDINS ONTARIO

Option 1 – Remboursement d'intérêts mensuellement, capital payé annuellement, sans option de remboursement supplémentaire

- Refinancé dans 3 ans – 5,77%
- Refinancé dans 5 ans – 5,60%

Option 2 – Remboursement capital et intérêts mensuellement, option de remboursement annuel supplémentaire jusqu'à 10% de l'emprunt

- Refinancé dans 3 ans – 5,92%
- Refinancé dans 5 ans – 5,75%

Option 3 – Remboursement capital et intérêts mensuellement, sans option de remboursement supplémentaire

- Refinancé dans 3 ans – 5,77%
- Refinancé dans 5 ans – 5,60%

Tous ces taux sont garantis jusqu'au 18 septembre 2023.

TAUX D'INFRASTRUCTURE ONTARIO

En date du 25 août 2023, les taux d'Infrastructure Ontario (IO) sont les suivants :

- Terme de 20 ans – 4,86%
- Terme de 25 ans – 4,88%

Les emprunts avec IO ne sont pas refinancés après un terme de 3 à 5 ans. Donc le taux cité serait le taux pour la durée de l'emprunt.

CONSIDÉRATIONS

TAUX D'INTÉRÊTS

Les taux cités selon le devis de Desjardins sont garantis jusqu'au 18 septembre. Les taux d'IO fluctuent jusqu'au jour où l'emprunt sera signé mais sont généralement plus bas que ceux d'une institution financière du fait que l'emprunt est fermé pour le terme.

Le taux de Desjardins est plus élevé mais l'emprunt peut être refinancé dans 3 à 5 ans. Si les taux d'intérêts baissent, le terme restant de l'emprunt sera à un taux plus bas, possiblement plus bas que le taux d'IO. Vu la situation économique et la volatilité des taux, il est suggéré d'aller avec un terme de refinancement dans 3 ans au lieu de 5.

TERME

Le complexe étant un édifice avec une durée de vie de plus de 25 ans, il est suggéré de prendre un emprunt de 25 ans. Un emprunt de 20 ans peut aussi être une possibilité, cependant les paiements seront plus élevés vu la durée plus courte de l'emprunt.

OPTIONS DE REMBOURSEMENT SUPPLÉMENTAIRE

Seul Desjardins offre des options de remboursement supplémentaire. Toutes les options ont des avantages et des désavantages cependant, il est suggéré de choisir une option sans remboursement supplémentaire afin d'économiser sur le taux d'intérêts. Aussi, vu la hausse générale des coûts, la situation économique en général, et les taux d'intérêts élevés, il est peu probable que des remboursements supplémentaires soient mêmes possible, du moins dans le court terme. Finalement, un remboursement de capital mensuel plutôt qu'annuel offre d'avantage d'économie sur les intérêts puisque le capital baisse mensuellement au lieu d'annuellement.

EN CHIFFRES

Les calculs ci-dessous sont basés sur un emprunt de 10 230 000 \$.

Avec les options proposées par Desjardins, les paiements annuels seraient tel que suit :

DESJARDINS				
	Refinancé dans	Taux	Paiement annuel* – emprunt 20 ans	Paiement annuel* – emprunt 25 ans
Option 1	3 ans	5,77%	875 317 \$	782 854 \$
	5 ans	5,60%	863 156 \$	770 099 \$
Option 2	3 ans	5,92%	873 835 \$	784 952 \$
	5 ans	5,75 %	861 878 \$	772 291 \$
Option 3	3 ans	5,77%	863 280 \$	773 775 \$
	5 ans	5,60 %	851 399 \$	761 203 \$

*capital & intérêts, pour la durée du premier terme

Selon les taux d'IO, les paiements annuels seraient tel que suit :

INFRASTRUCTURE ONTARIO			
Terme	Taux en date du 31 août 2023	Paiement annuel – emprunt 20 ans	Paiement annuel – emprunt 25 ans
20 ans	4,86%	800 698 \$	n/a
25 ans	4,88%	n/a	709 086 \$

Selon les tableaux ci-dessus, l'option 3 avec un emprunt de 25 ans avec refinancement dans 5 ans est la plus avantageuse avec Desjardins et l'option de terme de 25 ans est le plus avantageux avec IO.

Le département des finances peut mal estimer où se situeront les taux d'intérêts dans 3 à 5, voire 10, ans mais selon les prévisions et les buts gouvernementaux, il est possible que ceux-ci baissent. Les tableaux ci-dessous explorent la possibilité d'économies d'intérêts en allant avec un emprunt qui peut être refinancé à tous les trois ou cinq ans. Les scénarios démontrent une baisse des taux très conservateur mais comme le futur ne peut être prédit, mieux vaut y aller de cette manière pour fins d'illustration. Si les taux baissent d'avantage, les économies seront plus grandes et ce à moins long terme.

Estimé de l'économie des intérêts sur 25 ans avec refinancement dans 3 ans (IO vs Desjardins option 3)

Année	1-3	4-6	7-11	12	13	14	15	16	17-25
Taux d'intérêts	4,88%	4,88%	4,88%	4,88%	4,88%	4,88%	4,88%	4,88%	4,88%
Intérêts IO	1 450 730	1 344 302	1 957 341	342 372	324 071	304 856	284 683	263 502	1 225 298
Cumul intérêts IO	1 450 730	2 795 032	4 752 373	5 094 745	5 418 816	5 723 672	6 008 355	6 271 857	7 497 155
Taux d'intérêts	5,77%	4,77%	4,35%	4,35%	4,35%	4,35%	4,35%	3,85%	3,85%
Desjardins intérêts	1 721 862	1 32 897	1 748 750	268 795	253 369	237 338	220 678	203 366	930 047
Cumul Desjardins intérêts	1 721 862	3 045 759	4 794 510	5 063 305	5 316 673	5 554 011	5 774 689	5 978 056	6 908 103
Différence	-271 132	-250 727	-42 137	31 440	102 143	169 661	233 666	293 801	589 052

Estimé de l'économie des intérêts sur 25 ans avec refinancement dans 5 ans (IO vs Desjardins option 3)

Année	1-5	6-10	11	12	13	14	15	16-20	21-25
Taux d'intérêts	4,88%	4,88%	4,88%	4,88%	4,88%	4,88%	4,88%	4,88%	4,88%
Intérêts IO	2 359 740	2 032 829	359 804	342 372	324 071	304 856	284 683	1 083 757	405 042
Cumul intérêts IO	2 359 740	4 392 569	4 752 373	5 094 745	5 418 816	5 723 672	6 008 355	7 092 112	7 497 155
Taux d'intérêts	5,60%	4,35%	3,85%	3,85%	3,85%	3,85%	3,85%	3,85%	3,85%
Desjardins intérêts	2 722 256	1 824 148	283 759	268 908	253 475	237 437	220 771	830 086	303 802
Cumul Desjardins intérêts	2 722 256	4 546 403	4 830 162	5 099 070	5 352 544	5 589 981	5 810 752	6 640 838	6 944 640
Différence	-362 516	-153 834	-77 789	-4 325	66 272	133 691	197 603	451 274	552 515

Pour les deux scénarios, l'économie d'intérêts débute environ au milieu du terme total de l'emprunt. Il est donc important de retenir que le risque peut rapporter mais à moyen-terme plutôt qu'à court terme. Aussi, pour un terme de trois ans, nous payons plus en intérêts pendant le terme initial mais ceci offre une possibilité de renégocier le taux d'intérêts plus rapidement et voir une plus grande économie à long terme.

Le choix reste un pari. Si les taux baissent, la municipalité regagne à prendre l'emprunt avec Desjardins. S'ils montent, IO est plus avantageux. Aussi, la rapidité des économies dépend de la volatilité des taux. Le tableau ci-dessous résume les avantages et les désavantages de chaque option.

	AVANTAGES	DÉSAVANTAGES
Desjardins	Possibilité de profiter de taux d'intérêts plus bas à long-terme	Taux d'intérêts initial plus élevé
	Option de remboursement de capital à la fin de chaque terme	
	Option de terme de 3 ou 5 ans offrant l'option d'obtenir un meilleur taux au refinancement	
Infrastructure Ontario	Taux fixe, donc à l'abri de la volatilité du marché	Taux fixe, si les taux d'intérêts baissent nous sommes fixés à un taux plus élevé pour la durée de l'emprunt
		Aucune option de remboursement de capital pendant la durée de l'emprunt
		Aucune option de refinancement de disponible

CONCLUSION

Pour conclure, prendre le risque d'un taux d'intérêts plus élevé avec Desjardins pour tenter de profiter d'un taux plus bas que celui d'Infrastructure Ontario dans le moyen terme demeure la meilleure option. La flexibilité de l'emprunt avec Desjardins nous permettra aussi d'évaluer d'autres options à la fin d'un terme si les taux ne baisseraient pas. Finalement, vu la tendance économique qui pointe vers une baisse éventuelle des taux, un terme de trois ans plutôt que cinq pour un terme initial serait une bonne option pour aller profiter de la possible baisse plus rapidement.

PIÈCE JOINTE

Rapport F-12-2023

RECOMMANDATION

Que le conseil approuve un emprunt sans remboursement supplémentaire d'une durée de 25 ans avec terme de refinancement de trois ans avec Desjardins Ontario aux taux de 5,77% (garanti jusqu'au 18 septembre).

Nadia Lockhart-Knebel, CPA
Trésorière



RAPPORT DU SERVICE DES FINANCES

Numéro du rapport : F-12-2023

Sujet : Emprunt temporaire avec IO et emprunt à long terme

Préparé par : Nadia Lockhart-Knebel, Trésorière

Révisé par : Josée Brizard, Directrice générale-Greffière

Date: le 14 juillet 2023

CONTEXTE:

En janvier 2022, un prêt progressif a été obtenu auprès d'Infrastructure Ontario (IO) pour financer les coûts de construction du complexe sportif. Le règlement 20-2022 a approuvé l'emprunt à court terme qui serait éventuellement converti en emprunt à long terme une fois la construction terminée. Le montant total du prêt approuvé était de 11 673 942 \$.

La construction a été achevée en 2023 et le retrait final a eu lieu en février 2023.

Le présent rapport a deux raisons d'être :

1. Discuter du montant à rembourser à l'IO parce que le montant prélevé était plus élevé qu'il n'aurait dû l'être.
2. Informer le Conseil des prochaines étapes concernant l'emprunt à long terme.

REMBOURSEMENT À IO

Un récapitulatif des coûts du projet et des financements obtenus est présenté ci-dessous.

RÉCAPITULATION 2019-2023

Coût du projet (sans inclure les intérêts & correction de la route)		14 680 400 \$
Financement		
Provenant des taxes	1 160 661 \$	
Transfert des réserves	1 198 463 \$	
Octroi – CCBF	187 500 \$	
Octroi recevable – CCBF	562 500 \$	
Transfert des redevances d'aménagement	551 258 \$	
Dons reçus	387 937 \$	
Dons recevables	170 000 \$	4 218 318 \$
Coût net du projet		10 462 082 \$
Emprunts fait à date		11 672 942 \$
Solde emprunté en trop		-1 210 860 \$

Le montant à rembourser est dû aux différences suivantes entre le montant réel et le montant prévu dans la demande de prêt. Ces différences sont réconciliées ci-dessous :

	Projeté	Réel	Différence	Commentaires
<i>Revenus de :</i>				
Levée de fonds	230 000 \$	557 937 \$	327 937 \$	
Subvention	750 000 \$	750 000 \$	- \$	
Redevances d'aménagement	383 236 \$	551 258 \$	168 022 \$	
Réserves	1 962 822 \$	1 198 463 \$	-764 359 \$	
	<u>3 326 058 \$</u>	<u>3 057 657 \$</u>	<u>-268 401 \$</u>	<i>Coût réel plus bas que coût projeté</i>
Coût du projet	15 000 000 \$	14 680 400 \$	319 600 \$	<i>Coût réel plus bas que coût projeté</i>
			<u>51 200 \$</u>	
				<i>Ceci a été omis en tant que source de revenus sur l'application du prêt</i>
Revenus de taxes	- \$	1 160 661 \$	1 160 661 \$	
Emprunt requis	<u>-11 673 942 \$</u>	<u>-10 462 082 \$</u>	<u>1 211 860 \$</u>	
Solde non perçu			-1 000 \$	
Solde emprunté en trop (ci-dessus)			<u>-1 210 860 \$</u>	
Solde non expliqué			<u><u>- \$</u></u>	

Lorsque les prélèvements ont été effectués et la projection fait, les revenus provenant des taxes ont été omises. Ainsi, le montant prélevé sur l'emprunt temporaire a été supérieur aux besoins et ce montant doit être remboursé à l'IO avant la conversion de l'emprunt temporaire en emprunt à long terme.

Le montant dû à l'IO est inclus dans les payables.

EMPRUNT À LONG-TERME

L'emprunt temporaire doit être converti en un prêt à long terme pour commencer à le rembourser. Il est à noter que seuls les intérêts étaient dus sur l'emprunt temporaire.

Au 24 juillet 2023, les taux d'intérêt débiteurs de l'IO sont les suivants:

- Emprunt de 20 ans 4,65%
- Emprunt de 25 ans 4,67%

Toutefois, compte tenu de la récente augmentation du taux préférentiel (qui est actuellement de 5 %) et du fait que la Banque du Canada prévoit peut-être une autre augmentation, il est probable que le taux soit plus élevé au moment où le prêt sera fermé. Il est important de savoir que lorsqu'un prêt est fait avec IO, le taux est barré pour la durée du prêt. Les prêts IO ne sont pas refinancés tous les trois à cinq ans comme ils le seraient auprès d'une autre institution financière. Par conséquent, avant de s'engager avec un prêt fermé avec IO, il serait judicieux d'obtenir des devis auprès d'autres institutions financières. Bien que le taux pour la période initiale puisse être plus élevé, la municipalité

pourrait être gagnante à long terme lorsque le prêt est refinancé dans quelques années si les taux d'intérêt ont baissé.

Le processus d'obtention de devis a commencé et le service des finances reviendra devant le conseil dans les semaines à venir avec un rapport de suivi présentant les résultats, les considérations financières et les options.

RECOMMANDATION

Il est recommandé que le conseil approuve le remboursement de 1 210 860 \$ à Infrastructure Ontario.

Il est recommandé au conseil d'approuver l'obtention de devis auprès d'autres institutions financières avant de faire l'emprunt à long terme avec Infrastructure Ontario.

Nadia Lockhart-Knebel, CPA
Trésorière



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: TP-18-2023

Sujet : 2^e location pour chargeuse sur pneus

Préparé par : Joanne Bougie-Normand, assistante au directeur

Révisé par: Marc Legault, directeur des Travaux publics

Révisé par : Hugo Pouliot, directeur adjoint des Travaux publics

Révisé par : Josée Brizard, directrice générale-greffière

Révisé par : Nadia Knebel, trésorière

Date de la réunion : 11 septembre 2023

Contexte

La voirie loue, actuellement 6 mois une rétrocaveuse et 6 mois un chargeur sur pneus ce qui représente un paiement d'environ 5 000\$ par mois pour les deux équipements.

Rapport

Nous avons lancé un appel d'offres dans le but de louer un seul équipement à l'année pour d'obtenir un meilleur prix. C'est toujours plus dispendieux de louer un équipement 6 mois que toute l'année. Après avoir examiné les offres, on peut réaliser une grande économie de 2 124,46\$ par mois. Les paiements mensuels de location seraient pris à partir du compte -4000-6015-5230 du budget d'exploitation de la voirie 2023.

L'appel d'offres Road-12-2023 a été publié sur la plateforme numérique «Bids & Tenders» pendant un mois. Six compagnies ont déposé une soumission.

Soumissionnaire / Marque	Achat Avant taxe	Option 1 Location – 36 mois	Option 2 Location – 60 mois Paiement de rachat
Eastrock Equipment Inc. – Doosan	222 000 \$	2 875,54 \$ / mois	3 881,46 \$ / mois
J.R. Brisson Equipment Ltée – Case	269 377 \$	3 720,67 \$ / mois	5 270,00 \$ / mois
Brandt Tractor Ltd. – John Deere	315 000 \$	5 401,77 \$ / mois	6 034,58 \$ / mois
Toromont Cat - Cat	312 900 \$	6 624,37 \$ / mois	6 185,56 \$ / mois
Tri City Equipment – Cat	347 000 \$	0	0
Wajax Equipment – Hitachi	315 000 \$	5 397,03 \$ / mois	5 851,99 \$ / mois

Je recommande la soumission la compagnie Eastrock Equipment Inc. – Option 1 – location 36 mois pour 2023 Doosan, modèle DL220 étant la plus basse et qui répond à nos exigences. Livraison demandée est le 15 septembre.

Considérations financières

Nouvelle location – chargeur sur pneus	Montant
Paieement mensuel, sans taxes	2 875,54 \$
Portion TVH non remboursable	50,61 \$
Coût total à la municipalité par mois	2 926,15\$

Le détail des comptes N-4000-6015-xxxx pour « backhoe 6015 » :

Budget 2023	29 100,00 \$
Moins - Dépenses à jour	<u>(12 446,33) \$</u>
Sous-total :	16 653,67 \$
Moins - Location de septembre de J.R. Brisson	(4 334,98) \$
Moins – Nouveaux paiements de septembre à décembre (2 926,15 \$ incluant nette TVH) X 4 mois – chargeuse	(11 704,80\$)
Solde restant disponible	614,09 \$

Recommandation

« Il est résolu que le Conseil accepte la recommandation présentée par le directeur des Travaux publics dans son rapport TP-18-2023 et que la soumission Road-12-2023, option 1 soit accordée à Eastrock Equipment Inc. pour un 2023 Doosan, modèle DL220 au coût de 2 875,54\$ plus taxe par mois pour la location de 36 mois d'une chargeuse sur pneus selon les spécifications demandées.

De plus, il résolu que la trésorière et le maire soient autorisés à signer les documents pour ladite location ».

Marc Legault

29/8/2023



Rapport au Conseil

Numéro de rapport: FD-CR-01-2023

Sujet: Mise à jour de la gestion du service des incendies

Préparé par : Mario Villeneuve, Chef pompier

Révisé par : Josée Brizard, Directrice générale et greffière

Date de la réunion : 11 septembre 2023

Contexte

Ce rapport a pour but d'informer le conseil municipal des mesures déjà prises pour la gestion du service d'incendie et de présenter un plan de travail pour l'avenir. Nous demandons également l'appui du conseil pour suspendre la capacité de sauvetage sur l'eau et la glace du service jusqu'à ce qu'un nouveau règlement d'établissement et de réglementation soit mis en place.

Rapport

Depuis le 16 juin 2023, le service des incendies de Clarence-Rockland a débuté son contrat de gestion avec la municipalité de La Nation. Mario Villeneuve a été nommé chef pompiers et Mario Cardinal a été nommé chef adjoint pompiers le 14 août. Depuis ces embauches, nous avons tenu de nombreuses réunions avec l'équipe de gestion de la municipalité pour discuter des procédures, des achats, du budget, des rapports et de la sécurité.

En visitant les cinq casernes de pompiers, nous avons déjà établi un plan d'action pour l'entretien des casernes et des véhicules. À court terme, nous devons nous assurer que nos casernes sont sécuritaires et opérationnelles et que nos véhicules d'urgence satisfont aux tests de sécurité.

Nous avons déjà rencontré les cinq chefs de district pour discuter des problèmes rencontrés dans leurs stations respectives et nous avons présenté la liste suivante pour faire avancer les choses :

- Système de gestion des dossiers ICO
- Nouveau format de paie ICO
- Site web pour tous les pompiers
- Plan de formation comprenant la formation des formateurs
- Entretien des casernes
- Entretien des véhicules
- Budget et achats
- Recrutement

Notre prochaine réunion est prévue le 5 septembre et nous commencerons les réunions de caserne la semaine suivante. Le but de ces réunions est de rencontrer les pompiers dans leur environnement respectif et de discuter des problèmes locaux. Ce sera un moment privilégié pour clarifier les incertitudes que les membres peuvent avoir quant à l'avenir de leur service des incendies.

Au cours de nos réunions préliminaires, il est devenu évident que les capacités de sauvetage sur glace et dans l'eau du service d'incendie de La Nation ne sont pas conformes aux normes actuelles, car l'équipe originale de pompiers formés à ce niveau a quitté le service ou n'a pas été recertifiée depuis de nombreuses années. De plus, aucun de nos membres n'est formé aux normes actuelles NFPA 1006 pour le sauvetage sur glace et dans l'eau et nous recommandons donc que ce service soit

suspendu jusqu'à ce qu'un nouveau règlement d'établissement et de réglementation soit mis en place. Nous porterons également à l'attention du Conseil, à une date ultérieure, des accords d'aide automatique afin de garantir à nos résidents une capacité de sauvetage sur glace et dans l'eau.

Enfin, vous trouverez en annexe de ce rapport un plan de travail que nous avons élaboré pour nous donner des indications sur ce qui doit être fait et à quel moment. Un grand nombre d'activités se dérouleront en même temps afin d'atteindre les objectifs dans un délai raisonnable. De plus amples détails seront présentés au conseil municipal lors de la réunion ordinaire.

Pertinence par rapport aux priorités

Les recommandations de ce rapport sont conformes à l'accord de gestion du service d'incendie avec Clarence-Rockland et aux recommandations du plan directeur Plan directeur de lutte contre les incendies de La Nation.

Considérations financières

Toutes les recommandations identifiées dans ce rapport seront financées dans le cadre de l'enveloppe budgétaire existante pour 2023 ou seront présentées dans le cadre du processus budgétaire 2024.

Recommandations

Il est respectueusement recommandé au Conseil municipal que :

- 1- Que le Conseil reçoive le rapport numéro FD-CR-01-2023 à titre d'information.
- 2- Que le Conseil accepte de suspendre sa capacité de sauvetage sur glace et sur l'eau jusqu'à ce qu'un règlement d'établissement et de réglementation révisé soit présenté au Conseil.

Pièces jointes

Annexe A : Plan de travail pour les services des incendies de La Nation.

Daniel Boisvenue
Conseiller, Quartier 5
Municipalité de la Nation

24 août, 2023

À qui de droit,

Je vous écris au nom des résidents du Quartier 5 au sein de la Municipalité de la Nation afin de traiter d'un problème critique qui affecte notre communauté. Il nous est parvenu qu'il existe un grave manque de places disponibles en garderie dans nos zones rurales. Cette question n'affecte pas seulement le bien-être de nos familles, mais entrave également la croissance et le développement globaux de notre région.

Ces dernières années, notre communauté a été témoin d'une augmentation constante des jeunes familles choisissant de résider dans notre cadre rural pittoresque. Bien que cette tendance soit prometteuse, elle a également mis en lumière le besoin pressant d'installations de garde d'enfants accessibles et de haute qualité. Malheureusement, les options de garderie existantes sont limitées en nombre et atteignent souvent leur capacité bien trop rapidement, laissant de nombreux parents lutter pour trouver une garde fiable et sûre pour leurs enfants.

Reconnaissant le rôle significatif que jouent l'éducation de la petite enfance et les services de garde dans le tissu social et économique de notre communauté, nous sollicitons respectueusement l'assistance des Comtés unis de Prescott et Russell et du Gouvernement de la Province de l'Ontario. Plus précisément, nous exhortons ces deux entités à reconnaître l'urgence de la situation et à collaborer pour résoudre ce déficit en places de garderie.

En déclarant le manque de places en garderie dans les zones rurales comme une priorité, nous pensons que des financements ciblés et un soutien peuvent être alloués pour aider à établir des centres de garde d'enfants supplémentaires ou pour agrandir ceux déjà existants. De plus, des initiatives visant à encourager l'investissement du secteur privé dans l'infrastructure de garde d'enfants pourraient également être explorées.

Nous sommes fermement convaincus qu'en travaillant ensemble, nous pouvons surmonter ce défi et nous assurer que notre communauté reste un endroit attrayant et favorable à l'épanouissement des familles. Nous sommes engagés à contribuer nos efforts et nos ressources pour trouver des solutions viables, et nous sollicitons humblement le partenariat et l'assistance des niveaux supérieurs de gouvernement dans cette entreprise.

Nous vous remercions de votre attention à cette question. Nous attendons avec impatience votre réponse et l'opportunité de collaborer pour répondre aux besoins en garderie de notre communauté rurale.

Cordialement,

Daniel Boisvenue
Conseiller, Quartier 5
Municipalité de la Nation



When you don't know
where to turn.

211 Services in Ontario

La Nation Municipal Council
September 11th, 2023

John Hoyles, Executive Director
Community Navigation of Eastern
Ontario



Make the Connection. **Call 2-1-1**

Free | Confidential | 24/7 | 150+ Languages | Live Answer

www.211Ontario.ca



What #-1-1 numbers do you know?



When you don't know
where to turn.





Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

www.crtc.gc.ca



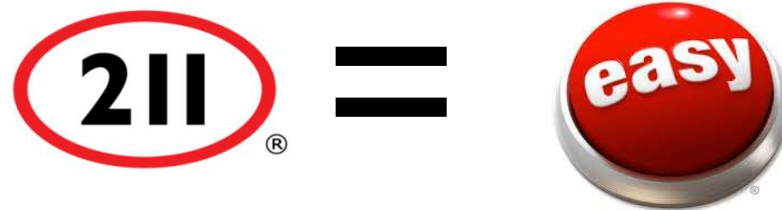
- 211** – public information & referral services
- 311** - non-emergency municipal government services
- 411** - directory assistance
- 511** – weather and traveler information
- 611** - telephone company
- 711** - message relay for telephone devices for the Deaf
- 811** - non-urgent health care telephone triage services
- 911** - emergency services



When you don't know
where to turn.

What is 211?

- Free information and referral (I&R) to the most comprehensive database of community, social, health and related government services in Ontario
- First point of access to human service resources throughout Ontario



211's Presence

BEFORE:

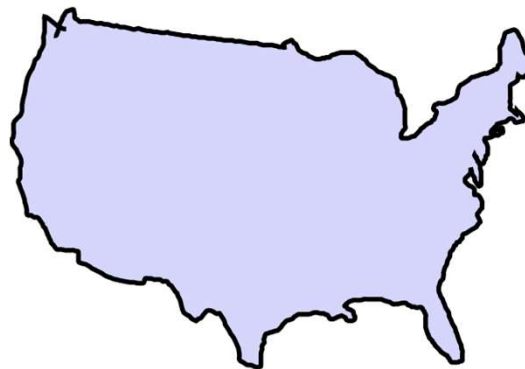
- British Columbia
- Alberta
- Saskatchewan
- Ontario
- Nova Scotia
- Prince Edward Island
- Most of Quebec*

NEWish (2020):

- Yukon
- Northwest Territories
- Nunavut
- Manitoba
- New Brunswick
- Newfoundland and Labrador



94.2% - United States
(306 millions of Americans)



When you don't know
where to turn.

Key Features of 211

- **Targeted, live, confidential help:** all 211 phone calls answered by certified Information and Referral specialists (not automated systems)
- **Free:** no cost to access information and referral services
- **Multilingual:** capable of serving in more than **150 languages**
- **Around-the-clock access:** available 24/7/365
- **Standards-driven:** all 211 centres must meet the quality assurance standards of the Alliance of Information and Referral Systems (AIRS)



Professionally Accredited



Accreditation provides objective evidence of achievement across 28 standards, measured against 221 quality indicators.

SERVICE DELIVERY.....	1
Standard 1: Assessment and Referral Provision.....	1
Standard 2: Information Provision.....	3
Standard 3: Inquirer Advocacy.....	4
Standard 4: Crisis Intervention.....	5
Standard 5: Follow-Up.....	7
Standard 6: Additional Channels for Access.....	8
RESOURCE DATABASE.....	9
Standard 7: Inclusion/Exclusion Criteria.....	9
Standard 8: Data Elements.....	10
Standard 9: Classification System/Taxonomy.....	13
Standard 10: Content Management and Indexing.....	14
Standard 11: Database Search Methods.....	16
Standard 12: Database Maintenance.....	17
REPORTS AND MEASURES.....	18
Standard 13: Inquirer Data Collection.....	19
Standard 14: Data Analysis and Reporting.....	21
COOPERATIVE RELATIONSHIPS.....	22
Standard 15: Cooperative Relationships Within the I&R System.....	22
Standard 16: Cooperative Relationships With Service Providers.....	24
DISASTER PREPAREDNESS.....	24
Standard 17: Emergency Operations and Business Contingency Plan.....	25
Standard 18: Formal Relationships with Government and Private Sector Emergency Operations and Relief Agencies.....	26
Standard 19: Disaster Resources.....	26
Standard 20: Disaster-Related I&R Service Delivery.....	27
Standard 21: Disaster-Related Inquirer Data Collection/Reports.....	29
Standard 22: Disaster-Related Technology Requirements.....	29
Standard 23: Disaster Training and Exercise.....	30
ORGANIZATIONAL EFFECTIVENESS.....	31
Standard 24: Governance.....	31
Standard 25: Personnel Administration.....	33
Standard 26: Staff Training.....	37
Standard 27: Promotion and Outreach.....	38
Standard 28: Program Evaluation and Quality Assurance.....	39

Components of 211 Service



Public Inquiry

1



Online Directories

2



Caller Needs

3

1

Public Inquiry – call us!

Total contacts to 211
answered in Ontario
(Jan-Dec 2022)

260,513

- Information and referral services provided over the phone
- Dial 2-1-1 (no area code required)
- Using VOIP and/or can't dial three-digit numbers?
Call 613-761-9076 or 1-877-761-9076
- TTY: 1-855-405-7446
- Chat and Text
- Answered by professionally trained specialists who assess needs and refer to the most appropriate services
- Our work with people who have complex needs/ongoing needs





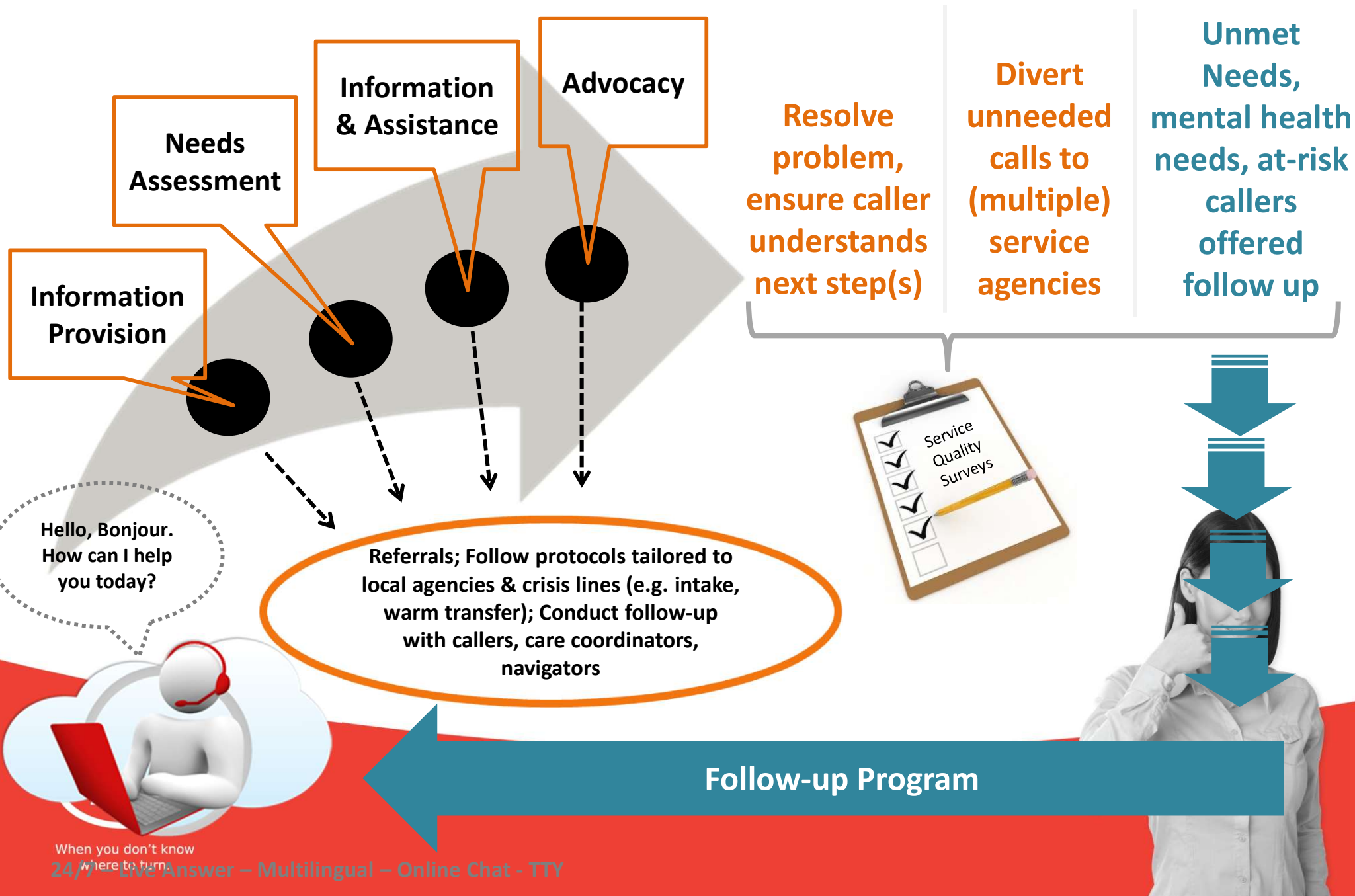
Community Navigators

- Trained to conduct an assessment of inquirer's problems and needs, explain options, provide information and referrals to resources
 - Advocate on behalf of those who need special support
 - Conduct follow up in situations where someone is at risk and/or vulnerable
 - Prepared to assess and meet the immediate, short-term needs of inquirers who are experiencing a crisis
 - Skilled to answer multiple phone lines and follow customized protocols
- * Re-certification is required every two years

Broader training:

- Crisis Intervention; Suicide Intervention; Mental Health First Aid
- Bridges Out of Poverty
- Difficult populations; Motivating Healthy Behavior
- Housing First; Homelessness Diversion; Housing Instability Acuity (VI-SPDAT)
- First Nations Mental Wellness; Indigenous Cultural Safety Training
- LGBTQ+ Cultural Competency
- Human Trafficking Risk Diversion
- Race and Racism Cultural Competency

Information & Referral





Public Inquiry – chat with us

- Available in English and French through www.211ontario.ca



[HOME](#) » [CHAT WITH 211](#)

Chat with 211

Live chat service is available Monday to Friday from 7am-9pm ET. You can also call our 211 telephone service anytime.





Public
Inquiry –
Send us
an e-mail
or use
our
Contact
Us Form



CALL 2-1-1



EMAIL 2-1-1



LIVE CHAT

Email Inquiries

If your request is urgent, please dial 2-1-1 as email is not monitored 24/7. We recommend using your business contact information for privacy reasons. We are committed to keeping your privacy protected and your information confidential at all times.

Choose a topic

- Get help finding a service
- Report a technical problem
- Suggest a listing
- Other

NAME*

ORGANIZATION

EMAIL*

POSTAL CODE



CNEO IS A **PILLAR** of our community
by THE COMMUNITY.
for THE COMMUNITY.

- Bien que nous servirons tous ceux et toutes celles qui font appel aux services communautaires, notre focus primaire est axé sur les **populations vulnérables**.
- We also serve our partners: **social and community organizations** in Eastern Ontario to whom we refer clients.
- And all roads lead to mental and physical health, and well-being
 - Mental health support
 - Addiction
 - Childcare
 - Housing
 - Employment and financial assistance
 - Information on where to get clothing, food, and shelter in times of crisis

2

Database of resources: 211Ontario.ca

- An online directory of more than 60,000 services
- Available to the public
- Gathers all provincial local databases of resources into one portal

[Topics](#) [Working With 211](#) [Blog](#) [About](#)

Find programs and services in your community.

Navigate the network of human services quickly and easily.

NEW

 [Try the Search Help Tool](#)





Data Curators / Resource Specialists

- Manage a province-wide inventory of community, social, health and government services, including details about the services provided and the conditions under which they are available
 - Contact all listed organizations and programs at least annually to update their information
 - Continually monitor news and social media for changes and additions to services
 - Create and maintain custom data sets to meet local needs
 - Use technology tools to share community resource data
 - Use custom software to create online directories on local topics or service needs
- * Re-certification is required every two years

Broader training:

- Inclusion/exclusion criteria
- Mandatory & recommended data elements
- Taxonomy classification system
- Content management & indexing



Database of resources: Eastern Ontario Portal <https://211easternontario.ca>

Community Navigation of Eastern Ontario
Navigation communautaire de l'Est ontarien

CNEO NCEO

Phone: 2-1-1 or 613-761-9076

Administration: 613-683-5400

Toll Free: 1-877-761-9076



[ABOUT US](#)

[INFORMATION / REPORTS](#)

[DATABASE / RESOURCES](#)

[CONTACT CENTRE / REFERRAL](#)

[PARTNERSHIPS](#)

[FRANÇAIS](#)

Search our Database

Located Near

OR

Serving

 Enter location

Select the closest town or city, or enter your postal code.

▼ Location List

Topic Search

OR

Keyword Search



Abuse / Assault



Community Programs



Disabilities



Emergency / Crisis



Employment / Training



Community Information Bulletin

- [News](#)
- [Employment & Volunteering](#)
- [Workshops & Professional Development](#)
- [Support Groups](#)
- [Health Information](#)
- [General Information](#)

211 Eastern Region - Ontario



Search



Message



Live Chat

Toll-Free Phone: 1-877-761-9076

TTY: 1-888-340-1001



Eastern Ontario Portal:

<https://211easternontario.ca>

Topic Search

OR

Keyword Search

 Food



Food Banks

Programs that distribute free groceries or vouchers to eligible individuals and families on low incomes. Typically operate one or two days a week, and serve only those residing within specific geographic boundaries.

Free / Low-Cost Meals

Community programs generally open to all, but focused on individuals who are on low incomes, homeless or unemployed.

Home Delivered Meals

Programs such as Meals on Wheels that deliver prepared meals to the homes of older adults and people with disabilities unable to prepare their own meals, or whose mobility is limited.

Infant Formula / Baby Food

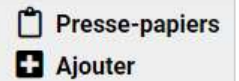
Programs that may be able to supply baby supplies, usually in addition to other groceries.

School Meal Programs

Programs that provide free or low-cost meals or snacks to school children.

Centre de santé communautaire de l'Estrie

Centre de santé communautaire de l'Estrie (CSCE), Limoges



[Accueil](#) > [Chercher](#) > [Résultats](#) > [Agence](#) > [Service](#)

Description

Soins de santé primaire, soins de santé mentale et promotion de la santé

- vise à améliorer la santé des membres de la communauté, et à favoriser l'autonomie et la responsabilisation des personnes
- auprès de la communauté francophone

Programme de santé communautaire :

- améliorer la santé des membres de la communauté

Programme de santé mentale :

- services de soutien, évaluation, orientation, thérapie individuelle, familiale ou de groupe

Programme de santé physique :

- services consultatifs avec des professionnels des soins médicaux, infirmiers et nutritionnels
- examens médicaux complets avec rendez-vous de suivi
- évaluation médicale, électrocardiogrammes, services experts de laboratoire

Admissibilité

Pas de restrictions

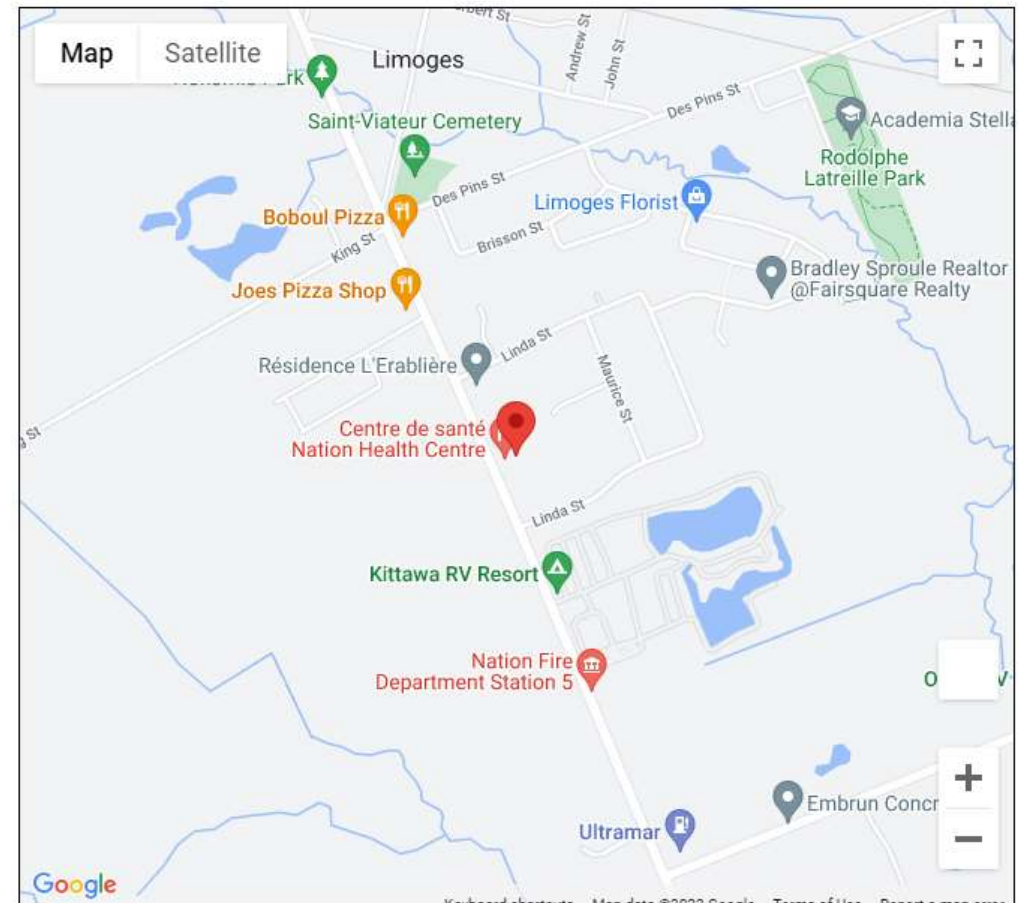
Processus de demande

Appeler, envoyer un courriel ou visiter le site Internet pour plus de renseignements

Bureau

613-557-2210

Fax
613-



Adresse

601, chemin Limoges, Bureau 201
The Nation Municipality, ON, K0A 2M0
Intersection : autoroute 5 et rue Linda
[Ouvrir dans Google Maps](#)

2

Eastern Ontario Portal: easternontario.cioc.ca

<https://www.cscestrie.on.ca>

Courriel

info@cscestrie.on.ca

Adresse postale

601, chemin Limoges
Bureau 201
The Nation Municipality, ON, K0A 2M0
Canada

Langues

anglais, français

Honoraires

Aucun

Documents requis

Aucun document requis

Accessibilité

Entièrement accessible

Sujets

- [Soins de santé - Trouver un professionnel de la santé](#)

Médias sociaux



Informations sur l'agence

[Voir le profil de l'agence](#)

Droits d'auteur

Community Navigation of Eastern Ontario / Navigation communautaire de l'Est ontarien

Heures d'ouverture

Lun	0900 à 1630
Mar	0900 à 1630
Mer	1300 à 200
Jeu	0900 à 1630

Lun, mar, jeu 9 h-16 h 30, mer 13 h-20 h * La clinique est fermée le vendredi

Zone de service

- Prescott et Russell (Comtés unis)
- Stormont, Dundas et Glengarry (Comtés unis)

Nouvelle recherche

Proposer une mise à jour

Partager



2

Database of Resources

- If you find something that doesn't add up... we want to hear about it!

 Edit Listing

 Suggest New Listing

Copyright

Community Navigation of Eastern Ontario / Navigation communautaire de l'Est ontarien

Last Verified On

August 11, 2023

Or: write to us at data@cneo-nceo.ca or call the 211 line!



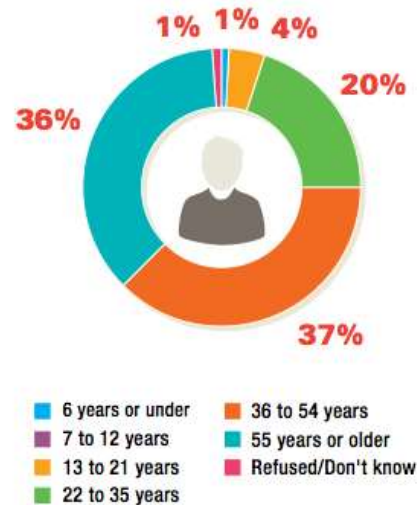
3

Tracking Caller Needs

- Capturing the needs of callers as well as the needs that remain unmet after calling 211
- 211 also captures demographic information to make the best referral
- Information that can be shared with funders and planners to ensure that dollars are invested where they are most needed

Who calls 211?

Age of person needing assistance



Income of person needing assistance



211 Ontario Business Intelligence System Prescott and Russell Counties



Caller Demographics



Last Refreshed: 8/27/2023 11:59:00 PM

Date Range

01/01/2022 31/12/2022

Filters

- Province ▼
- 211 Region of the C ▼
- Prescott And R... × ▼
- City ▼
- Community ▼
- 211 Team ▼
- Contact Method ▼
- Age ▼
- Gender ▼
- Language ▼
- Abusive behaviour? ▼

Call Reports - Selected Year

658

Total Needs - Selected Year

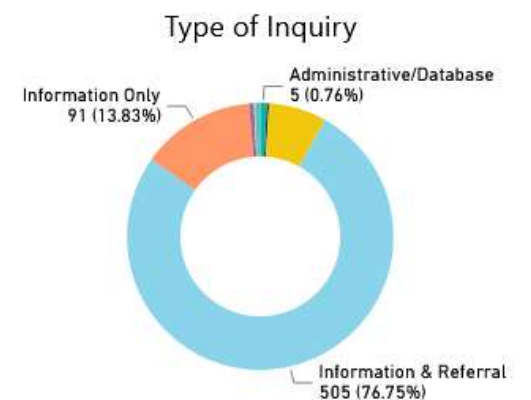
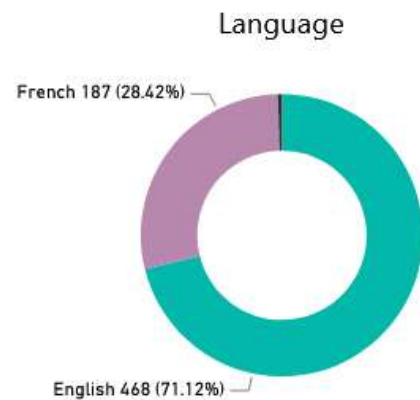
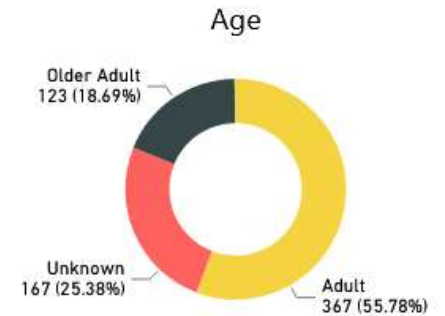
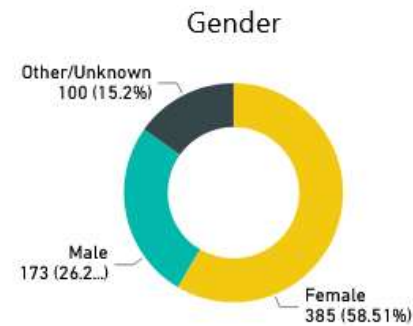
813

Call Reports - Previous Year

909

Total Needs - Previous Year

1,075



211 Ontario Business Intelligence System – Ontario-Wide



Caller Demographics



Last Refreshed: 4/17/2023 11:42:00 PM

Date Range

1/1/2022 12/31/2022

Call Reports - Selected Year

256,605

Total Needs - Selected Year

265,179

Call Reports - Previous Year

321,748

Total Needs - Previous Year

327,362

Filters

Province ▼

211 Region of the C ▼

County/Region ▼

City ▼

Community ▼

211 Team ▼

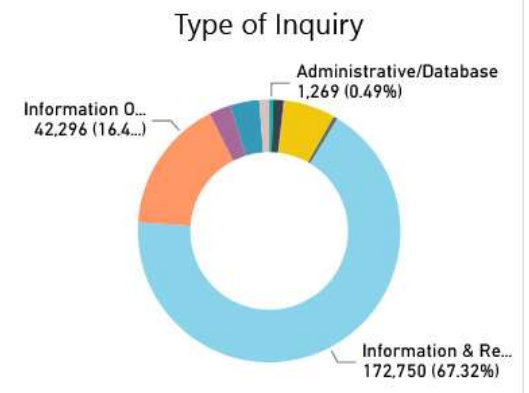
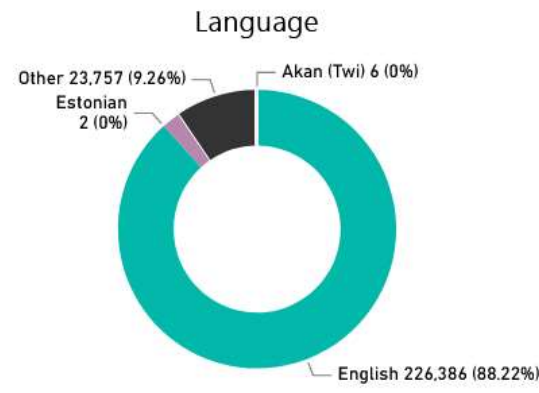
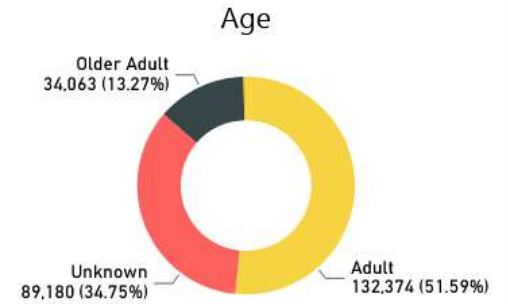
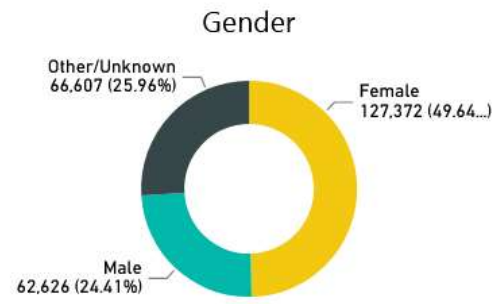
Contact Method ▼

Age ▼

Gender ▼

Language ▼

Abusive behaviour? ▼



211 Ontario Business Intelligence System Prescott and Russell



Date Range
01/01/2022 31/12/2022

Needs Identified

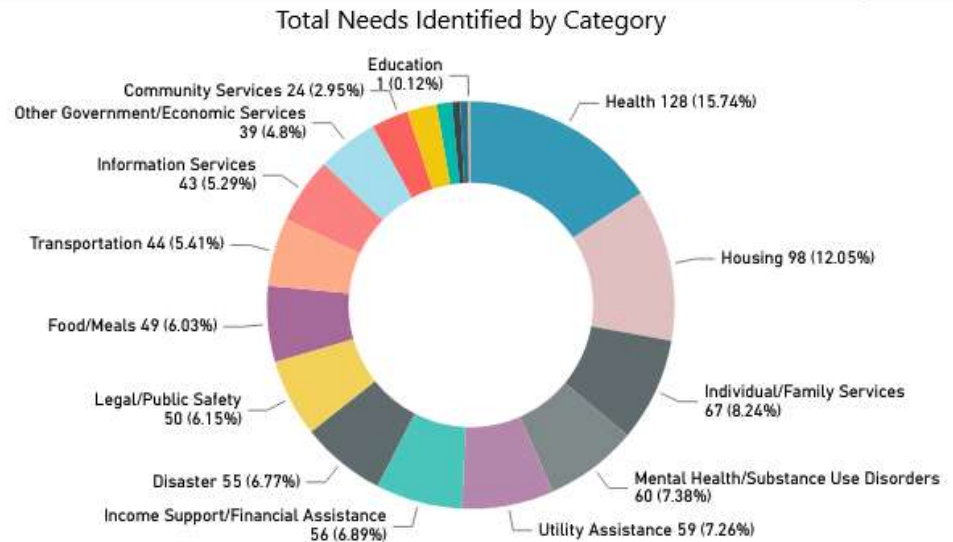
813



Last Refreshed: 8/27/2023 11:59:00 PM



Filters	Total Needs Identified by Geography	
	County/Region	Total Needs Identified
Province	Prescott And Russell	813
211 Region of	Clarence-Rockland	208
Prescott ...	Hawkesbury	201
	Russell	142
	Alfred And Plantagenet	76
	Casselman	75
City	The Nation Municipality	53
	Champlain	27
Community	?Unknown	16
	East Hawkesbury	15
211 Team	Total	813
Contact Meth.		
Age		
Gender		
Language		
Abusive behav		



211 Ontario Business Intelligence System

The Nation



Date Range

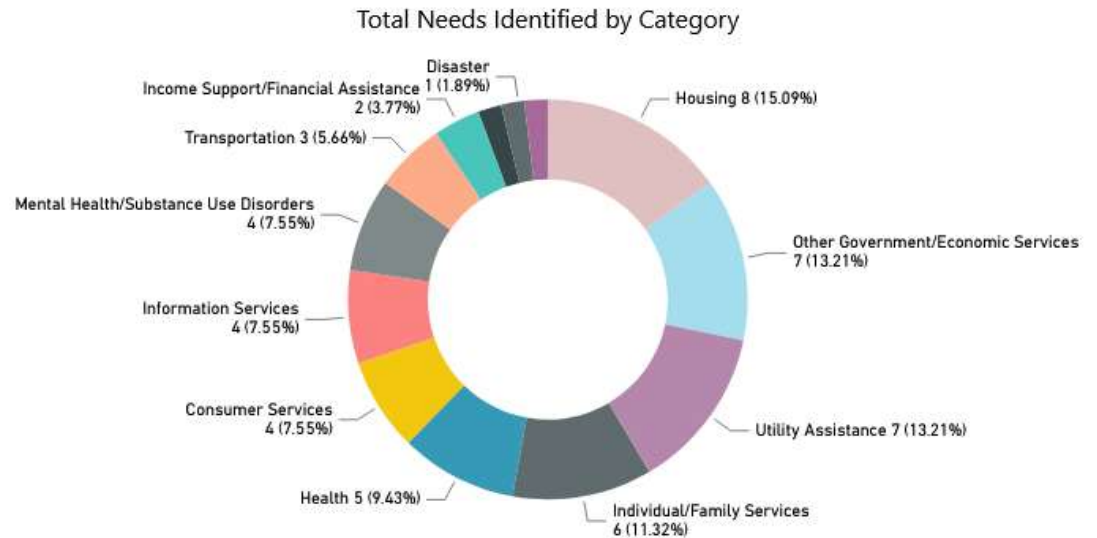
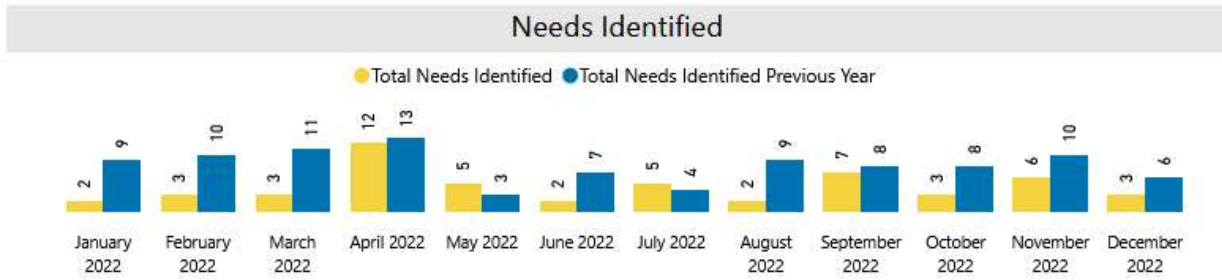
01/01/2022 31/12/2022

Needs Identified

53

Last Refreshed: 8/27/2023 11:59:00 PM

Filters	Total Needs Identified by Geography
Province	County/Region
211 Region of	Prescott And Russell 813
Prescott ...	Clarence-Rockland 208
	Hawkesbury 201
	Russell 142
	Alfred And Plantagenet 76
	Casselman 75
City	The Nation Municipality 53
	Champlain 27
Community	?Unknown 16
	East Hawkesbury 15
211 Team	Total 813
Contact Meth	
Age	
Gender	
Language	
Abusive beha	



211 Ontario Business Intelligence System – Ontario-Wide



Date Range

1/1/2022 12/31/2022

Needs Identified

265,179

Last Refreshed: 4/17/2023 11:42:00 PM

Filters

- Province
- 211 Region of
- County/Region
- City
- Community
- 211 Team
- Contact Methc
- Age
- Gender
- Language
- Abusive behav

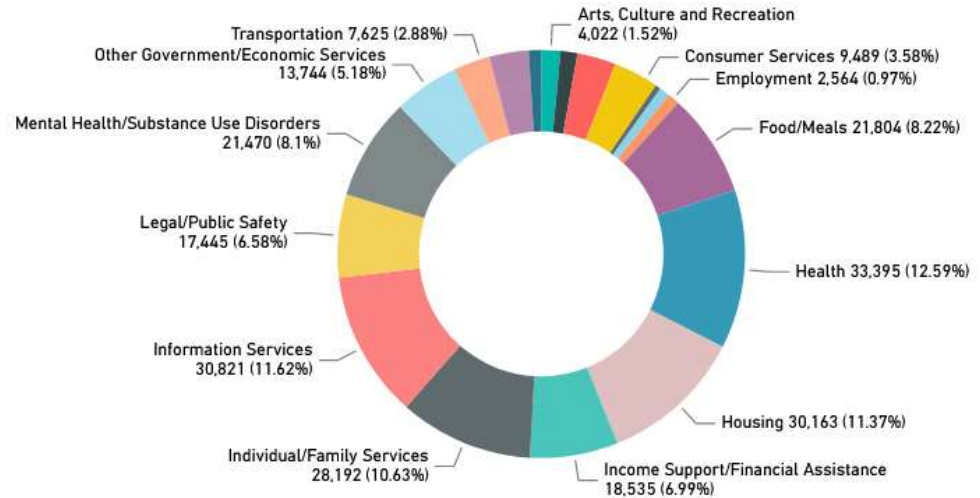
Total Needs Identified by Geography

County/Region	Total Needs Identified
Toronto	79,994
Toronto	79,994
Ottawa	31,454
Ottawa	31,454
Niagara	24,562
St Catharines	10,279
Niagara Falls	8,054
Welland	2,598
Fort Erie	858
Port Colborne	755
?Unknown	638
Thorold	511
Niagara-on-the-Lake	216
Lincoln	200
Grimsby	197
Pelham	135
West Lincoln	75
Wainfleet	46
Simcoe	18,802
Barrie	6,687
Collingwood	2,495
Wasaga Beach	1,872
Orillia	1,809
Total	265,179

Needs Identified



Total Needs Identified by Category



211 Ontario Business Intelligence System Prescott and Russell



Date Range
01/01/2022 31/12/2022

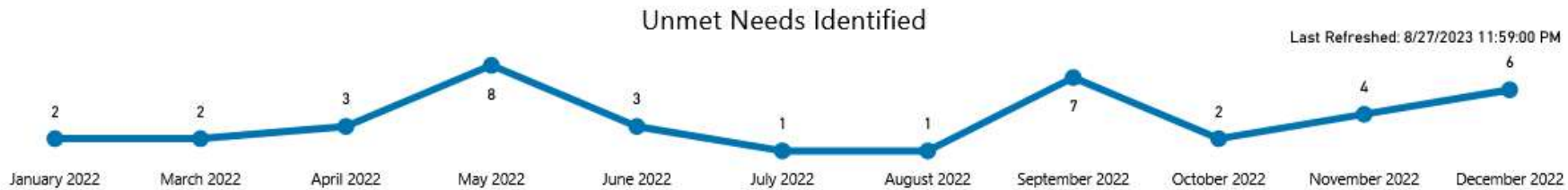
Unmet Needs Identified

39



Filters

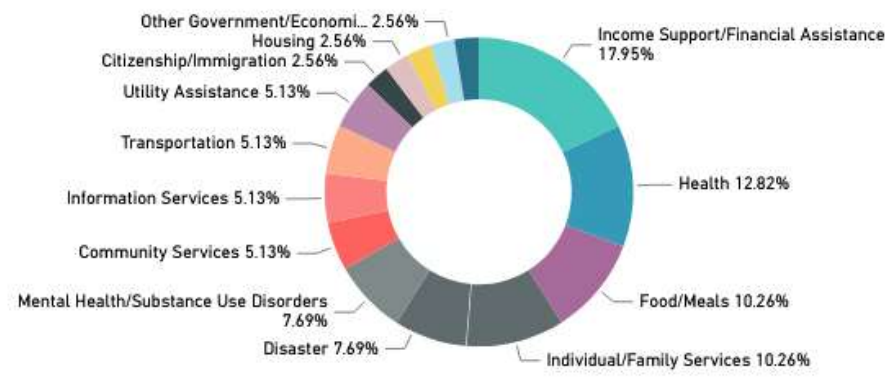
- Province ▼
- 211 Region of ▼
- Prescott ...** ✕ ▼
- City ▼
- Community ▼
- 211 Team ▼
- Contact Meth... ▼
- Age ▼
- Gender ▼
- Language ▼
- Abusive behav... ▼



Last Refreshed: 8/27/2023 11:59:00 PM



Total Unmet Needs by Category



Total Unmet Needs by Geography

County/Region	Total Needs Identified
Prescott And Russell	39
Clarence-Rockland	16
Hawkesbury	6
Russell	6
Alfred And Plantagenet	5
The Nation Municipality	4
Casselman	2
Total	39

211 Ontario Business Intelligence System

The Nation



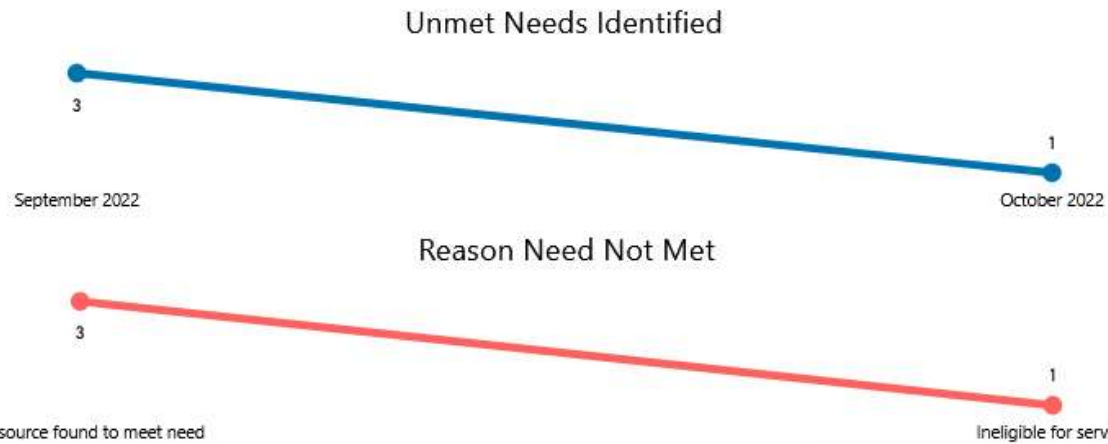
Date Range
 01/01/2022 31/12/2022

Unmet Needs Identified

4

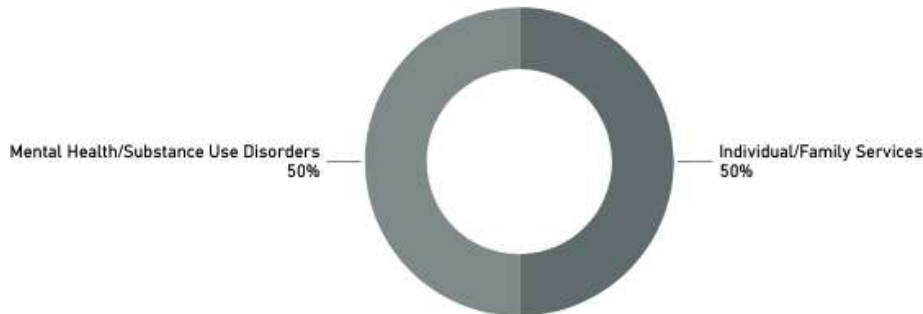


- Filters**
- Province
 - 211 Region of
 - Prescott ...**
 - City
 - Community
 - 211 Team
 - Contact Methi
 - Age
 - Gender
 - Language
 - Abusive behav



Last Refreshed: 8/27/2023 11:59:00 PM

Total Unmet Needs by Category



Total Unmet Needs by Geography

County/Region	Total Needs Identified
Prescott And Russell	39
Clarence-Rockland	16
Hawkesbury	6
Russell	6
Alfred And Plantagenet	5
The Nation Municipality	4
Casselman	2
Total	39

211 Ontario Business Intelligence System – Ontario-Wide



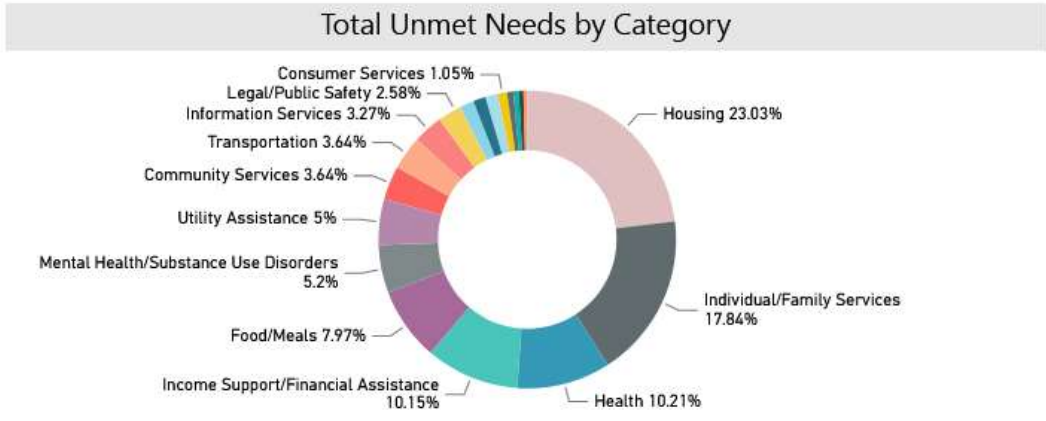
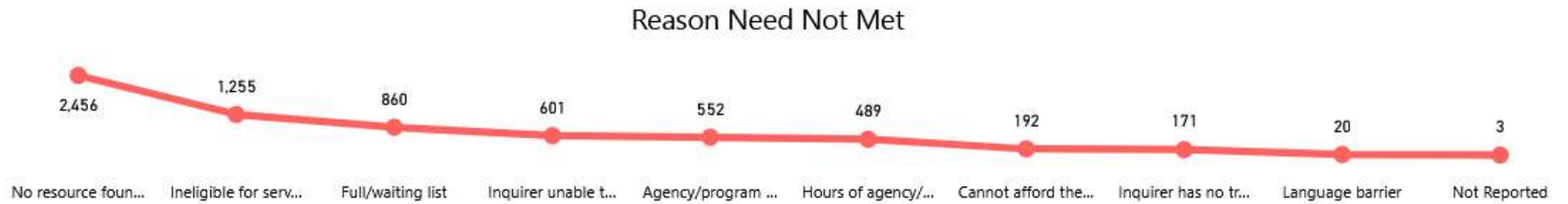
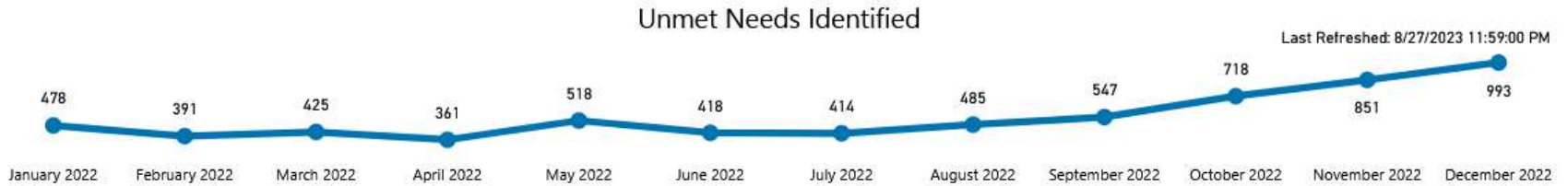
Date Range
01/01/2022 31/12/2022

Unmet Needs Identified

6,599



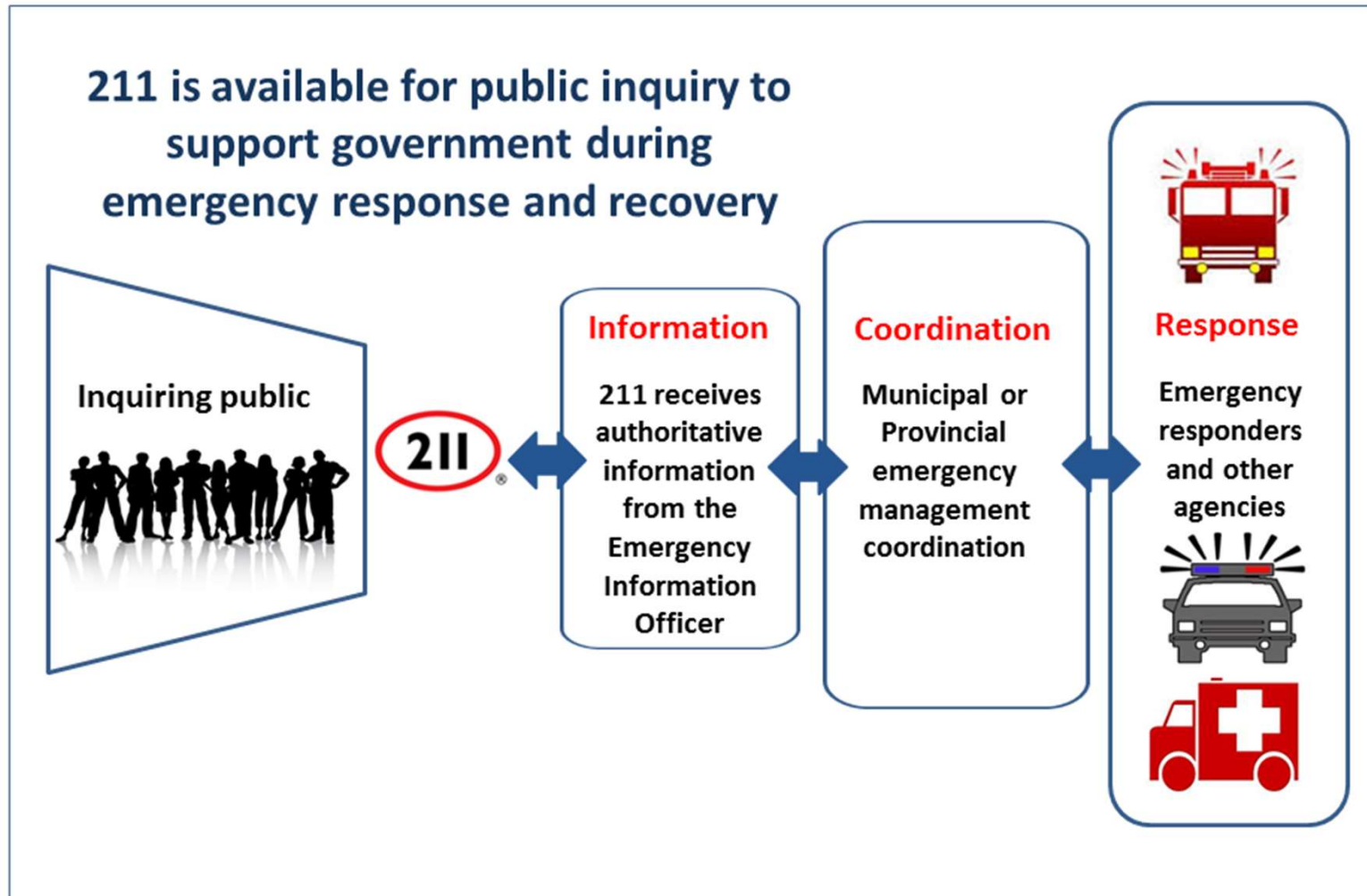
- Filters**
- Province ▾
 - 211 Region of ▾
 - County/Region ▾
 - City ▾
 - Community ▾
 - 211 Team ▾
 - Contact Method ▾
 - Age ▾
 - Gender ▾
 - Language ▾
 - Abusive behavior ▾



Total Unmet Needs by Geography

County/Region	Total Needs Identified
Niagara	970
Simcoe	962
Ottawa	938
Toronto	621
Thunder Bay	494
Grey	383
Hamilton	180
Essex	155
Perth	134
Total	6,599

Where 211 is situated during Emergency Response & Recovery



Events with 211 involvement

- Toronto, SARS, 2003
- Toronto, H1N1, 2009
- Durham, tornado, August 2009
- Owen Sound, multi-tenant fire, April 2010
- Midland, tornado, July 2010
- Goderich, tornado, August 2011
- Northern Ontario, floods/fires, May 2012
- Niagara Region, Hurricane Sandy, October 2012
- Windsor, LaSalle recycling plant fire, May 2013
- Meaford, main water line break, July 2013
- Toronto, flooding, July 2013
- Ottawa, bus/train crash, September 2013
- Toronto, ice storm, December 2013
- Stratford, gas line break, January 2014
- Angus, tornado, June 2014
- Floods, Eastern Ontario, 2017
- Tornadoes, Ottawa/Gatineau, 2018
- Flooding – spring 2019 (Prescott-Russell, Ottawa, Bracebridge, etc.)
- Covid-19 pandemic



When you don't know
where to turn.





**When you don't know
where to turn.™**

The people who call



When you don't know
where to turn.





I hope you can help.

Hydro has disconnected me.

I already applied for LEAP funding and no one has called me.

I don't know what to do.

I'm really having a hard time with my parents. They don't like my boyfriend.

My dad told me they won't help me out any more and I'm afraid I will have to quit school.



I just need help finding
the phone number for
the library.



I'm trying to find out if my father qualifies for dental assistance.

His teeth are really bad and he has trouble eating.



**What is there for
a senior citizen to
do? I am so
lonely.**

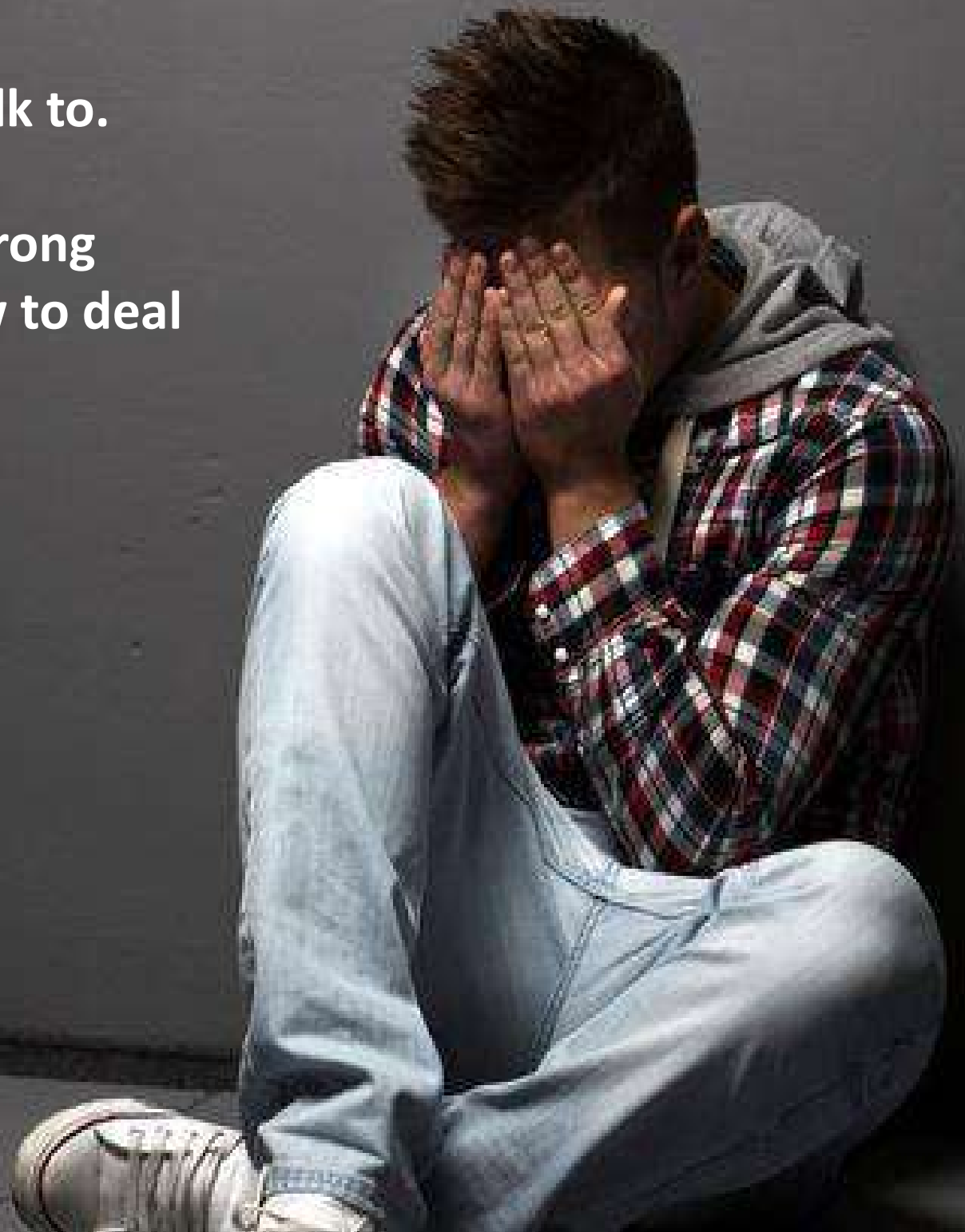


**I've been served some legal papers,
and the court office gave me this
number to find a legal aid attorney.**



I need someone to talk to.

**Everything is going wrong
and I don't know how to deal
with it.**



Questions?

John Hoyles
Executive Director
johnh@cneo-nceo.ca



When you don't know
where to turn.

Questions?

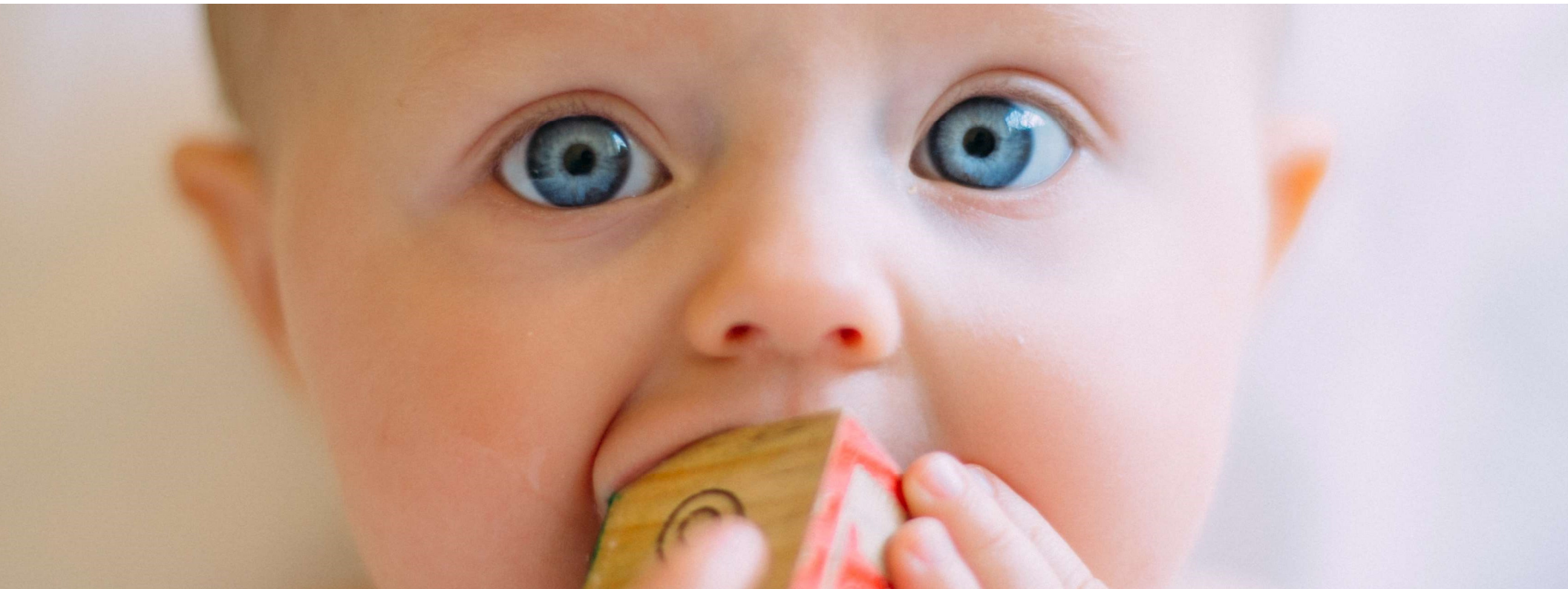
John Hoyles, Executive Director
johnh@cneo-nceo.ca

THANK YOU.

HELPING MEMBERS OF OUR COMMUNITY – FOR THE COMMUNITY, BY THE
COMMUNITY ONE PERSON AT A TIME.

ON VOUS REMERCIE.

OFFRANT DE L'AIDE AUX MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ; POUR LA COMMUNAUTÉ, PAR LA
COMMUNAUTÉ, DE SORTE QUE CHACUN PUISSE EN PROFITER.



CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 96-2023

BEING a By-law to appoint a Deputy-Treasurer for the Municipality.

WHEREAS Section 286 (2) of the Municipal Act, 2001, S.O. 2001, c. 25, as amended provides that a municipality may appoint a Deputy Treasurer who shall have all the powers and duties of the treasurer under this and every other Act;

AND WHEREAS Council wishes to appoint **Alexandre Ranger** as Deputy Treasurer;

Therefore, the Council of the Corporation hereby enacts as follows:

1. That a Deputy Treasurer be and is hereby appointed to assist the Treasurer in the performance of all the duties of that office, as prescribed by legislation.
2. That a Deputy Treasurer be and is hereby appointed to carry out the duties of the Treasurer in the absence of the Treasurer.
3. That the Deputy Treasurer shall have the powers and duties of the Treasurer as prescribed by legislation, while acting in that office.
4. That Alexandre Ranger be and is hereby appointed Deputy Treasurer for The Nation, pursuant to Section 286 (2) of the Municipal Act, 2001, S.O. 2001, c. 25.
5. That the said Alexandre Ranger shall hold office and shall with respect to the Corporation of The Nation Municipality and the enforcement of its by-laws, exercise all the authority power and rights and shall perform all the duties and obligations which by statute or by-laws are, or may be conferred or imposed upon the Deputy Treasurer of this Municipality.
6. That the said Deputy Treasurer shall sign a "Declaration of Appointed Office" attached to and forming part of this By-Law as Schedule "A".
7. This appointment shall be effective September 11, 2023.
8. That this by-law shall remain into force until rescinded by the Municipality.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 11th DAY OF SEPTEMBER 2023.

Francis Brière, Mayor

Josée Brizard, CAO-Clerk

Schedule "A" to By-Law No. 96-2023

Declaration of Appointed Office

I, Alexandre Ranger, do solemnly promise and declare that I will truly, faithfully and impartially, to the best of my knowledge and ability, execute the office of Deputy Treasurer of the Corporation of The Nation Municipality to which I have been appointed; that I have not received and will not receive any payment or reward, or promise thereof, for the exercise of any partiality or malversation or any other undue execution of such office, and that I have not by myself or partner, either directly or indirectly, any interest in any contract with or on behalf of the Corporation except that arising out of my office as Deputy Treasurer.

Alexandre Ranger

Josée Brizard, CAO-Clerk

September 11, 2023

THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 98-2023

Being a by-law to provide for the abandonment of the Demers-Cayer Municipal Drain from 0+00 to station 8+61 being the Upper End of the drain jurisdiction.

WHEREAS, The Council of the initiating municipality has given notice as in subsection (1) of its intention to abandon a drainage works or such part thereof as is specified in the notice without any written request in accordance with the provisions of Section 84 (1) of the Drainage Act, R.S.O. 1990, Chapter D.17 as amended.

AND WHEREAS on June 21, 2023, The Nation Municipality sent a letter to all the owners involved in the proposed abandonment of the of the Demers-Cayer Municipal Drain from 0+00 to station 8+61, W $\frac{1}{4}$ of Lot 17 and Pt E $\frac{1}{2}$ -W $\frac{1}{2}$ Lot 17 of Concession 8, upper End of the drain jurisdiction. Attached is the list of owners who received a notice (Annex 'A').

AND WHEREAS Council of The Nation Municipality has received a written request from a landowner requesting to abandon the upper end of the drain jurisdiction of the Demers-Cayer Municipal Drain from 0+00 to station 8+61.

AND WHEREAS the Council of The Nation Municipality did not receive any objections within 10 days of sending the notice. The Nation Municipality will proceed with the abandonment of the upper section of the said drain.

THEREFORE, the Council of The Nation Municipality, pursuant to Section 84(1) of the Drainage Act enacts as follows:

1. That W $\frac{1}{4}$ of Lot 17 and Pt E $\frac{1}{2}$ -W $\frac{1}{2}$ Lot 17 of Concession 8 between station 0+00 to station 8+61 of the Demers-Cayer Municipal Drain be abandoned in the former Township of Cambridge, now The Nation Municipality as stipulated in the attached drainage maps (Annex 'B').
2. That the municipality has no further obligation with respect to the Upper End of the drain jurisdiction between station 0+00 to station 8+61.
3. That By-Law 98-2023 be part to By-Law No. 92-78 being the construction of the Demers-Cayer, Adam and Quirouette Municipal.
4. This by-law shall come into force on the final passing thereof and may be cited as a portion of the "DEMERS-CAYER MUNICIPAL DRAIN ABANDONMENT BY-LAW".

Read a first, second and duly passed upon the third reading in open council this 11th day of September 2023

Francis Briere, Mayor

Josée Brizard, DG-Clerk

THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 98-2023

ANNEX 'A'

The abandonment the Upper End of the drain jurisdiction of the Demers-Cayer Municipal Drain.

List of owners who received a notice:

- 1- Ferme Jelyca Inc.
1244 route 900 E.
St-Albert, ON K0A 3C0

Roll #: 02-12-001-008-03900

- 2- Ferme A Ti-Bert Inc.
C/O Robert Latour
1388 Route 800 E
St-Albert, ON K0A 30

Roll #: 02-12-001-008-04000

THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

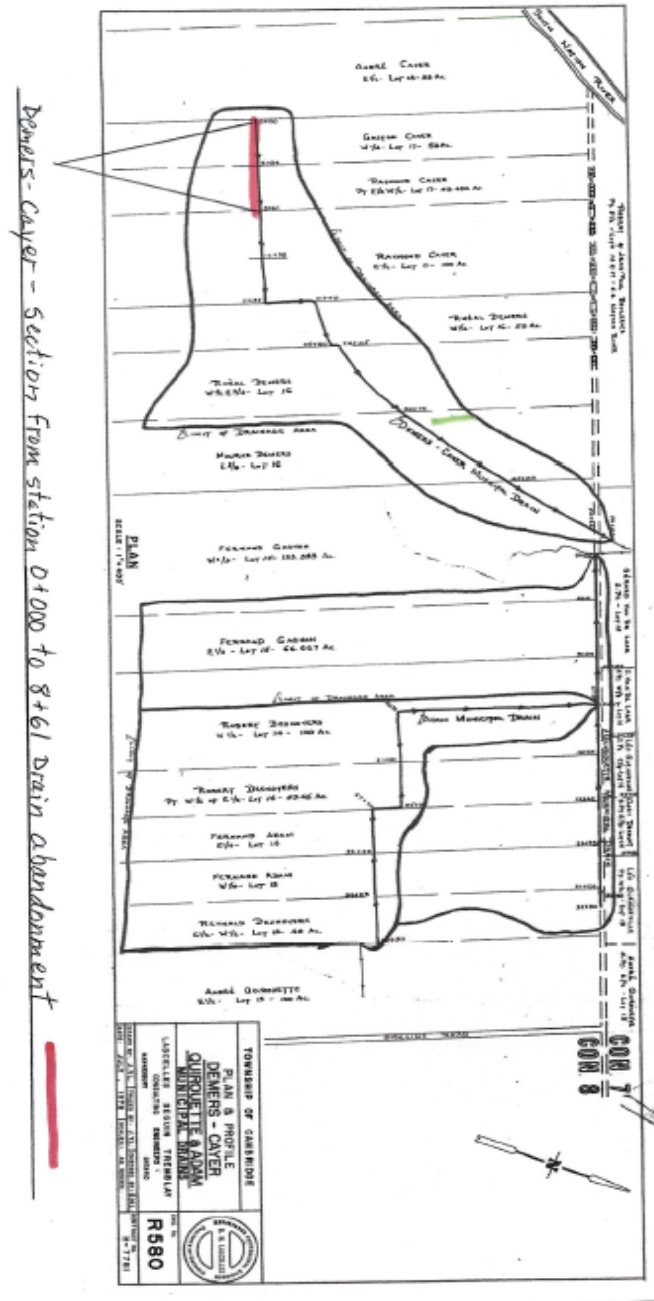
BY-LAW NO. 98-2023

ANNEX "B"

Drainage Maps Location :

W ¼ of Lot 17 and Pt E½-W½ Lot 17 of Concession 8 of the Demers-Cayer Municipal Drain

The abandonment the Upper End of the drain jurisdiction of the Demers-Cayer Municipal Drain.



THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 98-2023

ANNEX "B"

Drainage Maps Location :

W ¼ of Lot 17 and Pt E½-W½ Lot 17 of Concession 8 of the Demers-Cayer Municipal Drain

The abandonment the Upper End of the drain jurisdiction of the Demers-Cayer Municipal Drain.



CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 99-2023

BEING A BY-LAW TO AUTHORIZE THE EXECUTION OF AN AMENDING AGREEMENT BETWEEN THE MINISTRY OF THE SOLICITOR GENERAL (“ONTARIO”) AND THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY (“THE MUNICIPALITY”) FOR THE PROVISION OF POLICE SERVICES UNDER SECTION 10 OF THE POLICE SERVICES ACT, R.S.O. 1990, c. P. 15

Whereas the Parties entered into an Agreement through by law 120-2019 for the provision of Police Services under Section 10 of the *Police Services Act* (the “Agreement”) which commenced on the 1st day of January 2020.

Whereas the Agreement includes all the Schedules and Appendices to the Agreement.

Whereas pursuant to Section 29, the Parties may amend the Agreement by written agreement.

Whereas the Parties wish to further amend the Agreement as set out in this Amending Agreement, by extending the duration of the contract to conclude on the 31st of December 2025;

NOW THEREFORE the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

1. That the Corporation of The Nation Municipality enter into an amending Agreement with the Ministry of the Solicitor General, and that the said contract shall be known as Schedule “A” attached hereto to this By-law.
2. That the Mayor and Chief Administrative Officer/Clerk are hereby authorized to execute such Agreement and Affix the Corporation’s Seal thereto.

Read a first, second and third time and passed in Open Council this 11th day of September 2023 .

Francis Briere , Mayor

Josee Brizard , CAO-Clerk

SEAL

Appendix A to by-law # 99-2023

This AMENDING AGREEMENT is from the 30th day of December, 2023 to the 31st day of December, 2025

BETWEEN:

HIS MAJESTY THE KING IN RIGHT OF ONTARIO AS REPRESENTED BY THE SOLICITOR GENERAL (“Ontario”)

-and-

THE CORPORATION OF THE MUNICIPALITY OF THE NATION (“the Municipality”)

BACKGROUND

- A. The Parties entered into the Agreement for the provision of Police Services under Section 10 of the *Police Services Act* (the “Agreement”) which commenced on the 01st day of January 2020.
- B. The Agreement includes all the Schedules and Appendices to the Agreement.
- C. Pursuant to Section 29, the Parties may amend the Agreement by written agreement.
- D. The Parties wish to further amend the Agreement as set out in this Amending Agreement, by extending the duration of the contract to conclude on the 31st of December, 2025, as supported by:

Bylaw # XXXX, dated MMMM DDth, 20YY of the Council of the Corporation of the Municipality of The Nation (attached as Schedule A).

NOW THEREFORE, the Parties agree as follows:

1. Section 26 of the Agreement shall be replaced with the following:
 26. Notwithstanding the date upon which this Agreement is signed, the term of this Agreement shall commence on the 1st day of January, 2020 and shall conclude on the earlier of (i) the 31st day of December, 2025 or (ii) the date that the Community Safety and Policing Act, 2019 comes into force.

Relevant terms and conditions of the Agreement, that are not specifically amended but that relate to the amendments set out in this Amending Agreement shall be deemed to be amended so as to give effect to the changes herein.

Except for the amendments set out herein, the terms and conditions of the Agreement remain in full force and effect and time shall remain of the essence.

Notwithstanding the date upon which this Amending Agreement is signed, this Amending

Agreement is effective as of the 30th day of December, 2023.

FOR ONTARIO

Deputy Solicitor General, Community Safety

FOR THE Corporation of
The Municipality of
The Nation

DRAFT COPY – DO NOT SIGN

Mayor

DRAFT COPY – DO NOT SIGN

Clerk

Date signed by Municipality: _____

DRAFT

Schedule "A"

BY-LAW OF THE MUNICIPAL COUNCIL

MUNICIPALITY OF THE NATION

DRAFT

DRAFT

PLACEHOLDER FOR BY-LAW

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 100-2023

A By-Law to authorize the submission of an application to Desjardins Ontario for long-term borrowing and to authorize long-term borrowing from Desjardins Ontario in connection with the Sports Complex in Limoges, Ontario.

WHEREAS the *Municipal Act, 2001* (Ontario), as amended, (the “**Act**”) provides that a municipal power shall be exercised by by-law unless the municipality is specifically authorized to do otherwise;

WHEREAS the *Municipal Act, 2001*, as amended, (the “**Act**”) provides that a municipality may incur a debt for municipal purposes, whether by borrowing money or in any other way, and may issue debentures and prescribed financial instruments and enter prescribed financial agreements for or in relation to the debt;

AND WHEREAS the Council of The Corporation of The Nation Municipality (the “**Municipality**”) has authorized the construction of the Limoges Sports Complex (the “**Sports Complex**”);

AND WHEREAS before authorizing the Sports Complex, the Municipality, in accordance with section 4 of Ontario Regulation 403/02 (the “**Regulation**”), had its Treasurer update its then most recent annual debt and financial obligation limit received from the Ministry of Municipal Affairs and Housing (as so updated, the “**Prior Updated Limit**”), and, on the basis of the authorized estimated expenditure for the Sports Complex, the Treasurer determined that the estimated annual amount payable in respect of the Sports Complex, would not cause the Municipality to exceed the prior updated limit ,and accordingly the approval of the Local Planning Appeal Tribunal pursuant to the Regulation, was not required before any such Sports Complex was authorized by the Council of the Municipality;

AND WHEREAS it is now deemed to be expedient to authorize for the purposes of the Municipality the Sports Complex in the amount of the respective expenditure of \$10,230,000.00, subject in each case to approval by Desjardins Ontario for the financing of such Sports Complex requested by the Municipality at the interest rate of 5.77%.

THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

The Council of the Municipality hereby confirms, ratifies and approves the execution by the Treasurer of the Application and the submission by such authorized official of the Application, duly executed by such authorized official, to Desjardins Ontario for the financing of the Sports Complex in the maximum aggregate principal amount of \$10,230,000.00 substantially, with such changes thereon as such authorized official may hereafter approve, such execution and delivery to be conclusive evidence of such approval.

1. (a) The undertaking of the Sports Complex in the amount of the respective Sports Complex Authorized Expenditure is hereby approved and authorized;
- (b) any one or more of the Mayor and the Treasurer are hereby authorized to conclude contracts on behalf of the Municipality for the undertaking of the Sports Complex, in accordance with the Municipality’s usual protocol;

2. The Mayor and the Treasurer are hereby authorized to negotiate and enter into, execute and deliver for and on behalf of the Municipality a financing agreement (a "Financing Agreement") with Desjardins Ontario that provides for long-term borrowing from Desjardins Ontario under the authority of this By-law in respect of the Sports Complex on such terms and conditions as such authorized officials may approve, such execution and delivery to be conclusive evidence of such approval.
3. Subject to the terms and conditions of the Financing Agreement and such other terms and conditions as Desjardins Ontario may otherwise require, the Mayor and the Treasurer are hereby authorized to long-term borrow for the Sports Complex and to issue debentures to Desjardins Ontario on the terms and conditions provided in the Financing Agreement and on such other terms and conditions as such authorized officials may agree (the "**Debentures**"); provided that the principal amount of the Debentures issued in respect of the Sports Complex does not exceed the Authorized Expenditure and does not exceed the related loan amount set out, as the case may be, in respect of such Sports Complex.
4. For the purposes of meeting the Obligations, the Municipality shall provide for raising in each year as part of the general levy, the amounts of principal and interest payable in each year under any Debenture outstanding pursuant to the Financing Agreement, to the extent that the amounts have not been provided for by any other available source including other taxes or fees or charges imposed on persons or property by a by-law of any municipality.
5. The Mayor and Treasurer are hereby authorized to enter into, execute and deliver the Financing Agreement and to issue the Debentures, one or more of the Clerk and the Treasurer are hereby authorized to generally do all things and to execute all other documents and papers in the name of the Municipality in order to perform the Obligations of the Municipality under the Financing Agreement, to request and receive any temporary borrowing and to issue the Debentures, and the Treasurer is authorized to affix the Municipality's municipal seal to any such documents and papers.

**READ A FIRST, SECOND AND DULY PASSED UPON THE THIRD READING THIS
11TH DAY OF SEPTEMBER 2023.**

Francis Brière, Mayor

Josée Brizard, CAO-Clerk

SEAL

The Nation Municipality/Municipalite de La Nation
Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910
For The Date Range From 2023-08-30 To 2023-09-12

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
13787	C	2023-09-12	46	BELL CANADA	\$887.05	O
13788	C	2023-09-12	102	CITE DE CLARENCE-ROCKLAND	\$15,685.08	O
13789	C	2023-09-12	268	BURELLE RENTOOLS	\$282.50	O
13790	C	2023-09-12	286	MEUBLE HOME FURNITURE	\$261.59	O
13791	C	2023-09-12	1098	BLAIR ASPHALT PRODUCTS	\$512.74	O
13792	C	2023-09-12	1267	ONTOWER INC.	\$2,971.90	O
13793	C	2023-09-12	1349	TRAFFIC LOGIX CORPORATION	\$8,738.29	O
13794	C	2023-09-12	1576	ATHLETICA SPORT SYSTEMS	\$2,189.10	O
13795	C	2023-09-12	1579	BAXTEC MECHANICAL SERVICES	\$930.86	O
13796	C	2023-09-12	1911	CENTRE DE SANTE COMMUNAUTAIRE DE L'ESTRIE	\$7,893.71	O
13797	C	2023-09-12	2023	CASSELMAN LOCKSMITH & RENOVATION	\$100.00	O
13798	C	2023-09-12	2038	SERVALVE	\$2,000.10	O
13799	C	2023-09-12	2332	PASCALE PREVOST	\$29.95	O
13800	C	2023-09-12	3076	INTACT PUBLIC ENTITIES	\$3,277.00	O
13801	C	2023-09-12	3113	HAWKESBURY SERVICE TELECOM LTD.	\$455.23	O
13802	C	2023-09-12	3125	ACCESSEQUIP INC.	\$563.77	O
13803	C	2023-09-12	3262	ROBINSON CONSULTANTS	\$2,100.39	O
13804	C	2023-09-12	3298	EVV ENGINEERING	\$768.40	O
13805	C	2023-09-12	3342	SEGUIN PATRICK	\$100.00	O
13806	C	2023-09-12	3384	TOLHURST KAYLA	\$100.00	O
13807	C	2023-09-12	3385	BERGER ANTONI	\$1,700.00	O
13808	C	2023-09-12	3386	SIMON ROSEMARY	\$100.00	O
13809	C	2023-09-12	3387	RAYNAUD MARC	\$1,000.00	O
13810	C	2023-09-12	3390	MORIN NICHOLAS	\$1,000.00	O
13811	C	2023-09-12	3391	SULLIVAN LARA	\$100.00	O
13812	C	2023-09-12	3392	MAYER MARC	\$100.00	O
13813	C	2023-09-12	3393	HOLMES GRANT	\$100.00	O
13814	C	2023-09-12	3394	2453990 ONTARIO INC	\$100.00	O
13815	C	2023-09-12	3395	BRAY LYNN	\$250.00	O
13816	C	2023-09-12	3396	EQUIDOX SOFTWARE COMPANY LLC	\$1,250.00	O
13817	C	2023-09-12	3397	LIMOGES RECREATION COMMITTEE	\$487.71	O
13818	C	2023-09-12	3398	DESORMEAUX DANIKA	\$100.00	O
13819	C	2023-09-12	3399	LAMARCHE JONATHAN	\$100.00	O
13820	C	2023-09-12	3400	MIRON PATRICE	\$100.00	O
13821	C	2023-09-12	3402	THERIAULT ELECTRONIQUE LTEE	\$4,983.49	O

The Nation Municipality/Municipalite de La Nation
Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910
For The Date Range From 2023-08-30 To 2023-09-12

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
65463	E	2023-09-12	12	A/C MECHANICAL REFRIGERATION LTD	\$1,662.60	O
65464	E	2023-09-12	24	ANNIS, O'SULLIVAN, VOLLEBEKK LTD	\$1,183.68	O
65465	E	2023-09-12	30	AUTO PARTS EXTRA PIECES D'AUTO	\$81.81	O
65466	E	2023-09-12	65	BRAZEAU SANITATION INC	\$1,469.00	O
65467	E	2023-09-12	66	BRENNTAG CANADA INC	\$8,274.38	O
65468	E	2023-09-12	71	BYTOWN LUMBER	\$152.73	O
65469	E	2023-09-12	75	CADUCEON ENTREPRISES INC	\$4,303.63	O
65471	E	2023-09-12	80	MAXIBURO LTEE	\$159.70	O
65472	E	2023-09-12	89	CASSELMAN CEMENT	\$10,125.93	O
65473	E	2023-09-12	91	CASSELMAN GAS BAR	\$434.19	O
65474	E	2023-09-12	101	LBEL INC	\$175.15	O
65475	E	2023-09-12	110	COLACEM CANADA INC	\$37,573.31	O
65476	E	2023-09-12	112	CONSEIL SCOLAIRE DISTRICT CATHOLIQUES EST ONTARIE	\$12,402.00	O
65477	E	2023-09-12	116	UNIAG COOPERATIVE	\$710.43	O
65478	E	2023-09-12	117	COOPERATIVE AGRICOLE D'EMBRUN	\$1,735.15	O
65479	E	2023-09-12	119	CRANE SUPPLY	\$10,381.83	O
65480	E	2023-09-12	145	ELECTROTEK INC	\$513.31	O
65481	E	2023-09-12	171	FUTURE OFFICE PRODUCTS	\$199.83	O
65482	E	2023-09-12	175	G.D.S HYDRAULIC INC	\$608.93	O
65483	E	2023-09-12	180	GARAGE M.H BERCIER INC	\$1,641.73	O
65484	E	2023-09-12	202	J.B. MOBILE MECHANIC INC	\$3,673.89	O
65485	E	2023-09-12	204	J.R BRISSON EQUIP LTEE	\$466.15	O
65486	E	2023-09-12	206	JEAN-CLAUDE CAYER ENTREPRISES	\$101.69	O
65487	E	2023-09-12	256	LEROUX JOSEE	\$18.60	O
65488	E	2023-09-12	262	LES SERVICES EXP INC	\$16,177.08	O
65489	E	2023-09-12	289	MIKE'S WASTE DISPOSAL INC	\$41,816.26	O
65490	E	2023-09-12	400	SOLENO INC	\$19,849.43	O
65491	E	2023-09-12	449	PRO-TECH AUTO SOLUTION	\$170.97	O
65492	E	2023-09-12	450	UNITED COUNTIES OF PRESCOTT &	\$564,007.52	O
65493	E	2023-09-12	458	VIA RAIL CANADA INC	\$1,635.00	O
65494	E	2023-09-12	459	VICE & HUNTER LLP	\$1,186.50	O
65495	E	2023-09-12	523	INSIGHT CANADA INC	\$89.46	O
65496	E	2023-09-12	821	S & L WASTETECH INC	\$58.25	O
65497	E	2023-09-12	830	SP MASTERTECH INC.	\$5,636.37	O
65498	E	2023-09-12	954	CDW CANADA INC.	\$994.60	O

The Nation Municipality/Municipalite de La Nation
Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910
For The Date Range From 2023-08-30 To 2023-09-12

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
65499	E	2023-09-12	984	1897340 ONTARIO INC.	\$49,183.25	O
65500	E	2023-09-12	1000	SAFETYCARE INC.	\$4,237.50	O
65501	E	2023-09-12	1063	MALBEUF TECH SOLUTIONS	\$383.52	O
65502	E	2023-09-12	1276	CAPITAL CONTROLS	\$6,424.51	O
65503	E	2023-09-12	1336	ON CALL CENTRE	\$240.45	O
65504	E	2023-09-12	1660	VINNY'S YARD CARE	\$706.25	O
65505	E	2023-09-12	1773	A.D.R. DISTRIBUTION	\$234.25	O
65506	E	2023-09-12	1829	MAXI POWER ELECTRICAL SERVICES INC.	\$2,940.03	O
65507	E	2023-09-12	2035	SUNBELT RENTALS, INC	\$9,819.00	O
65508	E	2023-09-12	2083	LEROUX CONSULTANT	\$6,849.83	O
65509	E	2023-09-12	2261	MD AUTO CARE INC	\$39.54	O
65510	E	2023-09-12	2421	MAXIM ENVIRONMENTAL AND SAFETY INC.	\$1,033.95	O
65511	E	2023-09-12	2423	W.O. STINSON & SON LTD.	\$25,002.67	O
65512	E	2023-09-12	2550	BRANDT TRACTOR LTD	\$4,539.32	O
65513	E	2023-09-12	2876	SCG PROCESS	\$1,070.11	O
65514	E	2023-09-12	2913	ESI CONSEIL INC.	\$350.30	O
65515	E	2023-09-12	3058	SOLUTIONS D'AFFAIRES MPEX INC.	\$2,036.83	O
65516	E	2023-09-12	3086	2341969 ONTARIO INC.	\$45.14	O
65517	E	2023-09-12	3089	PITNEY BOWES LEASING	\$1,433.89	O
65518	E	2023-09-12	3205	KNEBEL, NADIA	\$1,977.50	O
65519	E	2023-09-12	3218	AMAZON BUSINESS	\$530.23	O
65520	E	2023-09-12	3374	PVC INDUSTRIAL PRODUCTS	\$2,036.55	O
BELL CANADA	E	2023-09-12	43	BELL CANADA	\$1,728.21	O
BELL CANADA	E	2023-09-12	46	BELL CANADA	\$3,857.62	O
ENBRIDGE CONSUMER GAS	E	2023-09-12	146	ENBRIDGE CONSUMER GAS	\$369.09	O
HYDRO ONE NETWORKS INC	E	2023-09-12	198	HYDRO ONE NETWORKS INC	\$107.50	O
JOHN DEERE FINANCIAL	E	2023-09-12	16	JOHN DEERE FINANCIAL	\$376.85	O
MINISTER OF FINANCE	E	2023-09-12	291	MINISTER OF FINANCE	\$8,688.68	O
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	E	2023-09-12	366	RECEVEUR GENERAL DU CANADA	\$62,723.68	O
SHAW DIRECT	E	2023-09-12	1729	SHAW DIRECT	\$89.24	O
ULTRAMAR-PARKLAND FUEL CORPORATION	E	2023-09-12	3120	ULTRAMAR-PARKLAND FUEL CORPORATION	\$777.63	O
WORKPLACE SAFETY INSURANCE	E	2023-09-12	475	WORKPLACE SAFETY INSURANCE	\$3,565.19	O

The Nation Municipality/Municipalite de La Nation
Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-08-30 To 2023-09-12

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
					Cleared	\$0.00
					Total	\$1,014,388.26

Flambées en cours

Prenez note qu'une flambée est en cours dans les établissements suivants.

Format de la date : année-mois-jour

DATE: 2023-09-06

ÉTABLISSEMENT	LIEU	TYPE DE FLAMBÉE	ORGANISME IDENTIFIÉ	SIGNALÉ RAPPORTÉ	DATE DE LA FIN DE LA FLAMBÉE	DERNIÈRE MISE À JOUR
Heartwood LTC	Cornwall	Respiratoire	Rhinovirus	2023-09-01		2023-09-05
Champlain Long Term Care	L'Orignal	Respiratoire	COVID-19/Parainfluenza	2023-08-30		2023-09-05
St- Joseph's Continuing Care Centre (Mantel House)	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2023-08-25	2023-09-05	2023-09-05
Centre d'Accueil Roger Séguin	Clarence-Creek	Respiratoire	COVID-19	2023-08-25		2023-08-25
Centre d'Accueil Roger Séguin	Clarence-Creek	Respiratoire	Inconnu	2023-08-24		2023-08-24
Valley Garden Cornwall Retirement Centre	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2023-08-18	2023-08-28	2023-08-28
Maxville Manor	Maxville	Respiratoire	COVID-19	2023-08-18	2023-09-01	2023-09-01
Chartwell Hartford Retirement Residence	Morrisburg	Respiratoire	Parainfluenza	2023-08-17	2023-08-24	2023-08-24

Définition d'une éclosion de COVID-19 dans un établissement

Depuis mai 2023, la définition d'une éclosion de COVID-19 dans un établissement consiste de la présence d'au moins deux cas confirmés parmi les résidents/patients, reliés par un lien épidémiologique (ex. un même étage ou unité), chacun ayant un test PCR OU un test moléculaire rapide OU un test antigène rapide positif dans une période de 7 jours où il est raisonnable de croire que l'infection s'est développée dans le milieu.

Activité grippale dans la région

Aucun cas sporadiques d'influenza A et B signalé dans la région.

- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale dans la province](#)
- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale au pays.](#)

- [Cliquez ici pour retourner à la page précédente.](#)
- [Cliquez ici pour retourner à la page d'accueil.](#)



EOHU.ca • BSEO.ca • 613-933-1375 • 1 800 267-7120



CORNWALL • ALEXANDRIA • CASSELMAN • HAWKESBURY • ROCKLAND • WINCHESTER

© EOHU. All Rights Reserved/Tous droits réservés.



August 24, 2023

In This Issue

- AMO 2023 a resounding success!
- 2023 PJ Marshall Municipal Innovation Awards.
- Municipal Cybersecurity 101 forum.
- LAS & IPE 2023 Risk Symposium - Are you safe?
- Registration for the one of a kind AMO-LAS Energy Symposium is open!
- Blog: The London Look.
- Register for OMSSA's 2023 Forum.
- Careers: Simcoe County and Ministry of Health.

AMO Matters

AMO welcomed a record breaking 2400 participants to the host City of London for three days of education, networking and hundreds of delegation meetings. Thank you to our generous host, the City of London, sponsors, exhibitors and all who attended for making AMO 2023 a great success.

This year's recipients of the PJ Marshall Municipal Innovation Award at the 2023 AMO Conference are the City of Vaughan for its AI-based approach to managing local roads; the Municipality of Middlesex Centre for its building shared services through electronic permitting technology; and the City of Markham for its leadership in digital democracy.

Eye on Events

It's back! AMO and MISA ON's joint Municipal Cybersecurity 101 Forum returns this fall in time for Cybersecurity Month. Join us virtually on October 12 from 10am to 2pm to learn more about building a cyber resilient municipality. Register today.

Join Local Authority Services (LAS) and Intact Public Entities (IPE) in discussion on Navigating the Road to Resilience in examination of critical municipal risk issues such as climate resiliency, cyber security, risk data management and more. Register today for all you need to know on municipal risk management - deadline: September 27.

AMO and Local Authority Services (LAS) are pleased to be hosting the 2023 Municipal Energy Symposium on November 2-3 at the Novotel Centre Toronto. Registration is now open. Space is limited.

LAS

What comes to your mind when you read or hear about the AMO Conference? This year, the City of London hosted the AMO Conference in-person for the first time since 2014. Read more in our latest blog - London Welcomed AMO with Open Arms.

Municipal Wire*

Join the Ontario Municipal Social Services Association (OMSSA) on September 26

and 27 and explore the planning and delivery of social services nationally and globally to better understand and address common challenges. [Register today.](#)

Careers

[Director of Resident Care - Administrative - County of Simcoe.](#) Responsible for the daily planning and co-ordination of the administrative requirements related to resident care. Submit your [application online](#). Closing Date: September 9.

[Consultant, Access and Privacy - Ministry of Health.](#) Review assigned requests against legislation and provisions, and collaborate with program areas to respond. Closing date: September 6.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watchfile](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)

[LAS Local Authority Services](#)

[MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario](#)

[ONE Investment](#)

[Media Inquiries](#)

[Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions](#)

AMO's Partners



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Please consider the environment
before printing this.

Association of Municipalities of Ontario
200 University Ave. Suite 801, Toronto ON Canada M5H 3C6
To unsubscribe, please [click here](#)





August 31, 2023

In This Issue

- Municipal Information & Data Analysis System (MIDAS).
- Ontario Anti-Hate Security and Prevention Grant.
- Release of public information service.
- Municipal Cybersecurity 101 forum.
- FOI program automation: Save time and money with AMO's new partner.
- Cyber incident management in partnership with ISA Cybersecurity.
- Use Canoe pricing in your 2024 budget.
- Identify energy savings with energy treasure hunt.
- Training for elected officials on Boards of Health.
- Careers: Elgin County, Kitchener and Oakville.

AMO Matters

AMO is pleased to launch a refresh of the Municipal Information & Data Analysis System (MIDAS). MIDAS is a web-based tool that provides access to the Financial Information Returns (FIRs) to all Ontario municipalities. The FIR is the main data collection tool used by the Ministry of Municipal Affairs and Housing to collect financial and statistical information on municipalities. Ontario municipal elected officials and staff can contact MIDASAdmin@amo.on.ca for access.

Provincial Matters

The Ontario government is providing one-time grants of up to \$10,000 to ensure community spaces remain safe and secure from hate-motivated incidents. Applications are open for 2023-2024. The deadline is September 12, 2023.

The Technical Standards and Safety Authority (TSSA) is Ontario's public safety regulator. TSSA releases public information (e.g., licence statuses or devices at a location) per its privacy codes. Click here to request a release.

Eye on Events

It's back! AMO and MISA ON's joint Municipal Cybersecurity 101 Forum returns this fall in time for Cybersecurity Month. Join us virtually on October 12 from 10am to 2pm to learn more about building a cyber resilient municipality. Register today.

AMO is pleased to partner with Vayle to offer a cost-effective digital platform to streamline FOI program management, reduce costs, and mitigate compliance risks. Join us on September 14 at 12pm where we will provide a deeper dive into the latest digital offering.

LAS

ISA Cybersecurity was pleased to meet everyone in the exhibit hall at the 2023 AMO Conference. To learn more about the ISA Cybersecurity partnership with LAS, please contact Shannon Devane.

Are you planning to buy equipment in 2024? The [Canoe Procurement Group](#) provides quick and easy quotes for your budget. If you're ready to purchase, save the time of running your own RFP and buy direct from pre-approved vendors. Contact [Sarah](#) to learn more.

Town of Whitby recently completed an [LAS energy workshop & treasure hunt](#) at their Brooklin Community Centre, identifying tremendous energy savings opportunities. Join others planning the same and book your workshop for this fall. Contact [Christian Tham](#) today!

Municipal Wire*

a1PHa is offering two courses on Board of Health Governance and Social Determinants of Health for elected officials on Boards of Health. Pricing and more information are available [here](#).

Careers

[Chief Administrative Officer - Elgin County](#). Responsible for the strategic leadership and efficient delivery of all administrative and operational services. Please apply [via email](#) with a covering letter and resume by September 28.

[Chief of Staff - City of Kitchener](#). Lead a 4-person team responsible for supporting the Mayor and members of City Council in their community leadership roles. [Apply online](#) by September 6.

[Coordinator, Strategic Communications and Community Relations - City of Kitchener](#). Play a key role in constituency and community relations and communications. [Apply online](#) by September 15.

[Director, Culture and Entertainment - City of Kitchener](#). Oversee the development and implementation of strategic plans to support arts and artists, and attract major entertainment events. [Apply online](#) by September 13.

[Supervisor, Stores - Town of Oakville](#). Provide the planning, analysis, materials management, organization, and distribution of required goods and services. [Apply online](#) by September 5.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watchfile](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)

[LAS Local Authority Services](#)

[MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario](#)

[ONE Investment](#)

[Media Inquiries](#)

[Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions](#)



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Please consider the environment
before printing this.

Association of Municipalities of Ontario
200 University Ave. Suite 801, Toronto ON Canada M5H 3C6
To unsubscribe, please [click here](#)





Administration Office
Mailing address
Email
Phone

1024 Hurlwood Lane, Severn
PO Box 159, Orillia, Ontario L3V 6J3
info@severn.ca
705-325-2315

August 11, 2023

Climate Emergency Unit
c/o The David Suzuki Institute
201 Pringle Farm Rd
Saltspring Island, BC
V8K 2Y2

Dear Erin Blondeau, Director of Communications

Re: Climate Emergency Just Transition Transfer (JTT)

Please be advised that the Council for the Township of Severn received correspondence respecting the Just Transition Transfer (JTT) at their recent August 9th, 2023 Council meeting.

Following discussion Motion C2023-042 was passed:

Moved by Councillor - Ward 3 Phil Brennan
Seconded by Deputy Mayor Judith Cox

WHEREAS Canada's greenhouse gas (GHG) emissions are slowly starting to trend downward, but the reduction trajectory remains incongruent with what science and justice demands;

WHEREAS Canada must spend what it takes to confront the climate emergency, and there is an urgent need for Canada to spend more on climate infrastructure that would drive down GHGs and hasten the transition off fossil fuels;

WHEREAS Canada needs to make an audacious and hopeful offer to those workers and communities whose employment and economic security is currently tied to the fossil fuel industry (and to a lesser extent the auto, steel, concrete, and agriculture industries, etc., all of which face substantial transition challenges), and to Indigenous communities on the frontlines of fossil fuel extraction;

WHEREAS the federal government has introduced a *Sustainable Jobs Act*, but this Act needs to be paired with and backed-up by a substantial investment in the jobs of the future;

WHEREAS much of the climate infrastructure needed will come under provincial, municipal and Indigenous jurisdiction (renewable energy, grid upgrades, public transit, zero-emission housing, etc.), and training comes under provincial jurisdiction, but it is the federal government that has the greatest capacity to pay;

WHEREAS a new federal Climate Emergency Just Transition Transfer (JTT) specifically linked to funding climate infrastructure projects that would create hundreds of thousands of jobs, along with training and apprenticeships programs for workers and those leaving the oil and gas industry -- would be a transformative program that signals that Canada is indeed entering emergency mode;

WHEREAS the JTT would be an annual transfer of approximately \$25 billion from the federal government to provincial/territorial, municipal and Indigenous governments, purpose-built to meet the climate emergency imperative to decarbonize our society, ensuring communities can fund the infrastructure and training needed to transition off fossil fuels, while creating thousands of sustainable jobs in a way that is specific to their needs and locale;

WHEREAS the JTT's distribution would be based on a formula linked to recent GHG emissions in each province (but fixed from that point onward, so as not to perversely incentivize continued high GHGs), recognizing that some jurisdictions face a more challenging task to transition their local economies;

WHEREAS the JTT would transfer federal funds to newly established just transition agencies in each province and territory -- jointly governed by the federal government, provincial/territorial governments, municipal governments, and local Indigenous nations -- and in some case directly to Indigenous nations, ensuring the transfer money is not simply absorbed into provincial or municipal budgets or used to displace other infrastructure or

training funds, but rather, ensuring the money is used for its intended purpose, and that funds are allocated in a manner sensitive to local climate action plans, the unique GHG profiles of each region, and to local labour market/training needs;

WHEREAS a JTT could provide significant, stable, multi-year funding for the climate infrastructure and training/employment needs of municipalities, Indigenous communities, energy utilities, public transit authorities and public housing authorities;

WHEREAS the federal government is welcome to title such a new transfer as they see fit (e.g. a Sustainable Jobs Transfer or a Climate Infrastructure Transfer);

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED, that the Township of Severn formally endorses the call for a new Just Transition Transfer; and

THAT the Township of Severn urges the federal government to establish a new Just Transition Transfer, starting with a major financial commitment in the next federal budget; and will write to the federal ministers concerned expressing this support;

AND THAT this resolution be circulated to all municipalities.

Carried

Should you have any questions or concerns, please feel free to contact me at (705) 325-2315 x 232 or by email at agray@severn.ca

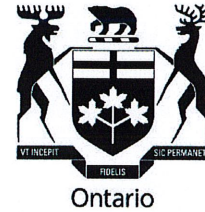
Regards,

Alison Gray

Alison Gray, BAH, CMO, AOMC
Clerk

Cc Ontario Municipalities

Canada



August 28, 2023

Josée Brizard
CAO/Clerk
The Nation Municipality
jbrizard@nationmun.ca

Dear Ms. Brizard:

We are pleased to announce that the governments of Canada and Ontario are investing up to \$1.5 million over two years to help improve the removal, handling, and disposal of deadstock across the province. The Increasing Deadstock Capacity Initiative application intake will be open from September 21, 2023, to February 1, 2024. All approved projects must be completed by February 1, 2025. You can find additional information, including how to apply, on the Agricultural Adaptation Council Website at info@adaptcouncil.org.

This program is being offered through the Sustainable Canadian Agricultural Partnership (Sustainable CAP). The cost-share funding initiative will help address some of the gaps identified in a Livestock Research Innovation Corporation (LRIC) report released this year and will provide opportunities for the deadstock industry to streamline operations and improve accessibility by increasing capacities and establishing new service standards.

Please note that expenses, where applicable, must meet regulatory requirements, including [Ontario Regulation 105/09](#) under the Food Safety and Quality Act, 2001 (FSQA), and [Ontario Regulation 106/09](#) under the Nutrient Management Act, 2002 (NMA), (or any applicable requirements under the Safe Food for Canadians Act for federally registered plants), and be suitable for use. The undertaking of these activities for cost-share funding may still be subject to regulatory approvals.

Our governments are committed to supporting the agri-food sector and rural communities in Ontario.

.../2



We encourage you to take advantage of this funding opportunity and submit an application. Together, we can ensure that Ontario's agricultural communities can continue to operate sustainably and without interruption.

Sincerely,



Lawrence MacAulay
Minister of Agriculture
and Agri-Food



Lisa M. Thompson
Minister of Agriculture, Food
and Rural Affairs



Sustainable Canadian
Agricultural Partnership

Ontario 

Canada 

**Ministère des
Affaires municipales
et du Logement**

Bureau du ministre

777, rue Bay, 17^e étage
Toronto (Ontario) M7A 2J3
Tél. : 416 585-7000

**Ministry of
Municipal Affairs
and Housing**

Office of the Minister

777 Bay Street, 17th Floor
Toronto ON M7A 2J3
Tel.: 416 585-7000



234-2023-4205

23 août 2023

Monsieur le président du conseil / Madame la présidente du conseil

Objet : Fonds pour l'accélération de la construction

La crise de l'offre de logements touche l'ensemble de l'Ontario, des collectivités rurales aux grands centres urbains. Notre gouvernement s'est engagé à construire au moins 1,5 million de logements d'ici 2031, en collaborant avec les municipalités de toute la province qui représentent nos principaux partenaires.

Le 21 août 2023, le premier ministre Ford a annoncé la création du nouveau Fonds pour l'accélération de la construction, un nouveau programme de 1,2 milliard de dollars sur trois ans visant à aider les municipalités à atteindre ou à dépasser leur part de la cible de 1,5 million de logements de la province.

Comme l'a annoncé le premier ministre Ford, 10 % du financement global sera réservé aux petites collectivités rurales et du Nord auxquelles la province n'a pas attribué de cible en matière de logement, afin de répondre à leurs besoins précis pour soutenir la croissance de l'offre de logements.

L'Ontario consultera l'Association of Municipalities of Ontario et l'Équipe de mise en œuvre du Plan d'action pour l'offre de logements concernant les détails de la conception du programme du Fonds pour l'accélération de la construction, notamment sur la manière dont les fonds peuvent soutenir au mieux les petites collectivités rurales et du Nord. De plus amples renseignements à ce sujet vous seront communiqués plus tard. Avec la croissance de l'Ontario, nous devons construire davantage de logements. Je me réjouis de pouvoir compter sur votre soutien pour faire en sorte que l'ensemble de la population, y compris les nouveaux arrivants, les jeunes familles et les personnes âgées, ait les moyens de s'offrir un chez-soi.

Cordialement,

A handwritten signature in blue ink that reads 'Steve Clark'.

Steve Clark
Ministre

c : L'hon. Nina Tangri, ministre associée du Logement
Kirstin Jensen, chef de cabinet adjointe, Bureau du ministre
Martha Greenberg, sous-ministre

Joshua Paul, sous-ministre adjoint, Division du logement à but lucratif

Sean Fraser, sous-ministre adjoint, Division de l'aménagement et de la croissance

Caspar Hall, sous-ministre adjoint, Division des administrations locales